

Bahar Kimyongür

Turquie, terre de diaspora et d'exil

Histoire des migrations politiques de Turquie

Préface de Josy Dubié et Anne Morelli



Couleur livres

Bahar Kimyongür

TURQUIE, TERRE DE DIASPORA ET D'EXIL
Histoire des migrations politiques de Turquie

Photos de couverture

Scène de déportation génocidaire des Arméniens d'Anatolie vers le désert de Syrie en 1915.

Nâzım Hikmet, poète de l'exil, ici à la prison de Bursa où il séjournera de 1938 à 1950.

Carte d'identité que le jeune révolutionnaire Deniz Gezmiş porta en 1969, durant son séjour clandestin dans un camp de résistance palestinien.

Editions [Couleur livres] asbl

4, Rue Lebeau – 6000 Charleroi

ISBN : 978-2-87003-509-2

Tous droits de reproduction, d'adaptation ou de traduction par quelque procédé que ce soit, réservés pour tous pays sans l'autorisation de l'éditeur ou de ses ayants-droit.

© 2008, Couleur livres asbl, Bruxelles.

D/2008/0029/33

Bahar Kimyongür

**TURQUIE,
TERRE DE DIASPORA ET D'EXIL**

Histoire des migrations politiques de Turquie

Prix de la Fondation Info-Türk

Concours 2007-2008



Couleur livres

PREFACE

La recherche de Bahar Kimyongür replace dans le contexte général de toute l'émigration politique issue de la Turquie, les conséquences sur l'émigration du coup d'Etat militaire qui a renversé la démocratie turque en 1980.

Pour nous, ce travail évoque bien des souvenirs.

Dans les années soixante et septante, nous avons côtoyé et soutenu des exilés espagnols luttant contre le franquisme, des Portugais adversaires du régime de Salazar et des Grecs ayant fui les colonels qui avaient pris le pouvoir dans leur pays. Ils étaient présents à nos fêtes et massivement visibles dans nos syndicats, nos manifestations et dans les défilés du 1^{er} mai.

Successivement, tous ces exilés avaient cependant pu applaudir au renversement de ces régimes honnis et avaient pu choisir librement de rentrer la tête haute dans leur pays – qu'ils avaient, de l'extérieur, aidé à basculer dans la démocratie – ou de rester en Belgique.

Nous nous souvenons aussi de nos amis progressistes, chiliens, argentins, boliviens ou brésiliens, chassés de leurs pays par des coups d'état militaires sponsorisés par les Etats-Unis. Nous les avons accueillis chez nous pendant des années. Maintenant ils sont, pour la plupart, rentrés chez eux reprendre leur combat militant pour une société plus juste, dans une Amérique latine, enfin débarrassée de ses sanglantes dictatures militaires, qui aujourd'hui ouvre une voie et un espoir vers des changements politiques et sociaux prometteurs.

Nous pensons vraiment qu'il en serait de même pour ces exilés turcs qui affluaient en Belgique dans les années qui suivirent le coup d'état militaire de 1980.

Ils avaient rapidement trouvé une place dans les organisations démocratiques militantes et nous espérions que – comme d'ailleurs les exilés politiques marocains qui avaient également afflué en Belgique – ils retourneraient bientôt en vainqueurs dans une Turquie laïque et totalement démocratique.

Force nous est de constater, près de trente ans plus tard, que nos prévisions ne se sont pas réalisées.

La Turquie, comme le Maroc, a connu certaines avancées démocratiques mais a maintenu globalement un régime autoritaire.

La sanglante répression de l'opposition radicale et kurde s'est manifestée par l'assassinat de prisonniers politiques, la destruction de villages entiers, l'exécution d'opposants restée impunie, la complicité du pouvoir avec les milices qui brûlent, torturent et assassinent.

Même si le pouvoir turc a lâché un peu de lest pour se légitimer auprès de l'Europe dans laquelle il voudrait faire entrer la Turquie, la droite turque et les religieux mènent encore aujourd'hui la vie dure à leurs adversaires.

Nos amis turcs exilés n'ont donc pas encore pu rentrer vainqueurs dans leur pays. La recherche de Bahar Kimyongür a reçu le prix de la Fondation Info-Türk.

Info-Türk poursuit depuis des décennies un travail fondamental d'information sur les réalités de la vie sociale et politique en Turquie. Un travail à contre-courant de cette propagande officielle qui tente de désinformer l'Europe en présentant la Turquie comme un paradis démocratique.

Toute notre admiration va à la persévérance, au courage et au travail minutieux d'Info-Türk, un travail qui repose sur les épaules de quelques militants.

Tous nos encouragements vont aussi à Bahar Kimyongür qui a échappé de près à un sort qui aurait pu être tragique puisque, pour être agréables au régime turc, des fonctionnaires et des personnalités politiques belges avaient projeté de le livrer à la "justice" turque.

A tous nos amis turcs exilés ici depuis de trop nombreuses années, nous souhaitons de tout cœur de pouvoir rentrer très bientôt dans cette Turquie libre, laïque et démocratique pour laquelle ils ont consenti de très lourds sacrifices.

*Josy Dubié, sénateur et Anne Morelli, professeure à l'U.L.B.
Membres du jury du prix Info-Türk.*

INTRODUCTION

C'est comme si sa physionomie, autant que sa localisation, l'avait prédestinée au mouvement, au voyage, à la chevauchée.

L'Anatolie, cette vaste péninsule intercontinentale que le poète turc de l'exil, Nâzım Hikmet, apparente à la tête "d'une jument venue au galop de l'Asie lointaine pour se tremper dans la Méditerranée" a autant été une terre d'asile pour les exilés, les déplacés et les réfugiés qu'un enfer pour ses enfants disgraciés, peuples ou individus maudits, en proie à l'intolérance des monarques, des pachas et des oligarchies militaires.

Dès la plus haute antiquité, on observe en Anatolie des déplacements tous azimuts, plus ou moins massifs, volontaires ou non, tant intérieurs qu'extérieurs, tant centripètes que centrifuges.

Pas un peuple n'a été épargné par ce fléau même si l'échelle de souffrance reste très variable selon que l'on soit Turc, Kurde, Arabe, Arménien, Assyrien, Juif ou Grec.

Sauf lorsque la terreur d'Etat se mit à sévir selon des motivations strictement idéologiques, transcendant ainsi les différences nationales, culturelles ou religieuses.

Les interventions militaires de 1971 et de 1980 ont cela de spécifique qu'elles ont pris pour cible tous les groupes ethniques composant la Turquie sans distinction. L'ennemi du moment étant le socialisme, le communisme ou plus généralement la gauche qui, de par sa nature, a une vocation pluraliste et universelle et qui de surcroît, était en vogue aux quatre coins du pays, aucun peuple n'a échappé aux persécutions, pas même le peuple turc.

Aujourd'hui, vingt-sept ans après le dernier coup d'Etat, à l'heure où le gouvernement A.K.P. issu des élections de 22 juillet 2007 s'est engagé à réformer la Constitution de 1982 introduite par la junte militaire dirigée par le général Evren, peut-on affirmer que le pays s'est politiquement stabilisé, que les persécutions visant les opposants ont cessé, que les torrents de l'exil se sont taris ? La réponse est non en regard des derniers bilans sur les droits de l'homme. En effet, les commissariats et les prisons restent des zones de non-droit et de tortures. Les tortionnaires bénéficient encore et toujours d'une impunité totale. L'instrument de contrôle des organes du pouvoir appelé *Conseil national de sécurité* (M.G.K.)

et le Conseil militaire supérieur (Y.A.S.) demeurent intacts. Les provinces kurdes du pays sont encore et toujours le théâtre de massacres, d'enlèvement et d'exécutions extrajudiciaires. Malgré la représentation politique de la nation kurde à la *Grande Assemblée nationale de Turquie* (T.B.M.M.) via le *Parti de la société démocratique* (D.T.P.), les membres de ce parti font systématiquement l'objet de harcèlements, de poursuites et de condamnations. Le Code pénal turc comporte encore et toujours un grand nombre de lois liberticides comme l'article 301 qui continue de menacer journalistes, écrivains et chercheurs tandis que la loi antiterroriste vient d'être renforcée, octroyant toujours plus de droits à la police. On assiste chaque jour à des scènes de lynchage d'opposants impliquant les forces d'extrême droite elles-mêmes manipulées par des organisations secrètes agissant pour le compte de l'Etat, à la manière des cellules de *stay behind* de l'O.T.A.N. Celles-ci n'ont jamais été démantelées. Bien au contraire, leurs agissements bénéficient du concours de l'armée et des massmédias.

Actuellement, à force d'injection de propagande ultranationaliste et de discours belliqueux contre tout ce qui est non Turc, sous prétexte du séparatisme kurde, les foules subissent une overdose provoquant une paranoïa et une hystérie de masse qui mettent en péril toute âme et plus généralement, toute communauté qui n'adhère pas au modèle imposé. La folie furieuse qui s'empare d'une partie de la population contre une autre ne peut que déboucher sur des atrocités et sur la mise à exécution du mot d'ordre haineux si cher aux élites militaires et à leurs chiens de garde fascistes : "Tu l'aimes ou tu la quittes !"

Méthodologie

De tous les exodes de l'histoire que cette région agitée du monde a connus, j'aborderai dans ce livre ceux qui ont été provoqués par les juntes militaires de 1971 et 1980, non sans évoquer les autres mouvements diasporiques anciens et modernes afin de mieux cerner le caractère, l'ampleur et l'impact des deux exodes qui nous intéressent, tant sur les populations concernées que sur les pays d'accueil.

Je commencerai par définir les mots-clés de ce livre que sont les termes exil, exode, diaspora et communauté transnationale et tenterai une définition de l'exil politique *largo* et *stricto sensu* à travers une remise en question de la dichotomie subjective opposant migration politique et économique largement répandue dans la société. Je présenterai un inventaire chronologique des principales vagues de départs forcés à partir de l'Anatolie.

Cette plongée dans les profondeurs de l'histoire me contraint cependant à limiter mon champ géographique à elle : cette Anatolie dont les hommes mériteraient autant d'éloges que de blâmes en matière d'asile et de cohabitation...

J'enchaînerai par une description des coups d'Etat de 1971 et de 1980 suivie d'une radiographie des communautés diasporiques et transnationales engendrées par la répression militaire centrée sur leur vie associative.

Etant donné leur multitude, les exilés politiques mentionnés dans ce livre seront sélectionnés selon leur importance historique. Comme il y a sélection, il est impossible d'échapper à une certaine subjectivité d'autant que l'importance historique de l'exilé est variable selon l'appréciation et la conception historique de chacun d'une part, et tributaire des sources écrites d'autre part. Pour aider le lecteur à se situer dans la foule de noms qui va suivre, les exilés cités seront systématiquement accompagnés d'une description biographique en note de bas de page.

En revanche, quoique l'exil et l'exode intérieurs demeurent un fléau quotidien dans la Turquie actuelle et qu'ils soient numériquement bien plus importants que les migrations extra-frontalières, je ne les aborderai pas ici, non pas par désintéret pour ce sujet brûlant, mais par souci d'éviter de noyer le sujet principal.

Mes objectifs seront en définitive de démontrer le caractère contraignant des émigrations tant politique qu'économique et leur insolubilité en l'absence d'une démocratisation radicale de la Turquie.

Définition de l'exil

Originellement, l'exil est un châtement civique consistant à bannir la ou les personnes sanctionnées d'un endroit où elles souhaitent vivre, le plus souvent pour des motivations politiques ou par crainte de sanctions plus lourdes comme la peine de mort ou l'emprisonnement.

Dès l'Antiquité, l'idée de "fugue" grec comme celle de "exilium" romain couvrirait tant l'expulsion d'individus ou de groupes que leur départ volontaire motivé par un désir de solitude ou de changement d'air.

De nos jours, l'exil est demeuré un gisement métaphorique pour les dramaturges, les cinéastes et les poètes, mais il désigne aussi et surtout un éloignement effectué sous la contrainte.

La définition commune de l'exil politique est celle que les Nations Unies ont adoptée le 28 juillet 1951, dans la *Convention relative au statut des réfugiés*, alias la Convention de Genève. Celle-ci stipule que la qualité d'exilé politique vaut pour toute personne qui *"craignant avec raison d'être persécutée du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un certain groupe social ou de ses opinions politiques se trouve hors du pays dont elle a la nationalité et qui ne peut ou, du fait de cette crainte, ne veut se réclamer de la protection de ce pays"*.

Lorsque l'on se penche sur les expériences migratoires individuelles, on constate que les circonstances et les modalités de l'exil peuvent être très variées et très complexes.

A côté des innombrables mesures pénales ou administratives pouvant inciter à l'exil telles que l'émission d'un mandat d'arrêt, la déchéance de la citoyenneté, la facilitation des procédures d'obtention d'un passeport (pour se débarrasser d'un opposant) ou plus brutales, comme l'intimidation verbale, la menace de mort voire la terreur ouverte (destruction de village, tortures, exécutions extrajudiciaires...) et que l'on pourrait qualifier de volontaires ou d'involontaires selon la gravité, les intentions et l'appréciation de la victime, il arrive que l'exilé l'ait été *de facto*, suite à un changement de régime impromptu alors que le sujet se trouvait déjà provisoirement à l'étranger lors d'un voyage politique, d'une tournée musicale ou dans le cadre de ses études. Dans la vaste nomenclature de l'exil, il serait également pertinent de tenir compte des émigrés ou enfants d'émigrés possédant éventuellement la double nationalité, qui s'engagent depuis l'étranger dans une organisation considérée comme subversive par l'Etat turc et qui, pour ces mêmes activités, ne peuvent plus rentrer en Turquie. Je les qualifierai de "demi-exilés".

Dans le cas de la Turquie des années septante et surtout à partir des années quatre-vingts, on a vraiment à faire à un exil politique de masse qui englobe tous les cas de figure susmentionnés.

Vu le nombre de personnes qui en ont été affectées, on serait plutôt tenté de parler d'exode.

Les phénomènes d'exil et d'exode peuvent tous deux être intérieurs et extérieurs et peuvent même se produire de manière simultanée. C'est le cas de la Turquie où des millions de paysans victimes de l'exode rural ou de la guerre menée dans les provinces kurdes poussent leur traversée jusqu'aux confins de l'Europe occidentale.

Définition de l'exode

Le mot "exode" est étymologiquement composé de deux mots grecs "ex" et "hodos" signifiant respectivement "en dehors" et "route". L'exode est une émigration en masse d'une population. Il peut être la conséquence d'une politique de répression, mais peut également être de nature strictement économique comme l'exode rural. Dans l'étude chronologique qui suit, les cas d'exil et d'exode se chevaucheront afin de mieux faire apparaître la continuité historique de ces deux phénomènes.

Définition de la diaspora

Le terme de diaspora vient du verbe grec *spiro* (je sème) et indique ainsi la dispersion d'une population. Il aurait été emprunté au vocabulaire religieux des Juifs hellénophones d'Égypte dans le texte de la Bible de Septante. Initialement réservé aux Juifs,¹ le terme s'est étendu aux Arméniens et aux Palestiniens. À partir des années soixante, l'usage de ce terme s'est généralisé et a désigné toute communauté dispersée hors de son pays d'origine. Tant et si bien que l'on a commencé à parler de diaspora victime, prolétaire, marchande, culturelle ou même impériale.² Face à cette extension du concept de diaspora, certains géographes, anthropologues et sociologues tentent de restreindre son champ d'application en axant sa définition sur des critères territoriaux et spatiaux.³ Les rapports au territoire d'origine et au pays d'accueil deviennent alors les facteurs discriminants qui différencient une communauté diasporique d'une communauté émigrée. Selon cette nouvelle différenciation, une diaspora se réfère à un territoire mythique, contrairement aux communautés transnationales dont les membres sont issus d'États existants. Au départ d'une diaspora, il y a toujours un déracinement, un arrachement au territoire, au lieu d'origine, à cause d'une expérience traumatisante pour le peuple concerné. Ce déracinement provoque une coupure nette avec le territoire d'origine et consécutivement, un ancrage très fort dans le territoire d'installation. En revanche, une communauté transnationale a deux États de référence et deux espaces d'action : le pays de départ et le pays d'accueil.

Par conséquent, dans le cas de la Turquie, le terme de diaspora ne vaut que pour les Arméniens, les Assyro-chaldéens et les Grecs. En revanche, les émigrés ethniquement turcs répondent aux critères constitutifs d'une communauté transnationale. Quant aux Kurdes, ils répondent aux paramètres des deux expériences migratoires.

Définition de la communauté transnationale

Contrairement à la diaspora, la communauté transnationale se réfère à un Etat national géographiquement territorialisé. Apparu dans les études sur les migrations effectuées du début des années nonante, le concept de communauté transnationale désigne *“des communautés composées d’individus ou de groupes établis au sein de différentes sociétés nationales, qui agissent à partir des intérêts et des références communs (territoriales, religieuses, linguistiques), et qui s’appuient sur des réseaux transnationaux pour renforcer leur solidarité par-delà les frontières nationales.”* ⁴

La communauté transnationale se caractérise par la participation de la population immigrée à l’activité politique, économique et culturelle dans le pays d’origine et dans le pays de résidence. Par cette double mobilisation, la communauté transnationale crée ainsi un espace transnational où circulent les idées, les identités et les comportements. C’est le cas des citoyens turcs vivant en Europe et ce, quelle que soit leur origine ethnique, leurs opinions politiques et leur confession religieuse (exception faite des Kurdes de Turquie qui combinent les caractéristiques de la communauté transnationale par leur mobilisation pour leur reconnaissance dans le pays de départ et le pays d’accueil et celles de la diaspora, à travers leur revendication d’un Etat national ⁵).

- 1 Nombreuses sont les tragédies qui frappèrent les communautés juives dans l'antiquité notamment leur déportation assyrienne organisée après la prise de Samarie en 723 avant J.-C. par Sargon II, les déportations babyloniennes en 597 et 586 avant J.-C. décrétées par le roi Nabuchodonosor II et celle qui suivit la prise de Jérusalem par Titus en l'année 70 de notre ère.
- 2 R. COHEN, *Global diasporas, An Introduction*, London, 1997.
- 3 Les études principales qui ont contribué à la définition du terme de diaspora sont : R. COHEN, *ibid.* ; N. VAN HEAR, *New Diasporas, The Mass Exodus, Dispersal and Regrouping of Migrant Communities*, Oxford, 1998 ; G. PREVELAKIS, *Les réseaux de diasporas*, Ed. L'Harmattan, Paris, 1996 ; M. BRUNEAU, *Diasporas et espaces transnationaux*, Anthropos-Economica, Paris, 2004.
- 4 R. KASTORYANO, "Immigration, communautés transnationales et citoyenneté", dans *Revue Internationale des Sciences Sociales*, n°165, 2000, p.353.
- 5 R. KASTORYANO, "Les Turcs d'Europe et leur désir d'Europe", dans *Cahier d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, CEMOTI, n°36, juin-décembre 2003, p.10.

Immigration économique vs immigration politique ?

Croisement, fusion et confusion des expériences migratoires

Généralement, les flux migratoires sont distingués selon leurs mobiles : économique pour les travailleurs et politique pour les dissidents persécutés. Néanmoins, force est de constater qu'il est extrêmement difficile de séparer les migrations de manière tranchée tant les difficultés économiques et les persécutions politiques sont liées.

Politique économique répressive

Lorsque des dictatures militaires se subordonnent à Washington, celles-ci font montre de la même docilité à l'égard des institutions financières internationales telles que le FMI et la Banque mondiale. L'appauvrissement que leurs programmes ultralibéraux entraînent, affecte toute la société. Le politologue belge Eric Toussaint compare à juste titre l'endettement contracté par les pays du Sud auprès de la Banque mondiale à un "coup d'Etat permanent". En d'autres termes, les émigrés économiques sont eux aussi victimes de décisions politiques, de politiques économiques qui enrichissent les Etats créanciers et favorisent le secteur privé à leur détriment.¹ Comme au Chili sous Pinochet, les généraux turcs qui prirent le pouvoir en 1971 et surtout ceux de 1980 se sont tour à tour dotés d'une équipe de "Chicago Boys". Les plus connus sont Atilla Karaosmanoglu, chargé par la Banque mondiale d'occuper le poste de Vice-Premier ministre dans le cabinet Nihat Erim issu du coup d'Etat militaire de 1971 et Turgut Özal, lui aussi vétéran de la Banque mondiale, mais également conseiller économique de la junte du 12 septembre 1980 et futur Premier ministre.

La loyauté des militaires turcs envers le capitalisme international vaut également pour le patronat local organisé dans l'*Association des industriels et des hommes d'affaires de Turquie* (T.Ü.S.I.A.D.), la *Confédération syndicale des hommes d'affaires de Turquie* (T.I.S.K.) et l'*Union des chambres de commerce et des bourses de Turquie* (T.O.B.B.). Ces organisations patronales ont contribué au durcissement des conditions de travail et au "dressage" de la classe ouvrière jugée trop revendicatrice.² Dans ce contexte de répression mixte, il est donc difficile de restreindre l'analyse de l'émigration de la main d'œuvre à des mobiles économiques sans aucun lien avec les décisions politiques.

Répression politique contre les acteurs économiques

Par ailleurs, la répression économique est également une forme de répression utilisée contre les militants politiques. Tant après le coup d'Etat de 1971 qu'après celui de 1980, des listes noires d'ouvriers *non grata* ont fleuri aux portes des usines.

De nombreux travailleurs ont été licenciés en raison de leur engagement politique ou définitivement écartés de leur profession, ce qui les a obligés à emprunter les chemins de l'exil où ils ont croisé des bataillons de chômeurs venus, eux aussi, tenter leur chance à l'étranger.

Parmi les émigrés qui cumulent les deux formes de répression, le journaliste Özgüden attire l'attention sur le sort particulièrement difficile des enseignants : "*Comme conséquence des pressions économiques, politiques et administratives, environ dix mille enseignants furent contraints de quitter la Turquie et de s'engager à l'étranger comme ouvriers.*³ Par ailleurs, le ministre de l'Éducation nationale Sababattin Özbek lui-même, révéla le 26 août 1972, qu'il manquait dix-sept mille professeurs d'école secondaire."⁴

Cette tendance est également relevée parmi les ouvriers par la professeur Yildiz Sertel, fille des célèbres journalistes Zekeriya et Sabiha Sertel, exilés en France durant les années quarante. Sertel évoque la présence en Europe de travailleurs turcs ayant été soumis à la répression politique en raison de leur engagement syndical sans toutefois pouvoir avancer de chiffre précis quant à leur nombre : "*(...) parmi les ouvriers qualifiés, on trouve des hommes bien politisés qui déclarent qu'ils ont quitté la Turquie à cause du système social et qu'ils ne rentreront pas tant que ce système n'aura pas changé. Bien qu'il n'existe aucun chiffre à ce sujet, les organisations et publications ouvrières en Allemagne, quelques noyaux d'organisation et mes contacts personnels avec les ouvriers dans diverses*

régions de France m'ont confirmé l'existence de ces éléments, bien qu'ils restent marginaux. Dans la plupart des cas, ce type d'ouvrier quitte la Turquie pour des raisons économiques, mais bien conscient en même temps de certaines faiblesses du régime social ; il y a aussi ceux qui quittent la Turquie parce qu'ils ont participé à des manifestations, des grèves, etc., et qui ont été arrêtés ou bien se sont sentis menacés, surtout pendant la période d'état de siège entre 1971 et 1973 ou bien après 1980.”⁵

Cette interdépendance entre “motivations économiques” et “desseins politiques” est également partagée par le psychosociologue belgo-turc spécialiste de l'immigration turque en Belgique Altay Manço.⁶ Mais ce n'est bien sûr pas un phénomène propre à l'émigration en provenance de Turquie. A l'époque du franquisme, les anarchistes espagnols ne distinguaient pas, dans leur départ, pauvreté et opposition au régime politique dans leur pays. Tout comme les ouvriers communistes italiens qui émigraient en même temps pour trouver du travail et pour combattre le régime mussolinien depuis l'étranger⁷ ou les immigrés grecs en lutte contre la dictature des colonels depuis l'Europe occidentale et en particulier depuis la Belgique.⁸

Politisation de l'émigration économique et “demi-exil”

Une troisième vague de migration concerne les émigrés économiques qui se politisent dans le pays de réception ou qui politisent les raisons de leur présence en Europe pour contourner les mesures limitant l'immigration. Ce phénomène est largement répandu dans la diaspora/communauté transnationale kurde. Selon Marcel Bazin, professeur de géographie à Reims et spécialiste de la Turquie, les motivations des émigrés peuvent être *“entremêlées en un faisceau complexe dans lequel leur poids relatif peut évoluer avec le temps. Bien des Kurdes de Turquie vivant actuellement en Allemagne ou dans d'autres pays d'Europe occidentale ont ainsi pu partir dans le cadre de l'émigration économique turque organisée officiellement par des conventions bilatérales, et renforcer ensuite la composante kurde de leur identité, puis être rejoints par des parents ou des voisins poussés au départ par l'aggravation du conflit armé entre les indépendantistes du P.K.K. et les forces armées turques au cours des années nonante ; mais certains nouveaux arrivants ont pu mettre en avant leur appartenance à l'ethnie kurde pour revendiquer le statut de réfugié et surmonter ainsi les obstacles opposés à l'immigration de travail par la plupart des pays de l'Union européenne.”*⁹

Cette politisation à l'étranger,¹⁰ qu'elle soit consciente et désintéressée ou purement opportuniste, est en tout cas due à deux facteurs : d'abord, l'espace de

libertés relatives en Europe permettant l'activisme politique des dissidents originaires de Turquie. Dans le cas des diasporas ethniques et religieuses, les libertés octroyées par leurs pays d'accueil vont contribuer à la redynamisation de leur combat identitaire et parfois même à une renaissance culturelle. Deuxièmement, l'impact sur les diasporas, des conflits politiques qui émaillent la Turquie.¹¹ Ces deux facteurs entretiennent une complémentarité dialectique puisque les mobilisations à l'étranger encouragent le combat au pays et vice-versa.

Conséquence de cette prise de conscience et de cette mobilisation à l'étranger : le danger d'être exposé à la répression une fois de retour en Turquie. A fortiori, les travailleurs émigrés bénéficiant de la double nationalité et se retrouvant dans l'impossibilité de retourner dans leur pays d'origine devraient eux aussi être considérés comme des exilés ou, au moins, comme des "demi-exilés".

Exil politique non déclaré

Une quatrième expérience migratoire, plus rare, concerne les exilés politiques qui s'installent à l'étranger, sans le recours à l'asile politique. Généralement, ils obtiennent un droit de séjour en recourant au regroupement familial et se mêlent à l'émigration. De nombreux déserteurs de l'armée turque s'installent à l'étranger selon cette formule, dépolitisant ainsi le motif de leur exil. Mais il arrive qu'ils restent volontairement en clandestinité. C'est le cas de militants actifs dans des mouvements révolutionnaires, menacés de mort y compris à l'étranger, et qui nourrissent une certaine méfiance à l'égard des autorités du pays qui les accueille à leur insu.

Conclusion

Que l'on soit un émigré réprimé économiquement (main d'œuvre "apolitique"), un émigré réprimé politiquement (ouvrier poursuivi pour activité syndicale), un réfugié politique réprimé économiquement (militant politique dépossédé de ses biens ou banni de sa profession), un émigré qui use ou abuse de motifs politiques pour pouvoir travailler à l'étranger (émigré reconverti en exilé politique), un émigré politisé à l'étranger et privé du droit de retour au pays d'origine (demi-exilé), un exilé politique expatrié par son organisation et qui ne recourt pas au droit d'asile (militants clandestins), on participe inmanquablement à une expérience migratoire à la teneur plus ou moins politique et plus ou

moins économique. La diversité et le croisement interactif de ces expériences migratoires montrent à quel point il est arbitraire de cloisonner les migrants en deux catégories figées et imperméables. Arbitraire et même nuisible dès lors que l'on en vient à dresser une échelle de tolérance parmi ces derniers, à l'instar des partisans de l'immigration choisie. Ceci étant, l'exil politique implique nécessairement un risque pour l'intégrité physique et psychique de la personne concernée tel que le prévoit la Convention de Genève.

- 1 E. TOUSSAINT, *Banque mondiale, Le coup d'Etat permanent*, Ed. C.A.D.T.M., Bruxelles, 2006. Le chapitre 8 de cet ouvrage analyse le programme économique de la junte militaire de 1980 et ses liens avec les institutions financières telles que le FMI et la Banque Mondiale.
- 2 Z. AYDIN, *The Political Economy of Turkey*, Ed. Pluto Press, London, 2005, p.52-53.
- 3 Chiffre donné le 26 octobre 1971 par Atilla Sav, ministre du travail et publié dans D. ÖZGÜDEN, *Turquie, Fascisme et Résistance*, p.136.
- 4 *Cumhuriyet*, 27 août 1972 cité dans D. ÖZGÜDEN, *ibid.*, p.137.
- 5 Y. SERTEL, *Nord-Stud : crise et immigration (le cas turc)*, Paris, Publisud, 1987, p.71.
- 6 A. MANÇO, *Sociographie de la population turque et d'origine turque : 40 ans de présence en Belgique (1960-2000). Dynamiques, problèmes, perspectives*, Bruxelles, Centre des Relations Européennes, Ed. Européennes, 2000, p.19.
- 7 P. GONZALEZ BERNARDO, *L'histoire comparée des émigrations politiques en France et en Argentine : Un nouveau chantier de recherche dans : Emigration politique : Une perspective comparative, Italiens et Espagnols en Argentine et en France, XIX^{ème}-XX^{ème} siècles*, Paris, Ed. L'Harmattan, 2001, p.17.
- 8 M. BRUNEAU, *Hellénisme et diaspora grecque, De la Méditerranée orientale à la dimension mondiale*, CEMOTI, n°30, juin-décembre 2000, p.41-42.
- 9 M. BAZIN, "Méditerranée orientale et monde turco-iranien: une aire productrice de diasporas ?", dans *Cahier d'Etudes sur la Méditerranée orientale et le Monde turco-iranien*, CEMOTI, n°30, janvier 2004.
- 10 A. FERNANDEZ ASPERILLA, *Mineros, Sirvientas y Militantes, Centro de Documentacion de la Emigracion (C.D.E.E.)*, Ed. Fundacion 1 de Mayo, Madrid, 2006, p.93, constate le même dans l'émigration espagnole sous la dictature de Franco : "Mas alla de las demandas relativas a la condicion emigrantes, (...) como calaron en el asocianismo etnico, podemos mencionar dos aspectos de esta movilizacion : el antifranquismo y las protestas laborales".
- 11 Ce phénomène aussi est comparable à l'expérience diasporique espagnole en Belgique : les grèves antifranquistes organisées au printemps 1962 en Espagne encouragent la mobilisation de l'émigration en Belgique ; A. F. ASPERILLA, *ibid.*

L'Anatolie : un va-et-vient incessant

Anatolie, terre d'immigration et de peuplement

Peuplements antiques

Des "Peuples de la Mer"...

Dans l'histoire des migrations humaines, l'Anatolie, cette terre fertile et hospitalière qui se situe au croisement de l'Europe et de l'Asie, a de tout temps été une terre d'asile, de passage et d'échanges.¹

De nombreux peuples indo-européens y ont transité ou bifurqué dans "leur route vers l'Ouest".² Certains y sont restés et y ont fondé des civilisations brillantes. Mais ces séjours furent souvent loin d'être pacifiques. Les Hittites, dès le XXVI^{ème} siècle avant J.-C., soumièrent le peuple autochtone des Hatti. Au XII^{ème} siècle, profitant de l'affaiblissement de l'Empire hittite, d'autres Indo-européens, parmi lesquels les Phrygiens, s'installèrent dans la partie occidentale de l'Anatolie. Entre 1050 et 950 avant J.-C., l'Anatolie reçut les Mycéniens rescapés des invasions doriennes.

En 700 avant J.-C., Gordion, la capitale du royaume phrygien est détruite par d'autres Indo-européens, les Cimmériens, venus de Thrace. C'est l'époque où l'Empire assyrien qui est à son apogée, englobe une partie de l'Anatolie du Sud et de l'Est. Au VI^{ème} siècle, sous le règne de Crésus, les Lydiens imposèrent leur domination sur les autres royaumes anatoliens.

... à "nos ancêtres les Gaulois"

Dans les siècles qui suivirent, l'Anatolie fut successivement perse, grecque et romaine. Même "nos ancêtres les Gaulois" qui servirent de mercenaires dans les armées hellénistiques³, s'installèrent par la force en Anatolie après avoir

combattu le roi séleucide Antiochos I^{er} et élirent pour capitale Ancyre qui est l'actuelle capitale de la Turquie, Ankara. En l'an 278 avant J.-C., "nos" Gaulois⁴ donnèrent même à l'Anatolie le nom de "Galatie".

Deux premiers constats s'imposent : manifestement, quel que fut le pouvoir en place, il y eut de tout temps des réfugiés politiques en Anatolie. D'autre part, lorsque l'on prend conscience du degré de stratification des civilisations anatoliennes et de la macédoine de peuples et de cultures qu'elles ont produites au fil des siècles, on s'étonne bien moins du métissage exceptionnel et de la diversité physique qui existent aujourd'hui en Turquie où l'on peut croiser dans des proportions relativement comparables de grands blonds aux yeux bleus, des basanés aux cheveux frisés, de petites brunes aux yeux verts ou des trapus aux yeux noirs bridés ...

Exilés de l'antiquité

Hannibal

De tous les exilés que l'Anatolie a connus, l'un des plus illustres est sans aucun doute le général Hannibal. A la fin de sa vie, il se trouva à Lybissa en Bithynie, l'actuelle Gebze non loin d'Istanbul. C'est là qu'en 183 avant J.-C., le héros carthaginois préféra mettre fin à ses jours en ingurgitant du poison plutôt que de se rendre aux troupes romaines.⁵

Jules César

L'exil occupe une place considérable dans l'arsenal des peines prévues par l'Etat romain. Parfois, il pouvait être provoqué par des mesures arbitraires comme les proscriptions, ces condamnations arbitraires permettant de tuer quiconque était indiqué dans ce que nous pourrions aujourd'hui appeler une "liste noire". Ces proscriptions furent largement utilisées durant la guerre civile opposant le Parti du peuple (*populares*) incarné par Marius et le Parti aristocratique (*optimates*) de Sylla durant les années 88-87 et 82-81 avant J.-C. Nombre de plébéiens s'exilèrent pour fuir les combats de rue et le climat de terreur entretenu par Sylla à Rome. Certains allèrent même jusqu'à se réfugier en Asie Mineure comme Jules César, alors membre du Parti du peuple. Il s'installa en Bithynie en 82 avant J.-C. (comme Hannibal un siècle plus tôt) pour fuir la terreur du chef militaire de l'aristocratie romaine Lucius Cornélius Sylla⁶ quoique, officiellement, il s'y trouvât pour une mission militaire.

L'arrivée des Turcs

A partir de la fin du XI^{ème} siècle, les tribus nomades turkmènes dites "Oghouz"⁷ s'installent en Anatolie par vagues successives.⁸ Munis de leur attelage, de leurs tentes et de leurs armes, ils quittent la Transoxiane (Asie centrale) pour se rendre en Anatolie en passant par le Khorasan⁹ et puis en longeant les rives méridionales de la mer Caspienne pour éviter le désert iranien.¹⁰

Leur afflux massif en Anatolie inquiète l'Empereur byzantin Romain IV Diogène qui masse ses troupes aux frontières orientales de son Empire. Contre toute attente, l'armée byzantine est défaite à Manzikert au nord de Van, en 1071, par les guerriers turkmènes dirigés par Alp Arslan. Cette victoire va permettre aux Turcs de fonder l'Empire seldjoukide d'Anatolie alias le Sultanat de Roum¹¹, aux côtés de l'Empire byzantin. Comparés aux Grecs et aux Arméniens, les Turcs d'Anatolie sont alors extrêmement minoritaires sur le plan démographique.

L'arrivée des Turkmènes en Anatolie s'intensifie au XIII^{ème} siècle sous la menace des troupes mongoles de Gengis Khan. Les raids mongols poussent ainsi les tribus turkmènes à trouver refuge dans le territoire de l'Empire seldjoukide d'Anatolie qui leur accorde des petits émirats à sa périphérie.¹² La tribu d'Osman, d'abord installée à l'est de l'Anatolie, se verra offrir un émirat à l'ouest, non loin de Nicée. Profitant de la faiblesse des Seldjoukides en butte aux pressions mongoles et à une crise dynastique, Osman I^{er} fédère les tribus turkmènes d'Anatolie et se lance à la conquête de l'Empire byzantin moribond. La prise de la ville byzantine de Mécadène (Bilecik en turc) en 1299 amorce la naissance de l'Empire ottoman qui rayonnera sur trois continents et pendant plus de six siècles. Comme ses prédécesseurs, l'Empire ottoman aura lui aussi une politique d'asile ou d'exil qui variera selon les opportunités politiques, économiques ou stratégiques du moment.

L'arrivée des Tsiganes

Ignorée et méprisée malgré son extrême richesse, l'histoire des Tsiganes ou des Roms est elle aussi, ancrée à l'Anatolie. Originaires du nord-ouest de l'Inde et parlant une langue dérivée du sanskrit, les Tsiganes seraient arrivés dans les territoires de l'Empire byzantin à partir du IX^{ème} siècle. Un texte biographique du XI^{ème} siècle mentionne la présence de "Atsingani"¹³ venus de Samarie à Constantinople sous le règne de Constantine IX Monomaque.¹⁴ Les Tsiganes serviront de soldats esclaves dans l'armée seldjoukide. Au XIII^{ème} siècle, certains

vont s'affranchir et s'installer en tant qu'artisans ou militaires dans les comptoirs vénitiens de Grèce et dans l'Empire byzantin. A la fin du XIV^{ème} siècle, ils vont se disperser dans les Balkans devant l'avancée ottomane. Aujourd'hui, ils vivent répartis dans tout le territoire turc ¹⁵ où ils sont victimes de préjugés et de discriminations.¹⁶ Le racisme anti-rom s'est notamment perpétué par l'expression ottomane "72 buçuk millet" qui les réduit à une demi-nation aux côtés des septante-deux autres nations qui cohabitent dans l'Empire.

Immigrations anatoliennes à l'époque ottomane

Les Juifs ottomans, une communauté "protégée"

Les Juifs qui vivent en Anatolie à l'époque ottomane auraient pour ancêtres directs, les rescapés des déportations en provenance de la Mésopotamie. Certaines de ces communautés juives hellénophones appelées "romaniotes" vivent alors à Smyrne, Sardes et Ephèse. A partir de 1492, les Juifs expulsés d'Espagne, victimes de l'Inquisition, sont accueillis par le sultan Bajazet II en terre ottomane ¹⁷ où ils se voient octroyer le statut discriminatoire de "dhimmi", c'est-à-dire de "protégés" moyennant l'acquittement d'une capitation. Par cette politique d'accueil, le sultan voulait doter son Empire des services d'une communauté réputée pour ses connaissances en langues et son savoir-faire en matière financière, bancaire et artisanale.¹⁸ Les communautés juives hellénophones se fondent dans l'immigration hispanophone ¹⁹ très majoritaire.²⁰

Le "rapatriement" des minorités turques en Anatolie

Lorsque les Russes s'emparent de la Crimée en 1771, puis lors de la guerre russo-turque de 1788-1792, les Tatars musulmans de Crimée et de Kazan fuiront les hostilités et se réfugieront par centaines de milliers en terre ottomane et surtout en Anatolie. La montée des nationalismes dans les Balkans au XIX^{ème} siècle poussera massivement les colons turcs ou les communautés turquisées de la région (sous l'effet de l'expansionnisme ottoman) à faire de même.

D'après les estimations officielles, ces Turcs "rapatriés", que l'on appelle *muhacir* en turc ²¹, auraient été au nombre de sept millions à s'installer en Anatolie de 1783 à nos jours.²² La guerre russo-turque de 1877-1878 qui débouchera sur l'indépendance de la Serbie, du Monténégro, de la Bulgarie et de la Roumanie, apportera elle aussi son lot de déplacés turcs vers leur "mère patrie", à l'instar des guerres balkaniques de 1912-1913.

L'accueil des victimes non turques de la Russie tsariste

Tout au long du XIX^{ème} siècle, des peuples du Caucase tels les Tcherkesses ou Circassiens ²³, les Abkhaz, des communautés religieuses russes comme les Molokans ²⁴ ainsi que les Juifs ashkénazes victimes de la tyrannie tsariste ²⁵ éli-
ront eux aussi l'Anatolie comme terre d'asile.

Les Tcherkesses de Turquie retiennent le 21 mai 1864 comme le jour du "grand exil" et rendent hommage ce jour-là sur la plage de Kefken aux victimes de la traversée périlleuse de la mer Noire au cours de laquelle plusieurs milliers d'exilés moururent de faim, d'épuisement et de maladies.²⁶

En réalité, le Sultan ottoman encourageait l'accueil de ces coreligionnaires que sont les Circassiens dans un but stratégique : il espérait les recruter dans son armée afin de les mobiliser dans la guerre menée contre les Russes.²⁷

Immigrations anatoliennes sous la République

Dès sa naissance, la Turquie républicaine ouvrira ses bras aux communautés turcophones des Républiques soviétiques et d'Europe de l'Est (par exemple de Bulgarie), aux Kazakhs du Xinjiang (1954-1962) et aux Kirghizes du Pamir afghan (1981).²⁸ Ce déplacement de groupes de turcophones d'Asie centrale vers l'Anatolie fait partie d'une stratégie de "peuplement idéologique" ²⁹ dont l'objectif est d'affaiblir le camp socialiste et d'entretenir l'anticommunisme et le nationalisme panturquiste dans la société turque.

Actuellement, l'Etat turc poursuit cette politique "d'immigration choisie" notamment à l'égard des Turkmènes d'Irak, dans une optique de rivalité et de revanche face aux Kurdes d'Irak ³⁰ accusés de mener une épuration ethnique à Kirkuk.

Anatolie, terre d'émigration et d'exil

Emigrations et exils antiques

L'odyssée des Phocéens

Durant l'Antiquité, il y a de nombreux cas de flux migratoires en partance d'Anatolie. Au VI^{ème} siècle avant J.-C., la métropole égéenne de Phocée devint si prospère que des marins de la ville partirent fonder de nombreuses colonies en territoire celte comme Massalia (l'actuelle Marseille), Aegitna (Cannes), Antipolis (Antibes) ou encore Nikaïa (Nice). En 546 avant J.-C., Phocée est conquise et détruite par les Perses. Les Phocéens quittent alors massivement leur pays par mer pour se réfugier dans les colonies qu'ils ont fondées en Méditerranée occidentale. Le thème de l'émigration est par ailleurs omniprésent dans les mythes de fondation des cités grecques.³¹ Rome, la "cité éternelle" ne déroge pas à la règle.³²

L'ostracisme

La forme d'exil et de bannissement la plus connue que l'antiquité grecque nous a laissée est sans doute celle qui se nomme "ostracisme". Cette sanction était, dans l'Antiquité classique (entre 488 et 417 avant J.-C.), une procédure préventive "de salut public" en vigueur à Athènes et plus rarement, dans les cités grecques d'Asie Mineure.³³

Par exemple, Hermodore, un ami du philosophe Héraclite, fut frappé d'ostracisme par les Ephésiens et accueilli par les Romains à qui il traduisit les lois grecques.³⁴ Attribuée traditionnellement au réformateur athénien Clisthène, l'ostracisme permettait de bannir pendant dix ans un homme politique susceptible de mener une mauvaise gouvernance ou de mettre en danger les institutions et les libertés de la cité, sans que celui-ci ne perde ses biens, ni ses droits civiques pour autant. L'ostracisé ne recevait pas d'amende et son éloignement pouvait même être raccourci. Chaque année, durant la sixième prytanie, entre janvier et février, l'assemblée des citoyens (ecclesia) qui devait réunir au minimum six mille électeurs, votait pour savoir si l'on devait procéder à un ostracisme. Le vote s'effectuait à main levée, en l'absence de tout débat et les noms des suspects n'étaient pas révélés. Si l'accord de principe était obtenu, l'assemblée du peuple se réunissait la prytanie suivante, en assemblée solennelle. Chaque citoyen qui souhaitait voter, inscrivait sur un tesson de céramique ou éventuellement une coquille d'huître (d'où le mot *ostracon* qui signifie *coquillage*) le nom de la

personne dont le bannissement hors de la cité lui semblait nécessaire au bien public. Il n'y avait encore une fois pas de débat. La majorité absolue obtenue, la personne dont le nom apparaissait devait quitter la cité dans les dix jours pour une durée de dix ans. Cette sanction fut surtout utilisée comme arme politique dans les rivalités entre factions aristocratiques en lutte pour le pouvoir.

L'exil en tant que "privilège"

Durant la haute antiquité, l'exil fut une peine qui privait le condamné du "feu" et de "l'eau". Par ce feu, il faut entendre le feu sacré du foyer ; par cette eau, l'eau lustrale qui servait aux sacrifices. Le condamné ne pouvait plus approcher les temples. Exclu des lieux saints et publics, l'exilé considéré comme "impur" était en quelque sorte condamné à une mort civique. Dans le droit romain, cette peine s'appelait *aqua et igni interdictio*, l'interdiction du feu et de l'eau, c'est-à-dire les deux éléments fondamentaux de l'organisation de la cité. En revanche, hors de l'espace du sacré, il pouvait circuler librement.

Il faut considérer l'exil romain (comme l'exil grec) comme un droit et même un privilège. Car, la loi sur l'exil (*ius exilii*) permet au citoyen d'éviter son châtiement en quittant la ville avant que le verdict ne soit prononcé. Cette loi qui est réservée aux citoyens permet également à ceux-ci de garder leur citoyenneté.³⁵

La *deportatio ad insulam* sous l'Empire

Sous l'Empereur Auguste, l'exil devient une peine et non plus un privilège. La sentence indique le lieu de séjour du condamné afin d'éviter le rassemblement de tous les exilés dans une même province. La sanction préconisée par l'Empire est la *deportatio ad insulam*, la mise en isolement des bannis sur une île, généralement en mer Egée.³⁶

Exilés anatoliens de l'antiquité grecque et romaine

Le monde grec connut le bannissement des philosophes tels Anaxagore de Clazomènes et d'Empédocle, de l'historien Thucydide, le monde romain, celui du poète Ovide, du philosophe Sénèque le Jeune, de l'homme politique Cicéron et du rhéteur Dion de Pruse. Parmi eux, Anaxagore de Clazomènes (une ville située près d'Izmir) et Dion de Pruse (en Bithynie) surnommé Chrysostome (la bouche d'or) pour son éloquence, furent anatoliens quoique le premier fut banni d'Athènes et s'en retourna en Asie Mineure³⁷ tandis que le deuxième ait quitté Rome pour se réfugier aux confins de l'Empire, en Europe orientale.³⁸

L'exil dans l'Antiquité chrétienne

Sous l'ère chrétienne, l'exil était généralement un châtement réservé aux hérétiques. Néanmoins, les querelles entre les écoles de théologie exposeront tous les hommes de foi au danger de l'exil comme par exemple Saint-Jean-Chrysostome, qui est l'un des pères de l'Eglise grecque. Né à Antioche vers 350 après J.-C., cet homme dont l'éloquence lui valut le surnom de "bouche d'or" mais également de nombreux ennuis de la part des monarques byzantins, dut à plusieurs reprises s'exiler, victime d'intrigues d'église. Il séjourna dans son ultime exil à Cucuse, en Petite Arménie durant trois ans. Jaloux de sa popularité demeurée intacte parmi le peuple de Constantinople et d'Antioche, les évêques syriens qui avaient contribué à sa condamnation obtinrent que l'Empereur Arcadius l'exile à Pityus, à l'extrémité orientale de la mer Noire. Il mourut en cours de route, à Comane, dans le Pont, le 14 septembre 407.

Après le Concile d'Ephèse en 431, Nestorius, nommé patriarche de Constantinople par l'Empereur, Théodose II sera banni en Egypte pour avoir remis en question la maternité divine de la vierge Marie.

Au IX^{ème} siècle, en pleine discorde entre les Eglises romaine et grecque, qui allait mener à un premier schisme, le patriarche de Constantinople et père de l'Eglise orthodoxe Photius fut déposé par l'Empereur Léon VI le Sage fils de Basile I^{er} et contraint à l'exil juste après la mort de l'Empereur Basile I^{er} qui fut son protecteur. Photius se retrancha dans le monastère de Bordi en Arménie jusqu'à sa mort.³⁹

Le calvaire des Arméniens de Byzance

Les souffrances du peuple arménien n'ont pas commencé avec le génocide de 1915. Déjà au VII^{ème} siècle, on note que l'Empereur byzantin Maurice ⁴⁰ (582-602) a déporté plusieurs milliers d'Arméniens d'Anatolie vers Philippopolis, la Plovdiv antique, en Bulgarie ⁴¹ mais aussi dix mille vers Chypre, douze mille vers la Macédoine et huit mille vers Pergame.⁴²

Avec l'effondrement de la dynastie arménienne des Bagratides qui assura une prospérité exceptionnelle à son peuple à partir de 885 après J.-C., effondrement précipité par Byzance en 1045 puis par la percée des Turcs seldjoukides en 1064, le peuple arménien connaîtra une migration massive vers la Cilicie, une région côtière de l'Anatolie méridionale. Un prince bagratide y fondera une colonie qui deviendra un royaume indépendant de l'an 1198 à 1375.

La disparition progressive des Arméniens d'Anatolie

Une troisième vague d'exode des Arméniens depuis l'Anatolie se produit sous le règne du sultan Abdulhamid au lendemain des massacres de 1895-1896. Les Arméniens débarquent massivement aux Etats-Unis et dans des proportions moindres au Canada. En Europe occidentale, la diaspora arménienne côtoie les nationalistes turcs du *Comité Union et Progrès* (C.U.P.)⁴³ eux aussi victimes de la répression autocratique. Dans le même temps, libéraux, catholiques et socialistes belges et français adhèrent à des organisations philarméniennes.⁴⁴

Un exode intérieur se produit également depuis les villages arméniens du Sud et de l'Est anatolien victimes des exactions des brigades hamidiennes⁴⁵ vers les métropoles ottomanes telles que Istanbul, Smyrne (Izmir) et Trébizonde (Trabzon).⁴⁶

La quatrième vague de déportation, cette fois radicalement génocidaire est organisée en avril 1915 tant dans les métropoles que dans les six vilayets ottomans jadis peuplés d'Arméniens. Plus d'un million d'Arméniens mourront d'épuisement, d'épidémie ou seront exécutés durant leur long calvaire à travers le désert syrien. Les survivants s'installeront à Alep, Damas et Beyrouth. Certains gagneront la France⁴⁷ ou les Etats-Unis. Dans le passeport des Arméniens qui quittent Istanbul durant les années vingt, il sera apposé la mention : *Sans retour possible*.⁴⁸

La disparition progressive des Yézidis d'Anatolie

Les Yézidis (*Êzidi* en kurde) sont des Kurdes formant une communauté religieuse syncrétique à forte inspiration zoroastrienne.⁴⁹ Appelés à tort "adorateurs du diable" par les Musulmans, les Yézidis vénèrent en fait *Malek Taous*, littéralement "l'ange-paon", une créature bienfaisante à qui Dieu aurait confié la direction du monde après avoir achevé la création. Les Yézidis honorent aussi leur fondateur supposé, le Cheikh Adi Ibn Mustafa, mort en 1162, et se rendent chaque année en pèlerinage sur sa tombe à Lalesh, dans le Kurdistan irakien. On manque cruellement d'informations sur cette communauté, notamment à cause de son caractère ésotérique et de son repli sur elle-même. Un repli forcé par les persécutions, notamment celles du XVII^{ème} siècle : en 1638, le wali de Diyarbakir Melik Ahmet Pasa marche sur les principautés kurdes et massacre les Yézidis retranchés dans le fort du Djebel Sinjar (actuellement situé dans le

nord de l'Irak). Commence alors l'exode des Yézidis vers les frontières tsaristes du sud du Caucase.

La deuxième grande vague de massacres de Yézidis est perpétrée par des émirs kurdes loyaux envers l'Empire ottoman : Bedirhan ⁵⁰, l'émir du Botan (1832) et Muhammed, l'émir de Rewanduz et chef de la tribu Soran (1833).

Signalons aussi les persécutions planifiées par le wali de Diyarbakir et Mossoul Tayyar Pacha en 1838 et le commandant des forces de pacification (*Kuvvet-i Islahîye*) Ferik Ömer Vehbi Pacha en 1892. Le projet panislamiste imposé par le sultan Abdulhamid (1911-1918) contraint les Yézidis à la conversion forcée et à l'exil. La fuite des Yézidis de leurs territoires ancestraux se poursuit tout au long de la Première Guerre mondiale.

Aujourd'hui, ils seraient cinq cent mille de par le monde, vivant principalement dans les régions de Mossoul en Irak, d'Alep en Syrie, en Iran, en Arménie, en Géorgie mais aussi en Turquie, à Viransehir en province de Urfa. En Turquie, on recensait encore près de quatre-vingt mille Yézidis en 1970. Les coups d'Etat militaires de 1971 et 1980 les ont fait fuir en masse vers l'Europe. D'après les recensements de l'année 2007, en Turquie, ils ne seraient plus que 377 !

L'exil des libéraux sous le règne du Sultan Abdulhamid

Dans un tout autre registre, à une échelle de violence et en quantité bien moindres, les opposants à l'absolutisme du pouvoir ottoman tels que Namik Kemal ⁵¹, Ali Suavi ⁵², Ziya Pacha ⁵³, Midhat Pacha ⁵⁴ ou Tevfik Fikret ⁵⁵ connurent eux aussi les chemins de l'exil durant la deuxième moitié du XIX^{ème} siècle.⁵⁶

C'est une époque où l'Empire ottoman est en plein déclin, confronté à des guerres d'indépendance et à une crise économique et sociale sans précédent. Pour retrouver sa prospérité d'antan, le palais impérial tente alors de lancer des réformes libérales et de moderniser ses institutions. En 1839, le sultan Abdülmecit I^{er} publie le "noble rescrit de la Chambre rose" qui va accorder des droits aux minorités chrétiennes, réformer l'enseignement, le service militaire et l'appareil judiciaire. Cette ère de réformes est appelée "Tanzimat". En 1876, la première constitution ottomane est promulguée, mais le Sultan Abdulhamid ne tardera pas à la suspendre. L'opposition, composée de dissidents antimonarchistes ou de simples réformateurs, se cristallise autour du mouvement des *Jeunes Turcs* qui se constitue en partie à l'intérieur de l'Empire, surtout à Salonique et Istanbul mais aussi à l'étranger (Le Caire, Paris, Genève). Les *Jeunes Turcs* sont majoritairement conquis par la France et sa révolution de 1789 qu'ils considèrent comme un

modèle politique et social alternatif à l'absolutisme en vigueur dans l'Empire ottoman.⁵⁷ Mais rares sont ceux qui s'inspirent du combat socialiste de Jean Jaurès nonobstant leurs rencontres fréquentes. La plupart d'entre eux réclament la restauration de la constitution de 1876 pour pouvoir résister à l'hégémonie des puissances européennes et éviter le démantèlement de l'empire. Les *Jeunes Turcs* regroupent dans un premier temps des libéraux d'origines diverses : Turcs, Arabes, Arméniens et Kurdes.

En 1895, ils sont dominés par le *Comité Union et Progrès* (C.U.P.) fondé à Salonique par Talat bey et Rahmi bey, qui recrute parmi les corps de fonctionnaires civils et militaires.

Parmi les antimonarchistes ottomans de l'exil, notons le passage d'Ahmed Riza⁵⁸ en Belgique. En automne 1897, Ahmed Riza effectuait périodiquement des allers-retours entre Paris et Bruxelles où il imprime un journal d'opposition en français et en turc, "Mechveret" (la consultation) car selon ses dires, contrairement à la France, la Belgique serait plus respectueuse de "la liberté de la presse". La justice française ira jusqu'à tenter un procès aux collaborateurs du journal.

Représentée par le prince Aristarchi, la diplomatie ottomane qui n'en démord pas et qui suit de près les activités des *Jeunes Turcs* à l'étranger, exerce des pressions sur les autorités belges et notamment sur le ministre de la Justice Victor Begerem pour empêcher la publication du "Mechveret" sur son territoire.⁵⁹ Mais à Paris comme à Bruxelles⁶⁰, des comités de soutien aux *Jeunes Turcs* se constituent. Finalement, les *Jeunes Turcs* sont acquittés dans leur procès parisien.⁶¹ A l'époque, à l'inverse d'aujourd'hui, l'Allemagne ne comptait quasi aucun exilé politique ottoman. L'*Université de Berlin* accueillait certes une communauté estudiantine anatolienne mais celle-ci n'avait rien de subversif. Ces étudiants avaient en effet été envoyés par le Palais impérial, qui était de mèche avec l'Etat prussien.⁶²

Mais au fur et à mesure que les *Jeunes Turcs* infiltrèrent les coulisses de la *Sublime Porte* et jusqu'à leur coup d'Etat de 1908 qui voit l'avènement de la deuxième monarchie constitutionnelle (*Mesrutiyet*), le nombre des dissidents *Jeunes Turcs* installés en Allemagne est en constante augmentation.⁶³

Emigrés économiques de l'Empire malade

Sous le règne de Abdulhamid II, nombreux sont les émigrés économiques, Juifs d'Istanbul ⁶³ ou paysans arabes ⁶⁴ notamment des Libanais maronites, chiites ou druzes, qui quittent le Mont Liban surpeuplé, vers le continent américain ou, plus tard, vers les possessions coloniales françaises d'Afrique occidentale. Tous sont détenteurs d'un passeport ottoman, ce qui explique qu'un grand nombre d'entre eux, aient été qualifiés de "Turcs". ⁶⁴ Au tournant du XX^{ème} siècle, les premiers *gastarbeiter* s'installent en Allemagne. ⁶⁵

Spartakisation et Bolchevisation des émigrés, des exilés et des captifs turcs

Autant la main-d'œuvre ouvrière turque fut (et reste) une source vitale d'entrée de devises étrangères pour la Turquie, autant elle contribua à l'enrichissement du champ politique turc et ce, dès le début de son émigration.

Ces pionniers, ouvriers, techniciens ou intellectuels, qui gagnèrent l'Allemagne ou l'Empire austro-hongrois avec l'accord et les encouragements du gouvernement *Jeunes Turcs* (1908-1918) furent tant les témoins que les acteurs de l'insurrection spartakiste de 1918 et de la République des Conseils de Hongrie (21 mars-1^{er} août 1919) dirigée par Béla Kun. Forts de cette expérience, ils importèrent à Istanbul et en Anatolie, un marxisme révolutionnaire qui allait profondément transformer la configuration politique turque et dont les répercussions allaient s'observer et se ressentir jusqu'à nos jours.

C'est d'ailleurs en Allemagne, à Berlin, que le premier parti marxiste turc est créé ⁶⁶, appelé *Parti socialiste des ouvriers et des paysans de Turquie* (T.I.C.S.F.) quoique ses fondateurs aient officiellement annoncé sa création le 22 septembre 1919 à Istanbul. ⁶⁷ C'est également en Allemagne que le premier numéro de la revue socialiste "Kurtulus" (Libération) voit le jour.

Parmi les membres de l'élite intellectuelle qui embrassèrent le marxisme durant leur séjour en Allemagne, il y a les incontournables Sefik Hüsnü ⁷⁰ et Ethem Nejat. ⁷¹ On les surnomma d'ailleurs les Spartakistes turcs.

Il y a également ceux que l'on appela les Bolcheviks turcs. Il s'agissait essentiellement d'intellectuels, tombés en dissidence avec le gouvernement *Jeunes Turcs* et qui, en conséquence, durent s'exiler en Russie, ou de prisonniers de guerre capturés durant la Première Guerre mondiale par les troupes tsaristes. La révolution bolchevique enflamma le cœur de nombreux Turcs exilés en Russie autant que celui de leurs compatriotes captifs dont un nombre considérable rejoindra

l'*Armée Rouge*. Le plus connu des Bolcheviks turcs issus de l'intelligentsia est sans aucun doute Mustafa Suphi.⁷² Après avoir servi la révolution bolchevique, il fonda le *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.)⁷³ en 10 septembre 1920 à Bakou en compagnie de délégués exilés tels que le "Spartakiste" Ethem Nejat. Ensemble, ils rallièrent la lutte de libération nationale alors dirigée par Mustafa Kemal Atatürk. Mais, craignant une bolchevisation de la révolution anatolienne, ce dernier leur tendit un piège en les invitant en Ankara puis en les faisant assassiner par ses hommes de main durant leur traversée de la mer Noire, au large de Sürmene. Le massacre de Mustafa Suphi et de ses quatorze compagnons sera commis durant la nuit du 28 au 29 janvier 1921.

Les exilés de Malte

Mars 1919. L'*Armistice de Moudros*⁷⁴ qui consacre la victoire des Alliés sur l'Empire ottoman étant signé, les troupes britanniques à peine débarquées à Istanbul chargent le Sultan Mehmet VI d'ordonner une rafle parmi les unionistes de l'armée, de l'administration et de l'intelligentsia, afin de capturer les personnes suspectées d'avoir trempé dans les massacres des Arméniens comme Mustafa Abdülhalik Renda et Sükrü Kaya mais aussi et surtout pour s'assurer un contrôle total de l'Empire et se prémunir contre toute velléité de révolte nationaliste.⁷⁵ C'est la raison pour laquelle des personnalités telles que Mustafa Kemal figurent aussi dans la liste noire britannique.⁷⁶ Au total, cent quarante-cinq responsables *Jeunes Turcs*⁷⁷ furent arrêtés, incarcérés puis envoyés sur l'île de Malte dans l'attente d'être jugés. Cette vague d'arrestation et d'exil se poursuivit jusqu'en octobre 1920. Entre-temps, certains prisonniers furent libérés faute de preuves écrites impliquant leur responsabilité individuelle dans le génocide des Arméniens. Atatürk négociera la libération des derniers exilés de Malte dans le cadre d'un échange de prisonniers.⁷⁸ L'accord d'échange turco-britannique est finalement conclu le 16 mars 1921 à Londres puis ratifié le 23 octobre 1921 à Istanbul après la victoire des troupes kémalistes sur les Grecs à Sakarya. Le 1^{er} novembre, deux officiers anglais sont échangés contre les cinquante-neuf derniers exilés turcs de Malte à Inebolu.

De retour en Turquie, la plupart d'entre eux furent accueillis en héros, mobilisés dans la guerre de libération nationale puis engagés par le régime kémaliste dans des postes clés du pouvoir.⁷⁹

La République kémaliste et ses cent cinquante indésirables

Le 1^{er} juin 1924, le jeune gouvernement kémaliste publie une liste de cent cinquante personnes exilées et indésirables issues de courants politiques et de milieux sociaux fort divers.⁸⁰ On dénombre quelques anciens ministres ottomans, certains hauts responsables et petits fonctionnaires du régime impérial, les signataires du traité de Sèvres, des religieux, des militaires, des ex-résistants devenus transfuges⁸¹, des paysans, mais aussi des membres de l'élite intellectuelle hostile au gouvernement kémaliste.⁸² Ces cent cinquante *persona non grata* seront cependant plus chanceuses que les Arméniens expulsés puisqu'elles seront toutes graciées par une loi votée le 28 juin 1938, soit environs trois mois avant la mort de Mustafa Kemal Atatürk et pourront toutes rentrer au pays.⁸³

La loi de maintien de l'ordre public

Bien que les Kurdes (exhortés en 1919 par Atatürk aux congrès de Sivas et de Erzurum) et les communistes soutiennent la résistance contre les troupes coloniales, les uns avec l'espoir que leurs droits nationaux seront respectés au lendemain de la libération, les autres ambitionnant de faire de l'Anatolie libérée un paradis pour les classes laborieuses, Atatürk trahira les uns et les autres au nom de la raison d'Etat.⁸⁴ Durant le mois de février 1925, le peuple kurde⁸⁵ se soulève sous la direction du Cheikh Saïd, un puissant propriétaire foncier membre de la confrérie nakchibendie de confession sunnite. L'ampleur de la rébellion est telle que le gouvernement est remanié, avec l'ex-chef militaire (et ex-Premier) Ismet İnönü qui remplace Fethi Okyar au poste de Premier ministre. Le jour même de sa désignation, İnönü proclame l'Etat d'urgence et décrète l'envoi d'unités armées sur les lieux du soulèvement. Ce même 3 mars 1925, la *Grande Assemblée nationale* vote la *Loi du maintien de l'ordre (takrir-i sükun)* qui octroie des pouvoirs exceptionnels au gouvernement, notamment celui de poursuivre et d'interdire sévèrement tout organisme jugé réactionnaire. İnönü installe deux *Tribunaux d'Indépendance (İstiklal Mahkemeleri)* l'un à Ankara, l'autre dans la région de l'insurrection. Ces tribunaux, dignes de l'Inquisition, sont de redoutables juridictions d'exception chargées de juger les opposants et dont les verdicts, souvent rendus dans l'urgence, sont sans appel, même lorsqu'il s'agit de condamnations à mort. Avec la capture du Cheikh Saïd le 12 avril 1925, suivie de la capitulation des autres chefs insurgés, l'insurrection kurde et islamiste s'achève. Dans sa plaidoirie, le Cheikh Saïd aura beau demander l'exil, il est condamné à mort le 28 juin et exécuté le lendemain avec quarante-sept

de ses partisans. Sous prétexte de défendre et d'encourager la rébellion kurde, les partis d'opposition et la presse sont impitoyablement poursuivis en vertu de la loi de maintien de l'ordre. Ce climat répressif contraint les partis et les publications d'opposition ⁸⁶ à entrer en clandestinité et les dirigeants du *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.) à s'exiler, surtout en Union soviétique.

L'exil des Juifs de Thrace

L'arrivée de Hitler au pouvoir en Allemagne ne laissa pas le gouvernement d'Ankara indifférent. Dans les milieux kémalistes, il devenait ainsi de bon ton d'afficher des sympathies pour le nazisme et de se déclarer antisémite. La presse officielle ne tarda pas à cracher sa haine sur les Juifs. L'un des héros de la première guerre du nom de Cevat Rifat Atilhan, a même organisé le 3 juillet 1934, une razzia visant la communauté juive de Thrace dont il ne supportait pas "la fermeture non autorisée de leurs magasins les samedis, jours de shabbat". Toute la province de Thrace fut emportée par la furie antisémite, les viols et les pillages : Edirne, Uzunköprü, Kırklareli, Babaeski... Bilan de ces émeutes : un gendarme tué, un Juif gravement blessé et plusieurs dizaines de femmes juives violées. Toute cette opération fut montée dans un but raciste d'épuration ethnique qui permit au régime de turquifier toute la Thrace. Mais aussi économique, car les Juifs y contrôlaient tout le commerce.

En cette époque où l'Europe n'était pas plus sûre pour les Juifs de Turquie, treize des quinze mille exilés de Thrace quittent leur sol et leurs biens pour s'installer à Istanbul. Une partie d'entre eux se rend en Palestine qui était alors sous mandat britannique.⁸⁷

Les exilés du Sandjak d'Alexandrette

Le Sandjak d'Alexandrette est une enclave territoriale de près de 4.700 km² située sur la Méditerranée, entre la Turquie et la Syrie. Après la Première Guerre mondiale, cette province anciennement ottomane et majoritairement arabophone est rattachée à la Syrie sous mandat français et devient autonome en 1920. Sa population est alors divisée entre turcophones (un tiers environ) et arabophones de diverses confessions : Arabes alaouites à 65 %, sunnites à 20 % et chrétiens orthodoxes à 15 %. D'autres minorités cohabitent : Arméniens, Kurdes, Tcherkesses. Cette population, paisible avant la Première Guerre mondiale, se divise sous le mandat français entre autonomistes prosyriens et Kémalistes, partisans du rattachement à la Turquie.

A partir de 1925, le Sandjak fait partie de l'Etat d'Alep et intègre l'État syrien avec un statut d'autonomie sur le plan administratif et financier. En tant que territoire de la République syrienne, le Sandjak participait aux élections législatives et ses députés siégeaient à la chambre syrienne de Damas. Quelques-uns de ces députés firent même partie de certains cabinets syriens en qualité de ministres de l'Economie nationale.

Mais dès 1936, la Turquie manifeste sa volonté d'annexer ce territoire où vit une importante minorité turque. En novembre 1937, le Sandjak est séparé de la Syrie. Les affrontements se multiplient entre les deux camps, et la Turquie encourage l'installation de Turcs dans la région. Les élections du 20 mai 1937 montrent à la Société des Nations (l'ancêtre des Nations Unies) que 47 % de la population est turque. Dès lors, par divers stratagèmes, Ankara s'acharne à faire monter ce pourcentage à 55 %, notamment par la violence ou des transferts de population.

En septembre 1938, avec l'accord de la France (dirigée par une majorité parlementaire issue du Front populaire de 1936) et, en sous-main, de la Grande-Bretagne, la province change de nom et devient la République du Hatay. En effet, les deux grandes puissances veulent ménager la susceptibilité de la Turquie, surtout par crainte de voir celle-ci s'allier à l'Allemagne nazie.⁸⁸ Les Turcs y sont désormais majoritaires, ils contrôlent les principaux leviers du pouvoir et le 23 juin 1939, le parlement de la République du Hatay vote son rattachement à la Turquie. Suit alors un exode massif que les historiens connaissent peu : celui de plus de cinq mille Arméniens et de plusieurs milliers d'Arabes sunnites, chrétiens et alaouites qui quittent leurs terres et leurs biens pour émigrer vers le Liban ou la Syrie après l'annexion de cette province à la Turquie.

L'un des plus grands écrivains arabes actuels et cofondateur de la *Ligue des écrivains syriens*, Hanna Mina, surnommé le "Hemingway syrien", a fait lui aussi partie de cet exil. Né à Lattaquié en 1924, Hanna Mina, d'origine arabe chrétienne, qui milita dès l'âge de douze ans contre le protectorat français, passera toute son adolescence à Iskenderun et ce, jusqu'à ce fatidique été 1939.

L'historien américain d'origine libanaise, Philip S. Khoury, avance le chiffre de cinquante mille réfugiés⁸⁹, une estimation que les relevés démographiques de l'époque semblent corroborer.⁹⁰

Parmi les exilés de renom, il y a aussi Zaki Arsouzi (1899-1968), l'un des fondateurs et idéologues du futur Parti *Baath*. Ce professeur de philosophie arabe et alaouite, diplômé à la Sorbonne, fonda à Iskenderun en 1932 la *Ligue d'action*

arabe, un mouvement de jeunesse, laïque, panarabe et socialiste, qui fut le fer de lance de la lutte contre le colonialisme français et la mainmise turque sur le Sandjak.⁹¹

Craignant les représailles du gouvernement d'Ankara, d'autres personnalités arabes comme Soubhi Bey Barakat, qui fut Président de l'Etat de Syrie en 1925, s'exilèrent en Syrie.

Nombreux sont les Kurdes qui ont en mémoire la répression du régime d'Ankara dans le sud-est anatolien et qui choisirent de regagner la Syrie.⁹²

Exil de Turcs sunnites vers la Syrie

Avant son annexion à la Turquie, le Sandjak d'Alexandrette fut un foyer d'exil pour les Turcs sunnites conservateurs qui voulaient échapper aux réformes laïques autoritaires de Mustafa Kemal.⁹³

Vers la fin des années quarante, n'étant plus à l'abri du régime d'Ankara, six à sept mille Turcs originaires de divers villages du Hatay et réfractaires à la "loi du chapeau" du 25 novembre 1925 interdisant le port du turban et du fez, auraient émigré vers la Syrie.⁹⁴ Ils se seraient installés dans un quartier de Damas baptisé pour la circonstance "le quartier des émigrés" (*Al-Mohajiroun*) où les auraient rejoints de nombreux opposants religieux au régime kémaliste venus de villes anatoliennes bien plus lointaines comme Manisa ou Konya.

Le maccarthysme turc et l'exil des années cinquante

L'annexion du Sandjak d'Alexandrette à la Turquie redessine les frontières de la Turquie telles que nous les connaissons aujourd'hui. Cette annexion coïncide avec le décès du fondateur de la République de Turquie et l'émergence d'une ère nouvelle, guère plus enviable pour les minorités nationales et religieuses ni pour les opposants politiques. Le projet politique de Mustafa Kemal Atatürk mort en 1938, ne lui survivra que quelques années. Après la Deuxième Guerre mondiale, les Etats-Unis vont en effet progressivement transformer la Turquie en une néo-colonie en minant son régime de parti unique et en offrant le contrôle des moyens de production à la nouvelle bourgeoisie turque dont le développement avait été entravé par le programme économique du gouvernement kémaliste basé sur un capitalisme d'Etat.

Voici quelques étapes de ce processus de recolonisation de la Turquie :

En 1946, quatre députés du *Parti républicain d'Atatürk* (C.H.P.) font sécession et fondent le *Parti démocrate* (D.P.), un parti libéral et proaméricain dirigé par Celal Bayar et Adnan Menderes qui deviendront respectivement Président de la République et Premier ministre pendant dix ans après les élections de 1950. L'année suivante, dix millions de dollars de crédits sont accordés sous forme "d'aide" à la Turquie. En vertu de la doctrine Truman, les Etats-Unis octroient une aide militaire, suivie en 1948, d'un accord de collaboration économique dans le cadre du Plan Marshall.

Le développement de l'industrie lourde est volontairement freiné et le capital privé conquiert l'agriculture.

A la surprise générale, les "Démocrates" remportent une large victoire aux élections de 1950, et Adnan Menderes devient Premier ministre. Menderes ouvre immédiatement la porte aux capitaux étrangers. Il est proclamé "roi des routes" en raison de sa politique de grands travaux, mais en réalité, son réseau routier ne sert non pas à développer le pays mais à faciliter son pillage.

L'année 1950 est aussi marquée par la guerre de Corée.

Pour séduire Washington et gagner sa place au sein de l'O.T.A.N., le gouvernement de Menderes envoie près de cinq mille soldats turcs aux côtés des troupes américaines combattre le peuple coréen en lutte pour son indépendance.

Finalement, le gouvernement D.P. gagne les faveurs des "Yankees": en 1952, la Turquie entre dans l'Alliance atlantique.

Le 27 septembre de la même année, la C.I.A. dote l'état-major de l'armée d'un *Institut d'examen de la mobilisation* (*Seferberlik Tetkik Kurulu*) chargé de contrer la menace de "propagation du communisme" et de "guerre intérieure".

Le pays se recouvre de bases militaires U.S. et devient ainsi l'un des points de surveillance des pays socialistes.

En 1954, les milieux pronazis et théoriciens du racisme turc fondent à Zonguldak les *Associations de lutte contre le communisme* avec l'appui des autorités.⁹⁵

En 1955, la Turquie adhère au *Pacte de Bagdad* ⁹⁶, une organisation militaire anti-soviétique créée par les Etats-Unis et la Grande-Bretagne.

Cette américanisation de la Turquie s'accompagne bien entendu d'une violente chasse aux sorcières. Ainsi, l'anticommunisme de l'ère kémaliste se poursuit pendant cette ère néo-coloniale.

Les militants et intellectuels de gauche de l'époque sont victimes de rafles policières. Celle de 1944 se solde par l'arrestation de soixante-quatre personnes.⁹⁷ La presse d'opposition est contrainte au silence. Parfois par la force et la terreur. Le 4 décembre 1945, l'imprimerie du quotidien de gauche "Tan" est prise d'assaut par une foule en furie, armée de haches et de massues et hurlant des slogans anticommunistes. Au lieu d'appréhender les agresseurs, les autorités arrêtent les responsables du journal, Zekeriya⁹⁸ et Sabiha Sertel.⁹⁹ En 1949, à sa libération au bout de trois ans de prison, le dessinateur communiste d'origine arménienne Jak Ihmalyan¹⁰⁰ s'exile à Beyrouth. A peine sorti de prison, l'homme de lettres arménien Aram Pehlivanian s'installe en Syrie pour fuir le service militaire.¹⁰¹ Le pharmacien turc Fahrettin Petek est frappé d'une interdiction de retourner en Turquie pendant quarante ans pour avoir organisé durant ses études de doctorat en France, une campagne de solidarité avec le poète Nâzım Hikmet alors en prison.¹⁰² En 1950, excédé par les harcèlements judiciaires et les provocations, le couple Sertel s'exile en compagnie de Yildiz, leur fille.¹⁰³

En 1951, la police de Menderes, l'homme fort du moment, opère une vaste opération anticommuniste. La plupart des dirigeants du *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.), parmi lesquels Zeki Bastimar, Sefik Hüsnü, Resat Fuat Baraner¹⁰⁴, Mihri Belli¹⁰⁵ et Mehmet Bozısık sont arrêtés. Hasan Basri est assassiné sous la torture. De nombreux membres du Parti sont relégués en exil intérieur. Cette vague de répression sape le moral de tous les milieux de gauche. Ceux qui le peuvent quittent le pays. Nâzım Hikmet¹⁰⁶, après de plus de dix ans d'emprisonnement, se réfugie en 1951 à Moscou.

Le peintre Abidine Dino¹⁰⁷ gagne la France en 1952, suivi, en 1954, de son épouse Güzine.¹⁰⁸ Cependant, le nombre total des militants de gauche dans la Turquie des années cinquante étant fort dérisoire, les candidats à l'exil sont relativement peu nombreux. Les plus connus étant Aram Pehlivanian, Bilal Sen¹⁰⁹, Necil Togay¹¹⁰, Gün Benderli¹¹¹, Vartan Ihmalyan.¹¹² A partir de 1958, la plupart de ces intellectuels communistes se joignent à Ismail Bilen¹¹³, exilé depuis 1933 en U.R.S.S., et collaborent à "Bizim Radyo", la radio en langue turque émettant à partir de la R.D.A. avec l'appui soviétique.

Les années cinquante sont aussi des années sombres pour les minorités juives et chrétiennes de Turquie. Victimes de pogromes en 1955, elles quittent massivement le pays.

A l'égard des Arméniens et des Assyro-Chaldéens

Si dans l'Antiquité, les peuples anatoliens vaincus au combat étaient massacrés, réduits en esclavage ou assimilés, il nous faut remonter au siècle dernier pour observer des cas d'extermination totale de populations en Anatolie. Le cas le plus cinglant fut sans doute le génocide des peuples arménien, assyrien et chaldéen perpétré par le gouvernement ottoman. A partir d'avril 1915, ces peuples sont systématiquement déportés vers le désert de Syrie et massacrés par centaines de milliers, par les troupes ottomanes placées sous le commandement d'Enver Pacha. On estime à près d'un million deux cent mille le nombre de victimes de ces persécutions.¹¹⁴ Dans les décennies qui suivent, les Arméniens de Turquie sont systématiquement soumis aux humiliations (négationnisme, injures et politique d'assimilation), aux injustices (impôts racistes et expropriations) et aux brutalités (déportations, pogromes et exécutions).

A l'égard des Grecs

Si l'hellénisme a pu survivre pendant plus de trois millénaires en Anatolie, le traité de Lausanne ¹¹⁵ l'a éradiqué en un tournemain. Ce traité signé le 24 juillet 1923 entre d'une part, la Turquie et d'autre part, la France, l'Angleterre, le Japon, la Grèce, l'Italie, la Roumanie, le royaume de Serbie, le royaume de Croatie et les Slovènes, prévoyait l'échange des populations pour régler la question des minorités en Grèce et en Turquie. Les échanges qui s'ensuivirent concernèrent quatre cent mille Turcs vivant en Grèce, en Crète et à Thessalonique et un million trois cent mille Grecs vivant en Turquie. Ce triste exemple d'exil forcé allait définitivement sonner le glas au multiculturalisme et au multilinguisme de l'Anatolie. La romancière grecque Dido Sotiriou née dans un village anatolien de la province de Aydin qui fut l'une des victimes de cette purification ethnique programmée par les grandes puissances, rendra un hommage émouvant à la cohabitation et à l'amitié gréco-turque dans son roman intitulé *Benden selam sòyle Anadolu'ya* (*Salut l'Anatolie de ma part*).¹¹⁶ Tout au long du siècle, les Grecs seront les boucs émissaires des crises nationales et internationales qui touchent la Turquie. Les Grecs subiront deux grandes vagues d'exil, en 1955 suite à une provocation organisée par les services secrets turcs contre la maison d'Atatürk à Salonique puis en 1964, en représailles à des conflits communautaires qui éclatent sur l'île de Chypre. Comme tous les non Turcs et les non-musulmans, les Grecs seront de tout temps perçus comme des "traîtres à la patrie" potentiels ou déclarés.

A l'égard des Juifs

Si en 1492, les Juifs qui ont fui la terreur de l'Inquisition obtiennent refuge en territoire ottoman, en 1942, la République de Turquie sera bien moins accueillante à l'égard des 768 Juifs de Roumanie embarqués sur le "Struma" pour fuir les persécutions nazies. La police turque non seulement refusera aux réfugiés du "Struma" de débarquer, mais en plus, elle remorquera le navire de fortune pour l'abandonner en haute mer. Après deux mois de mise en quarantaine, le navire finira au fond de la mer Noire avec tous ses passagers en raison de sa vétusté.¹¹⁷

Le pouvoir ne sera pas plus tendre à l'égard des Juifs de Turquie. Le 11 novembre de la même année, le parlement turc fait voter la loi 3305 concernant la taxe sur les fortunes (*Varlık Vergisi*)¹¹⁸, une loi qui vise exclusivement les non-musulmans : Juifs mais aussi Grecs et Arméniens. La promulgation de cette loi est justifiée par la situation financière désastreuse du pays due à l'inflation et aux dépenses occasionnées par la mobilisation d'un million d'hommes massés aux frontières. Ankara considère aussi que les paysans en sont exemptés en raison de leur contribution à l'effort national, eux qui ont fourni à l'Etat une partie de leurs récoltes à des prix bas et dont le sacrifice fut immense durant la guerre de libération nationale. Quant aux hommes d'affaire des grandes villes, ils se sont enrichis, souvent d'une manière illégale. Si ce constat est vrai, il n'en est pas moins exact que l'esprit même de la loi sur les fortunes est raciste et discriminatoire. Son application aussi.

La population urbaine est en effet fichée et divisée en quatre catégories. Chaque catégorie est désignée par une initiale: M pour les musulmans ; G (*Gayri-Müslüman*) pour les non-musulmans, D (*Dönme*) pour les communautés converties à l'Islam et E (*Ecnebi*) pour les étrangers (y compris les minorités levantines et latines de l'Empire ottoman).¹¹⁹ C'est essentiellement la catégorie G qui intéresse les autorités, plus que jamais soucieuses de créer une nouvelle bourgeoisie turque et musulmane. L'élaboration de la loi et les montants sont fixés par des comités anonymes dans le secret le plus total.¹²⁰ Il n'y a pas de possibilité de recours. Les autorités fixent le délai de paiement de l'impôt à un mois. Celui qui dépasse ce délai se voit confisquer tous ses biens (mobiliers et immobiliers, jusqu'aux vêtements dans les armoires). Les mauvais payeurs sont ensuite envoyés dans des camps de travail pour construire des routes et déblayer la neige. Ces camps sont situés à l'est du pays, où les températures sont sibériennes en hiver, et caniculaires en été. Le plus connu est celui d'Askale près de la ville d'Erzurum. Du 27 janvier au 3 juillet 1943, 1229 non-musulmans seront envoyés au camp d'Askale et vingt et un d'entre eux n'en reviendront jamais.

Dans une sorte de mouvement raciste récapitulatif, les 6 et 7 décembre 1955, les autorités turques déclenchent un pogrome visant les Grecs, les Juifs et les Arméniens d'Istanbul, d'Ankara et d'Izmir. D'après les documents des tribunaux, au total 5.317 édifices appartenant à ces communautés dont 4.214 commerces, 1004 maisons, 73 églises, une synagogue, deux monastères et 26 écoles seront mis à sac et incendiés par une foule hystérique provoquée par les services secrets du Département de guerre spéciale et ce, de l'aveu même du général de corps d'armée Sabri Yirmibesoglu.¹²¹ Cette nuit de cristal turque entraîne l'exode massif des communautés non-musulmanes vers la Grèce et l'Europe, mais aussi vers l'Australie et le Canada.¹²²

A l'égard des Kurdes

Quand bien même les Kurdes sont à l'instar des autorités ottomanes et turques pour la plupart de religion musulmane et de confession sunnite, les Kurdes connaîtront un sort non davantage enviable fait de massacres, de déportations, de mépris et d'assimilation. De 1806 à nos jours, on dénombre une trentaine de rébellions kurdes dont onze depuis la proclamation de la République. Chacune d'entre elles sera écrasée et entraînera un exode massif des populations kurdes dans les limites du territoire ottoman en raison de l'extrême pauvreté : pauvreté des victimes bien entendu, mais aussi pauvreté des moyens de transport et de communication dans les zones reculées du Kurdistan. Seuls les rebelles kurdes proches des frontières ont pu gagner l'étranger, par exemple les vaincus de la révolte du mont Ararat (1927-1931) qui se réfugièrent en Arménie soviétique voisine.¹²³ La dernière de ces rébellions, celle du 15 août 1984 que le P.K.K. a déclenchée, entraînera une politique de terre brûlée de la part des forces de sécurité turques qui aura pour conséquence un exode sans précédent des Kurdes vers l'étranger et surtout vers l'Europe.

A l'égard des Alévis

A partir du règne du Sultan Sélim I^{er}, dit "le Terrible", les Alévis, ces musulmans hétérodoxes qui prônent un Chiïsme à la fois mystique et humaniste, auront eu, eux aussi, leur lot de persécutions. Au plus fort de la violence politique des années septante, les Alévis seront victimes de plusieurs pogromes, notamment à Malatya et Kahramanmaras en 1978, à Corum en 1980. Le 2 juillet 1993, à Sivas, trente-sept intellectuels progressistes venus commémorer Pir Sultan Abdal un poète révolutionnaire alévi du XVIII^{ème} siècle sont tués dans l'incendie de leur hôtel sous les applaudissements de plusieurs milliers de lyncheurs islamo-fascistes manipulés par les autorités.

L'insécurité permanente qui pèse sur les Alévis contraint plusieurs milliers d'entre eux à quitter la Turquie pour s'installer en Europe. Cependant, ils se fondent dans le flux migratoire de la main d'œuvre vers l'étranger, ce qui rend leur recensement impossible. D'autant que dès le début des années soixante, les Alévis s'organisent massivement dans les organisations de gauche et se réclament davantage du marxisme (ou du kémalisme) que de l'alévisme. Le militantisme alévi s'affirme suite à deux événements tragiques : l'immolation en 1993 des trente-sept intellectuels progressistes dont nous venons de parler et l'écrasement sanglant par la police d'un soulèvement populaire faisant suite à une attaque menée le 12 mars 1995 par les services secrets dans le quartier majoritairement alévi de Gazi à Istanbul. La lutte pour leur reconnaissance en tant que communauté confessionnelle ne se manifeste que tardivement, à partir de la fin des années quatre-vingts et surtout à partir de l'Allemagne qui devient le réceptacle de la vie politique turque alternative au lendemain du coup d'Etat militaire.

Les émigrés de la République

Généralement, on situe l'arrivée des premiers travailleurs turcs en Europe à l'année 1963, année qui vit la signature de l'accord d'association entre la Turquie et la C.E.E., ou pour la Belgique, à l'année 1964, date de l'accord bilatéral belgo-turc.¹²⁴ Or, ce phénomène s'observe dès le début du XX^{ème} siècle, près d'une génération avant la fondation de la République de Turquie, une époque où les ouvriers ottomans allaient travailler dans les territoires des Empires alliés de la Sublime Porte, à savoir la Prusse et l'Autriche. La migration moderne de la main d'œuvre turque vers l'Europe remonte quant à elle, à l'année 1956. C'est l'Institut de l'économie mondiale de l'*Université de Kiel*¹²⁵ qui découvre l'aubaine de cette main-d'œuvre corvéable à souhait et bon marché. Dès l'année suivante, un premier détachement de douze stagiaires turcs arrive en Allemagne¹²⁶ immédiatement suivi par un contingent de cent cinquante travailleurs.¹²⁷ L'accord d'échange turco-allemand sera signé le 30 octobre 1961. L'année suivante, l'Allemagne recrute 18.558 ouvriers.

Cette exportation massive de main d'œuvre étant en principe contraire aux lois sur l'émigration en vigueur à l'époque en Turquie, un Institut de recherche sur les travaux économiques turco-allemand qui devait fournir les patrons allemands en main-d'œuvre turque, moyennant une prime de quinze marks par travailleur, vit le jour. Ces derniers étaient alors illégalement recrutés de manière nominative et le patron qui les embauchait pourvoyait à leurs frais de voyage. Le but de cette institution était essentiellement de fournir aux chantiers navals de Hambourg et de Brême des ouvriers qualifiés en soudure ou en électricité.

Comme cette activité de recrutement nominatif tombait dans le champ d'action de l'Office fédéral du placement et de l'assurance-chômage ¹²⁸, l'Institut fut contraint de fermer ses portes après un an et demi d'activité.

Entre-temps, des officiers progressistes de l'armée turque, portés par la contestation sociale, perpètrent un coup d'Etat militaire le 27 mai 1960 pour renverser le gouvernement conservateur et pro-U.S. d'Adnan Menderes. Les putschistes adoptent en 1961 la Constitution la plus démocratique que la Turquie n'ait jamais connue. L'article 18 de cette nouvelle Constitution accorde aux citoyens turcs la liberté de voyager. Misant sur l'entrée des devises que pourrait assurer l'émigration turque, les militaires espéraient renflouer la dette extérieure colossale contractée par le gouvernement Menderes.

Entre 1963 et 1965, près de quatorze mille ouvriers turcs sont engagés par l'industrie minière belge. Ils seront exploités dans les régions minières du Limbourg, de Charleroi, de Liège et du Centre et rapidement rejoints par plusieurs milliers de travailleurs "touristes", arrivant à se faire embaucher sans autorisation de séjour préalable. Nous sommes alors dans ces années économiquement fastes des Golden Sixties. Un second marché de l'emploi de main-d'œuvre turque, principalement à Bruxelles, Anvers et Gand, à destination des secteurs de l'industrie textile, de la sidérurgie, de la construction automobile, de la construction et du nettoyage émerge jusqu'en 1967. Cette immigration non régulée reprend en 1970 et se poursuivra jusqu'à l'arrêt définitif des migrations de travail décrété par le gouvernement belge en 1974 suite à la crise dite pétrolière. Le regroupement familial et l'importation de gendres et de brus prendra alors le relai et constituera un processus pratiquement irréversible d'établissement de la population turque désormais en butte au chômage suite à la désindustrialisation et de la récession économique qui frappent l'Europe. ¹²⁹

Durant les années soixante, compte tenu du climat de démocratisation relative instauré par la junte de Cemal Gürsel, de prime abord, les exils politiques paraissent être moins fréquents. La postérité retient souvent deux cas : celui du député conservateur du *Parti démocrate* (D.P.) Resat Aksemsettinoglu d'une part et celui du communiste Zeki Bastimar (alias Yakup Demir) ¹³⁰ d'autre part. Condamné par les putschistes de 1960 à la prison à vie, Asksemsettinoglu quitte clandestinement la Turquie et se réfugie en Grèce après s'être échappé d'un hôpital ¹³¹ tandis que Zeki Bastimar s'exile vers la R.D.A. dès sa sortie de prison où il crée une radio en langue turque "Bizim Radyo" (Notre radio) et un bureau de relations internationales du T.K.P. Cependant, on oublie bien souvent qu'un exil massif de Grecs anatoliens a eu lieu en 1964, suite aux provocations nationalistes qui éclatèrent entre communautés grecques et turques de Chypre.

- 1 J. MATHE, *Turquie, Rencontre Orient Occident*, Ed. Renaissance du livre, Paris, 2003, p.8-10.
- 2 On peut parler de "ruée vers l'est" dans le cas des envahisseurs achéens qui conquièrent les rives égéennes de l'Anatolie à partir de la Grèce, cf. J. FAUCOUNAU, *Les peuples de la mer*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2003.
- 3 M. LAUNÉY, *Recherches sur les armées hellénistiques*, I, dans *Bibliothèque des écoles françaises d'Athènes et de Rome*, n°169, Paris, 1949, p.63-609.
- 4 Une certaine confusion règne entre l'usage des termes "Galates" et "Celts". G. NACHTERGAELE, *Les Galates en Grèce et les Sôteria de Delphes, Recherches d'histoire et d'épigraphie hellénistiques*, dans *Académie Royale de Belgique, Mémoires de la classe des lettres*, n°8, 2^{ème} série, T.LXIII, Fascicule I, 1977, p.13, rappelle que l'usage réserve le nom de Galates aux Celtes implantés en Grèce et en Asie Mineure. Cependant il est important de rappeler que le mot grec *Galatai* lui-même n'est qu'une variante du mot *Keltai* ou *Keltoi*, c'est-à-dire les Celtes.
- 5 S. LANCEL, *Hannibal*, Ed. Fayard, Paris, 1995 ; E. BRADFORD, *Hannibal*, Ed. Dorset Press, New York, 1981.
- 6 D'après G. WALTER, *La vie de Jules César*, Ed. Albin Michel, 1956, p.22-23. Jules César fut chargé de plusieurs missions, à Mytilène capitale de l'île de Lesbos et en Bithynie.
- 7 Oghouz dériverait des mots turco-mongols "ok" (la flèche) et "uz" (la tribu).
- 8 L'étude la plus exhaustive sur l'histoire des Turcs a été réalisée par D. AVCIOGLU, *Türklerin Tarihi*, Ed. Tekin, I-V, 1978-1982. Voir également : M. S. ASIMOV & C. E. BOSWORTH, *History of Civilizations of Central Asia*, Vol. IV, Ed. UNESCO Publishing, Paris, 1998.
- 9 De nombreux Turcs et Kurdes alévis pensent "venir de Khorassan". D'après I. MELIKOFF, *Bektasbi /Kizilbas : Historical Bipartition and its Consequences*, dans *Alevi Identity*, Swedish Research Institute in Istanbul, Istanbul, 1998, p.1; *Un mythe et ses avatars: Genèse et évolution du soufisme populaire en Turquie*, Ed. Brill, Leiden, 1998, p.265, cette région persane serait un foyer mythique qui ne fut qu'un lieu de passage.
- 10 *Ibid.*
- 11 Roum est le nom donné par les Arabes et les Turcs au pays des Romains. Le Sultanat de Roum est également appelé "Sultanat d'Iconium" du nom de sa capitale. Iconium s'appelle actuellement Konya.
- 12 Bien entendu, les nomades turkmènes ne sont pas les seules populations à fuir devant l'avancée destructrice des troupes mongoles. On compte de nombreux réfugiés persans en Anatolie comme entre autres, le poète mystique Mevlana Celaledin Rumi (Djalal Ed-din Roumi) et fondateur de la confrérie des "derviches tourneurs". Mevlana est originaire de Balkh en Afghanistan.
- 13 *Atsingani* qui signifie en grec "celui qui ne veut pas toucher ni être touché" désignerait une secte manichéenne installée dans l'Empire byzantin.
- 14 Ce texte intitulé "La vie de Saint-Georges d'Athos" est cité dans E. MARUSHIAKOVA & V. POPOV, *The Gypsies in the Ottoman Empire*, Ed. Interface Collection, 2000, p.13.
- 15 Il y a une importante communauté rom à Istanbul et à Edirne en Thrace. Il y a également des villages roms dans les régions méditerranéennes (Antalaya, Mersin et Adana), du côté de la mer Noire, à Hacibektas en Anatolie centrale ainsi que dans provinces kurdes de Urfa, Mardin et Diyarbakir.
- 16 S. KOLUKIRIK, *The perception of Gypsies in Turkish Society*, 3, Ed. Roma Rights Quarterly, Budapest, 2007, p.31-36.
- 17 *De l'hispanité à la turquité. Cinq cents ans d'histoire des Juifs ibériques en terre ottomane et turque*, dans David Banon (éd.), *Inquisition et pérennité*, Paris, Cerf, 1992, p.79-93.
- 18 H. NAHUM, *Portrait d'une famille juive de Smyrne vers 1900*, dans *Vivre dans l'Empire ottoman, Sociabilités et relations intercommunautaires (XVIII^{ème}-XX^{ème} siècles)*, Ed. L'Harmattan, Paris, 1997, p.164.
- 19 Les Juifs d'Espagne parlent le judéo-espagnol, une langue dérivée du castillan et de l'hébreu encore parlée aujourd'hui. Cette langue est à ne pas confondre avec le ladino qui est une langue non parlée, au vocabulaire castillan, mais à la syntaxe hébraïque et qui a été inventée pour traduire les textes sacrés en hébreux à l'intention de ceux qui pratiquent le judéo-espagnol.
- 20 H. NAHUM, *ibid.*

- 21 Ce terme dérivé de l'arabe, qui se lit "muhadjir" et qui se réfère à l'Hégire, c'est-à-dire à la fuite du prophète Mohamed de la Mecque vers Médine, signifie tout simplement "émigré".
- 22 S. DE TAPIA, *Les réfugiés dans la construction de l'Etat-nation turc* dans *Autrepart*, n°7, 1998, p.5-21.
- 23 On estime entre cinq cent mille et un million cinq cent mille le nombre de Tcherkesses qui ont émigré vers l'Anatolie pendant et après la guerre de Crimée. Les exilés se dissémineront dans toute l'Anatolie. Certains d'entre eux s'installeront dans la région de Marmara, en Thrace et dans les Balkans, d'autres descendront vers Adana. Plusieurs milliers de Tcherkesses pousseront leur ruée vers le Sud jusqu'en Syrie, en Palestine, au Liban et en Jordanie ; F. BULUT, *Ortadogu'nun Solan Renkleri*, Ed. Berfin, Istanbul, 2002, p.21-22.
- 24 Les Molokans s'installent à partir de 1878 dans la région de Kars. Ils forment une communauté d'à peine soixante mille personnes de par le monde.
- 25 H. NAHUM, *ibid.*
- 26 Ergün Ayaz décrit dans le quotidien "Radikal" du 22 mai 2007 les célébrations du 143^{ème} anniversaire de l'arrivée tragique des Tcherkesses en Anatolie.
- 27 F. BULUT, *op. cit.*, p.20.
- 28 Lors des mes multiples voyages estivaux dans la province arabophone du Hatay, dont mes parents sont originaires, j'ai eu l'occasion de parcourir les villages afghans turcophones bâtis au beau milieu de la plaine fertile de l'Amik. C'est auprès des jeunes militants de gauche de la région que j'ai pu comprendre les motivations de la junte militaire turque...
- 29 P. BOULANGER, *Géopolitique des Kurdes*, Ed. Ellipses, Paris, 2006, p.39.
- 30 En revanche lorsqu'il s'agit d'Irakiens non Turkmènes, le gouvernement turc se veut moins bien hospitalier. En juillet 2007, le Haut Commissariat aux Réfugiés (H.C.R.) des Nations Unies déplorait l'expulsion de 135 Irakiens interpellés à Urla près d'Izmir, vers leur pays. Source : O.N.U., 26 juillet 2007.
- 31 Les habitants de plusieurs cités d'Asie Mineure, dont Ephèse se disent être les descendants d'immigrants ioniens conduits par Androclès.
- 32 Les Juliens qui forment une puissante famille de Rome et dont Jules César et Auguste font partie, se présentent comme les descendants directs de réfugiés troyens conduits par Enée dont la ville a, selon la légende, été détruite par des guerriers achéens.
- 33 ARISTOTE, *Politique*, 1302, b 18-19, mentionne l'existence de procédures similaires à Milet mais sans donner de commentaire précis ; C. MOSSE, *Dictionnaire de la civilisation grecque*, Ed. Complexe, Paris, 1992, p.360.
- 34 M. DUCOS, *L'influence grecque sur la loi des douze tables*, Ed. Presses Universitaires de France, Paris, 1978, p.25.
- 35 H. ZAREMSKA, *Les bannis du Moyen Age*, Ed. Aubier, Paris, 1996, p.29.
- 36 Tacite énumère les noms de plusieurs îles égéennes : Donusa, Amorgos, Pathmos, Sériphos, Cos, Cythère, Lesbos et Gyaros.
- 37 Etabli à Athènes vers 480 avant J.-C., Anaxagore (500-428 avant J.-C.) fut condamné à mort pour athéisme notamment pour avoir soutenu que le soleil était une pierre chaude et que la lune était constituée de terre. Il s'exila à Lampsaque, une colonie de Milet en Asie Mineure.
- 38 Suite à la publication d'un pamphlet contre l'Empereur Domitien, Dion de Pruse (30-116 après J.-C.) est contraint en l'an 84 de quitter Rome et d'errer dans les provinces éloignées de l'Empire, entre la Dacie et la Pannonie (Balkans).
- 39 J. N. JAGER, *Histoire de Photius, Patriarche de Constantinople*, Ed. Adamant Media Corporation, Boston, 2002.
- 40 Certaines sources notamment R. COHEN, *op. cit.*, p.44, prétendent que l'Empereur Maurice était lui-même arménien.
- 41 D.M. LANG, *The Armenians, A people in exile*, London 1972, cité dans G. CHALIAND et J.-P. RAGEAU, *Atlas des diasporas*, Paris, 1991, p.76.
- 42 R. COHEN, *ibid.*
- 43 Le C.U.P. se nomme *Ittihad ve Terakki Cemiyeti* en turc.
- 44 Les 17 et 18 juillet 1902, un congrès regroupant de nombreuses personnalités belges et européennes se tient à Bruxelles dans le cadre des actions de solidarité avec les Arméniens de l'Empire

- ottoman. Le Président de ce congrès fut le sénateur Houzeau de Lahaie. Les députés Emile Vandervelde et Jules Destrée furent également présents.
- 45 Les "Hamidiye Alaylari" ou "régiments hamidiens" furent créés en 1891 sous le règne du sultan Abdulhamid II. Ils furent placés sous le commandement du 4^{ème} corps d'armée basé à Erzincan (cf. M. VAN BRUINESSEN, *Les Kurdes, Etats et tribus* dans *Etudes kurdes*, n°1, Ed. L'Harmattan, Paris, 2002, p.18-20).
 - 46 G. CHALIAND et J.-P. RAGEAU, *ibid.*, p.76.
 - 47 Dans son ouvrage émouvant intitulé *Les quarante jours du Musa Dagb*, Ed. Albin Michel, Paris, 1989, le journaliste autrichien F. WERFEL décrit la résistance des Arméniens du Sandjak d'Alexandrette et leur sauvetage par les troupes coloniales françaises.
 - 48 G. CHALIAND et J.-P. RAGEAU, *ibid.*, p.86.
 - 49 F. BULUT, *Ortadogu'nun Solan Renkleri*, Ed. Berfin, Istanbul, 2002, p.147-180.
 - 50 Le bey Bedirhan (en kurde Bedirxan et en français Bedir Khan) aurait agi en représailles au boycott des taxes par les Yézidis. Dix ans plus tard, le même Bedirhan s'opposera à l'Empire ottoman au point d'organiser une rébellion séparatiste.
 - 51 Namik Kemal (1840-1888), de son vrai nom Mehmed Kemal. Connaissant parfaitement l'arabe et le persan, en 1863, il devient traducteur de la Sublime Porte. En 1865, il adhère au *Cercle des néo-ottomans*. D'autre part, il écrit des articles pamphlétaires à l'encontre du pouvoir dans la gazette "Tasvir-i Efkar". En 1867, les locaux de ce journal sont mis sous scellés sous prétexte de diffuser des idées néo-ottomanes. Les autorités nommèrent Namik Kemal sous-préfet de la province d'Erzurum afin de le tenir à l'écart des sphères du pouvoir. A l'appel de Mustafa Fazil Pacha, il s'enfuit avec Ziya Pasa vers Paris. A Londres, il collabore à la rédaction de la gazette "Muhbir" éditée par Ali Suavi avec l'aide financière de M. Fazil Pacha. En 1868, il édite le journal "Hürriyet". En 1873, il est exilé à Chypre à cause de la représentation d'une pièce de théâtre. Sa nouvelle demeure est désormais un donjon de Famagouste. En 1876, avec la proclamation de la *Mesrutiyet*, il retourne à Istanbul. Il devient alors membre du Conseil d'Etat. Il siège également au conseil qui prépare la Constitution. Profitant de la guerre russo-turque qui éclate en 1877, Abdulhamid II ferme le parlement et fait arrêter Namik Kemal. Il est incarcéré durant cinq mois puis envoyé en exil sur l'île de Lesbos (*Midilli* en turc). En 1879, il devient le mutasarrif (gouverneur) de l'île. En 1884, il est envoyé avec la même mission sur l'île de Rhodes et en 1887 sur l'île de Chios. Il y mourra en exil le 2 décembre 1888. Il sera inhumé à Bolayir dans la région de Gelibolu (Gallipoli).
 - 52 Ali Suavi (1839-1878) fut d'abord enseignant à l'école primaire de Bursa et fit le prêche à la mosquée Sehzade d'Istanbul. Il fut rédacteur au journal "Muhbir" de Philip Efendi dans les bureaux de Simav, Plovdiv et Sofia. Membre de l'*Association néo-ottomane* et éditeur de "Muhbir", il fut contraint à l'exil à Kastamonu en raison de ses écrits contre le sultan Abdulaziz.
 - 53 Ziya Pacha (1825-1880), alias Abdulhamid Ziyaeddin, longtemps fonctionnaire de l'Etat ottoman, il fut écarté du palais lorsqu'Ali Pacha devint grand vizir (*sadr azam* en turc). En 1865, il adhère au *Cercle des néo-ottomans*. Lorsqu'il est nommé sur l'île de Chypre, il fuit à Londres avec Namik Kemal. Avec ce dernier, il y publie le journal "Hürriyet". Il ne retourne à Istanbul qu'à la mort d'Ali Pacha en 1871. Après la proclamation de la première *Mesrutiyet*, Ziya Pacha devient gouverneur de Syrie puis gouverneur d'Adana avec le titre de vizir. Il meurt le 17 mai 1880 à Adana.
 - 54 Midhat Pacha (1822-1884) fut l'une des figures majeures de l'intelligentsia libérale, ardent partisan d'une constitution pour limiter le pouvoir du Sultan Abdulhamid II, d'une intégration accrue des chrétiens dans les structures de l'Etat et d'une plus grande liberté de la presse. De vingt ans plus âgé que le dauphin Abdulhamid, Midhat Pacha a été tour à tour gouverneur de province, membre du Conseil d'Etat, grand vizir et ministre. Son libéralisme déclaré irrite Abdulhamid II au point que le 5 février 1877, il l'arrête et le fait embarquer sur un bateau en direction de Brindisi. Durant son exil, il visite Naples, Rome, Marseille, Paris, Londres et Vienne. Il s'établit à Londres où il écrit des articles et donne des interviews pour survivre. En 1878, sous les pressions britanniques, Abdulhamid rappelle Midhat Pacha de son exil en Europe et le nomme gouverneur de la province de Syrie puis le mute en 1880 à Smyrne. En 1881, suite à des rumeurs concernant son implication dans le meurtre de l'ancien sultan Abdulaziz, un mandat d'arrêt est prononcé contre lui. Les troupes cernent son domicile, mais celui-ci, prévenu à temps, s'enfuit et se réfugie au consulat de France.

Mais le quai d'Orsay livre Midhat Pacha à la justice hamidienne pour ne pas froisser le Sultan. Le 27 juin débute le procès des assassins présumés d'Abdülaziz. Dès le lendemain, tous les accusés sont reconnus coupables et le jour suivant, la Cour condamne à la peine capitale Midhat Pacha ainsi que sept autres de ses malheureux compagnons. Abdulhamid comme les condamnations à mort en bannissement à perpétuité, une manière de montrer sa clémence face aux critiques de procès truqué. Le 28 juillet 1881, les condamnés sont embarqués pour Djedda et de là, ils sont emmenés à Taëf dans la province saoudienne du Hedjaz où ils sont embastillés dans une forteresse. Au début du mois de mai 1884, Midhat Pacha sera retrouvé mort à Taëf, probablement assassiné sur ordre de Abdulhamid.

- 55 Tevfik Fikret (1867-1915), alias Memed Tevfik, poète patriotique et progressiste. Il connut la répression, la censure et l'exil pour ses poèmes qui dénonçaient Abdulhamid. Précurseur de la "Littérature Nouvelle", il introduisit les formes de la poésie française, dont le sonnet, dans la poésie turque.
- 56 Cette génération d'intellectuels inspira le dirigeant nationaliste Mustafa Kémal Atatürk ; cf. G. DANIEL, *Atatürk, Une certaine idée de la Turquie*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2000, p.29.
- 57 D'après F. GEORGEON, *Abdulhamid II, Le sultan calife*, Ed. Fayard, Paris, 2003, p.381, de nombreux *Jeunes Turcs* auraient été anglophiles. Exemple de leur engouement pour l'Angleterre, en 1899, un groupe d'intellectuels se serait rendu à l'ambassade britannique à Istanbul pour soutenir les Anglais dans leur guerre contre les Boers en Afrique du Sud. A l'époque, nombreux auraient été les *Jeunes Turcs* qui se seraient exilés en Egypte alors sous occupation anglaise.
- 58 Ahmed Riza (1858-1930), dirigeant du mouvement des *Jeunes Turcs*. En 1884, il part étudier en France. Il s'y installe pour mieux combattre la tyrannie du sultan Abdulhamid II. A la proclamation de la seconde *Mesrutiyet*, il retourne à Istanbul. En 1920, il est écarté du comité central du *Parti unioniste* (dit également *ittihadiste*) en raison de divergences politiques. En 1919, il se rend en France à la demande d'Atatürk pour y représenter l'Etat turc en gestation et ne retourne au pays qu'après le traité de Lausanne.
- 59 Je recommande de lire à ce sujet le remarquable mémoire de S. VAN CAMPENHOUT, *De Jonge Turken in België (1897-1909)*, Scriptie voorgelegd aan de Faculteit Letteren en Wijsbegeerte, voor het behalen van de graad van Licentiaat in de Geschiedenis, Katholieke Universiteit Leuven (K.U.L.), Academiejaar 2003-2004.
- 60 A. RIZA, *Belçika Matbu'ati*, dans *Mesveret*, n°28, 24 décembre 1897, cité dans E. KAYNAR, *Les Jeunes Turcs et l'Allemagne avant 1908* dans *Turcica*, Tome 38, 2006, p.281-321.
- 61 E. KAYNAR, *ibid.*
- 62 E. KAYNAR, *Id.*, p.302.
- 63 I. OLTAYLI, *Osmanlı İmparatorlugunda Alman Nüfuzu*, Ed. İletisim, Istanbul, 1998. De même, B. E. ARGUN, *op. cit.*, p.53, indique que dès 1900, les *Jeunes Turcs* prônent un rapprochement turco-allemand. Cette tendance se manifeste par la publication en Allemagne de plusieurs revues bilingues comme "Osmanlı" et se concrétisera durant toute l'ère *Jeunes Turcs* (1908-1918) via l'admission dans l'armée allemande d'officiers *Jeunes Turcs* dans le cadre de programmes d'instruction, la formation scientifique d'étudiants *Jeunes Turcs* dans les universités allemandes, etc. L'épisode le plus cruel de cette amitié se concrétisera aussi par leur coalition durant la Première Guerre mondiale et l'encadrement par des militaires allemands, des officiers *Jeunes Turcs* qui se livreront aux massacres et aux déportations des Arméniens et des autres communautés chrétiennes d'Anatolie.
- 64 A. FERNANDEZ, fille de Fidel Castro affirme dans son livre *Castro's Daughter An Exile's Memoir of Cuba*, paru en 1999, que le grand-père maternel du dirigeant révolutionnaire cubain Francisco Ruz était un Juif espagnol d'Istanbul qui émigra à Cuba entre le XIX^{ème} et le XX^{ème} siècle.
- 65 L'homme le plus fortuné du monde Carlos Slim est un Mexicain dont les aïeux sont libanais tout comme le père de la chanteuse pop star colombienne Shakira.
- 66 L'ex-Président argentin Carlos Menem est surnommé "El Turco" car sa famille provient de la Syrie ottomane.
- 67 B.E. ARGUN, *op. cit.*, p.53.
- 68 B.E. ARGUN, *ibid.*
- 69 E. AKAL, "Rusya'da 1917 Subat ve Ekim Devrimlerinin Türkiye'ye etkileri/Yansimaları", dans *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce, Sol*, vol. VIII, Ed. İletisim, Istanbul, 2007, p.123.

- 70 Sefik Hüsnü (1887-1959), né à Salonique. Il étudia à la Sorbonne où il devint expert en maladies nerveuses tout en suivant de très près le combat antimonarchiste mené par les *Jeunes Turcs*. En sa qualité de médecin, il fut de mission durant la guerre des Balkans et la bataille des Dardanelles. En 1919, il co-fonda la revue "Kurtulus" ainsi que le *Parti socialiste des ouvriers et des paysans de Turquie* dont il fut élu secrétaire général. De retour en Turquie, il fut l'un des administrateurs de l'*Union du travail (Amele Birligi)*, l'ancêtre de la sécurité sociale. Le 10 septembre 1920, il est élu membre du comité central du *Parti communiste de Turquie* à Bakou et en son absence. En 1921, il publie la revue "Aydinlik" (Clarté) qui était alors l'organe central du Parti. Entre-temps, le *Parti socialiste des ouvriers et des paysans de Turquie* qu'il a créé est interdit et lui-même est condamné à un an de prison. Il se trouvait alors à l'étranger. En 1926, de retour au pays, il est incarcéré. En prison, il est élu membre du *Comité exécutif de l'Internationale communiste (Komintern)*. En mai 1929, il retourne en Allemagne après avoir dûment reçu des autorités kémalistes un passeport valide. Le 27 février 1933, il est arrêté par les nazis dans le cadre du complot de l'incendie du Reichstag avec d'autres membres du *Komintern*, dont le Président Georgi Dimitrov. Après six mois de détention, il est libéré. Dans la foulée, il parvient à sortir d'Allemagne les archives du *Komintern* au nez et à la barbe des nazis. Ces archives se trouvaient alors planquées dans un coffre en banque. En 1939, il obtient l'autorisation de retourner en Turquie. En 1946, il fonde le *Parti socialiste des travailleurs et des paysans de Turquie (T.E.K.S.P.)*. Mais l'activité de ce parti ne sera tolérée que pendant six mois. Sefik Hüsnü est alors arrêté. Il ne sortira de prison que durant l'amnistie de 1950. Il est repris en 1951, accusé d'être un dirigeant du *Parti communiste de Turquie clandestin*. Il écope de cinq ans et dix mois de prison ferme. Ayant atteint l'âge de soixante-cinq ans, il purge quatre ans et deux mois de prison. Le reste de sa peine est commuée en exil intérieur dans la région de Manisa. En 1957, il est libéré. Le 8 avril 1959, il meurt durant son exil.
- 71 Ethem Nejat (1887-1921), né dans une riche famille circassienne. Ancien exilé *Jeunes Turcs* à l'époque du Sultan Abdulhamid, Ethem Nejat rentre au pays après la proclamation de la seconde *Mesrutiyet*. En septembre 1918, il est envoyé par le "Maarif-i Umumiye Nezareti" l'équivalent du Ministère de l'Education nationale de l'Empire ottoman et du gouvernement *Jeunes Turcs* pour parfaire son éducation académique. Il était alors responsable de publications pour le ministère. Il se retrouve sur les barricades de Berlin. De retour au pays, il adhère au *Parti socialiste des ouvriers et paysans de Turquie (T.C.I.S.F.)*. Il s'efforce alors d'unifier son parti avec des formations socialistes qui étaient plus proches du peuple. Ses efforts échouent. En 1920, il décide alors de rejoindre à Bakou, en Azerbaïdjan soviétique, les délégués communistes turcs regroupés au *Congrès des peuples d'Orient musulmans socialistes* qui allaient donner naissance au *Parti communiste de Turquie (T.K.P.)*. Le Parti à peine formé, ses dirigeants décident de retourner en Anatolie pour participer à la lutte de libération nationale. Durant leur traversée maritime en janvier 1921, Ethem Nejat est assassiné avec quatorze communistes turcs, dont le dirigeant Mustafa Suphi par des nervis à la solde de Mustafa Kemal Atatürk.
- 72 Mustafa Suphi (1883-1921), né à Giresun en province de Trabzon (Trébizonde) sur les bords de la mer noire. Il étudia à Jérusalem et à Damas, deux villes qui étaient alors sous domination ottomane. En 1905, il achève ses études de droit à Istanbul et se rend à Paris où il étudie à la *Faculté des sciences politiques*. C'est l'époque où il rencontre Jean Jaurès et Célestin Bouglé, où il fréquente les *Jeunes Turcs* de l'exil, mais en même temps, où il collabore à la gazette gouvernementale "Tanin". Lors de la proclamation de la seconde *Mesrutiyet* en 1908, il revient à Istanbul où il collabore à divers journaux et donne des cours de droit et d'économie. En 1911, il participe au congrès général du *Comité Union et Progrès* en tant que délégué pour l'Anatolie. Ce congrès marque sa rupture avec les militants unionistes. En 1913, une grande vague de bannissements frappe les opposants aux *Jeunes Turcs*. Mustafa Suphi n'y échappe pas. Il est alors envoyé en exil à Sinop. Au début de l'année 1914, il quitte clandestinement l'Anatolie avec un groupe d'amis sur une barque qui les mènera vers la Russie. D'abord accueilli en qualité de réfugié politique, avec l'éclatement de la Première Guerre mondiale, son origine ottomane lui vaut d'être envoyé en exil. Il y rencontre de nombreux révolutionnaires turcs et russes. Acquis à la cause du socialisme, il entame un travail de recrutement parmi les soldats ottomans capturés par les troupes russes et envoyés dans le hinterland russe. Avec la révolution d'octobre, devenu un "Bolchevik turc", il rejoint Moscou. Sa militance le mène parmi prisonniers de guerre turcs de Crimée et surtout d'Odessa, qu'il recrute pour la cause socialiste.

Une unité composée d'ex-prisonniers turcs ira même jusqu'à intégrer l'*Armée Rouge* durant la guerre civile. Son engagement dans la révolution anatolienne ne commence qu'en mai 1920 lors du *Congrès des peuples d'Orient* organisé à Bakou. Le 10 septembre 1920, les membres de trois formations révolutionnaires turques y fondent le *Parti communiste de Turquie* (T.K.F., puis T.K.P.). Au deuxième congrès du *Komintern* (l'*Internationale communiste*), Mustafa Suphi co-représentera la délégation turque. Pour le gouvernement soviétique, il est non seulement un homme de confiance, mais aussi le dirigeant prometteur du mouvement communiste anatolien. Il décide d'ailleurs de regagner l'Anatolie pour participer à la guerre de libération nationale alors dirigée par Mustafa Kemal Atatürk. En janvier 1921, ce dernier invite d'ailleurs Mustafa Suphi et ses compagnons à Ankara. Sur leur chemin, les Bolcheviks turcs sont victimes de lynchages dans les villes de Kars et de Erzurum. Contraints de rebrousser chemin, Mustafa Suphi et ses quatorze camarades sont massacrés en pleine mer par des nervis d'Atatürk.

- 73 Le T.K.P. (*Türkiye Komünist Partisi*) s'appelait alors T.K.F. (*Türkiye Komünist Fırkası*), le "F" désignant le "fırka", un vieux mot ottoman (d'origine arabe) signifiant "parti".
- 74 L'armistice a été signé le 30 octobre 1918 à Moudros, un port de l'île grecque de Lemnos.
- 75 L'une des sources principales de ce chapitre de l'histoire est l'œuvre de l'historien turc B. SIMSIR, *Malta Sürgünleri*, Ed. Bilgi, Istanbul, 1985, élaborée à partir des archives britanniques.
- 76 Parmi les partisans de la guerre de libération capturés et exilés à Malte, il y a entre autres le militaire circassien Ali Sait Akbaytugan dit Ali Sait Pasa, le journaliste Ahmet Emin, l'écrivain kurde Süleyman Nazif etc.
- 77 Du fait de leur nombre, on confond souvent les 145 exilés de Malte avec les cent cinquante indésirables que la République kémaliste forcera à l'exil en 1924.
- 78 G. DANIEL, *op. cit.*, p.146.
- 79 Hüseyin Rauf Orbay et Ali Fethi Okyar et devinrent premiers ministres.
- 80 Les autorités kémalistes prévoyaient l'exil de six cents dissidents, mais l'une des clauses du traité de Lausanne limitait la liste des persona non grata à cent cinquante individus.
- 81 Notamment le célèbre Ethem le Circassien et ses hommes.
- 82 K. ERDEHA, *Yüzellilikler Yahut Milli Mücadele'nin Muhasebesi*, Ed. Tekin, Istanbul, 1998.
- 83 G. DANIEL, *id.*, p.203-204.
- 84 P. BOULANGER, *op. cit.*, p.42.
- 85 Durant la révolte du Cheikh Saïd, les Kurdes alévites qui se méfient des Kurdes sunnites restent loyaux envers la République kémaliste. Lors du soulèvement de Dersim (1937-1938), c'est le contraire qui se produit ; cf. G. DORRONSORO, *Les Kurdes de Turquie*, études du C.E.R.I., n°62, janvier 2000.
- 86 Les publications interdites sont : Tevhidi Efkar, Aydinlik, Istiklal, Orak-Cekiç, Son Telgraf, Sebülürresad. Le 5 juin 1925, le *Parti progressiste républicain* (*Terakkiperver Cumhuriyet Fırkası* – T.C.F.), conservateur, est contraint de fermer ses locaux.
- 87 *Radikal*, 31 janvier 2003.
- 88 F. BALANCHE, *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Ed. Khartala, Paris, 2006, p.36.
- 89 P. S. KHOURY, *Syria and the French Mandate*, Ed. Princeton University Press, 1987.
- 90 M. GILQUIN, *D'Antioche au Hatay, L'histoire oubliée du Sandjak d'Alexandrette*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2000, p.143.
- 91 D. LE GAC, *La Syrie du général Assad*, Ed. Complexe, Bruxelles, 1991, p.72.
- 92 M. GILQUIN, *ibid.*
- 93 M. GILQUIN, *ibid.*, p.90.
- 94 Ce chiffre est avancé par Mehmet Silay, un médecin et chercheur islamiste qui s'est présenté aux élections législatives du 22 juillet 2007 en tant que candidat du *Saadet Partisi* (le *Parti de la félicité*). Les résultats de ses enquêtes sur ces migrations politiques sont parus dans l'hebdomadaire conservateur "Aksiyon", n°480, 16 février 2004.
- 95 *Yürüyüş*, n°95, 11 mars 2007, p.33. Onze ans plus tard, cet organisme d'extrême droite compte cent dix sections dans tout le pays.
- 96 En 1959, le *Pacte de Bagdad* ou *Traité d'organisation du Moyen-Orient* (*Cento*) est rebaptisé *Traité d'organisation centrale* après le retrait de l'Irak où l'année précédente, le général Kassem renverse la monarchie proaméricaine.

- 97 R. N. ILERI, 1994 *T.K.P. Dosyası Davası : Kırklı Yıllar 2*, Ed. TUSTAV, İstanbul, 2003 ; *Evensel*, 21 avril 2001.
- 98 Zekeriya Sertel (1890-1980), né à Usturumca (Strumica) à Salonique dans une famille aisée. Il collabore à la revue "Rumeli" (Roumélie) qui était l'organe central du *Parti de l'Union et Progrès*. Suite à l'occupation de Salonique, il s'installe à İstanbul où il collabore au journal "Tasvir-i Efkar". Il étudie le droit à l'*Université d'Istanbul* puis s'en va à Paris pour étudier la sociologie à la Sorbonne. Lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale, il retourne à İstanbul. Il dirige en 1914 le journal "Turan" et se marie la même année avec Sabiha. Il se rend en 1919 en compagnie de son épouse aux Etats-Unis pour étudier le journalisme à l'*Université de Columbia*. En 1924, il publie la revue "Resimli Ay" (La lune dessinée). Il est jugé pour ses écrits dans les "tribunaux de l'indépendance" et condamné à trois ans de prison. En 1932, il publie l'Encyclopédie de la vie (*Hayat Ansiklopedisi*) avec la collaboration de Faik Sabri Duran. En 1936, il collabore au quotidien "Tan", un journal de gauche critique à l'égard du *Parti républicain du peuple* (C.H.P.) et partisan d'un rapprochement avec l'Union soviétique. Le 3 décembre 1945, un éditorialiste de droite du même journal dénommé "Hüseyin Cahit Yalçın" appelle les foules conservatrices à la mobilisation contre les éditeurs de son propre journal. Le lendemain, une meute de vingt mille manifestants armés de haches et de massues encadrés par des étudiants de droite et manipulés par le pouvoir hurlant "A bas le communisme, à bas Sertel", saccage les librairies qui vendent le quotidien "Tan", les locaux des revues de gauche telles que "Görüşler" (Points de vue), "Yeni Dünya" (Monde nouveau) et "La Turquie nouvelle" et bloque l'impression d'un numéro de la revue "Ant" titrant "Go Home". Ces incidents ainsi que les innombrables condamnations contraignent Zekeriya Sertel et son épouse à quitter le pays et à gagner la France. La deuxième étape de leur exil fut Bakou dans l'Azerbaïdjan soviétique. Suite au décès de son épouse le 2 septembre 1968, il retourne vivre en France. Il lui faudra attendre près de 25 ans (jusqu'en 1969) avant de pouvoir revenir en Turquie... pour un seul jour ! En effet, dès le lendemain, Zekeriya Sertel est refoulé. De retour en Turquie en mars 1977 suite à un arrêt du Conseil d'Etat, il collabore aux journaux "Cumhuriyet" et "Vatan". Il meurt le 11 mars 1980 à Paris. Son exil aura duré trente-trois ans.
- 99 Sabiha Sertel (1895-1968), née à Salonique. Elle étudie d'abord à l'école féminine du Progrès (Terakki Inas Idaresi) puis à l'école française de la ville. En 1912, après la prise de Salonique par les Grecs, elle s'installe avec sa famille à İstanbul. En 1915, elle se marie avec le journaliste Zekeriya Sertel. Sa vie de journaliste commence en 1919, avec "Büyük Mecmua", un hebdomadaire qu'elle fait paraître avec son époux. Dès le premier numéro, elle se penche sur le problème des femmes. C'est ainsi que la postérité la consacrera comme une pionnière du "féminisme turc". La même année, elle se rend aux Etats-Unis avec son mari pour étudier la sociologie. C'est là qu'elle se spécialise sur la question de la femme. De retour en Turquie, elle publie avec son mari la revue "Resimli Ay" (la Lune dessinée) de 1924 à 1931. Dans cette revue à laquelle collabore entre autres Nâzim Hikmet, elle publie de nombreux articles critiques à l'égard du gouvernement et favorables à la lutte sociale. En 1927-1928, elle rédige avec son époux et F. Sabri Duran, une encyclopédie pour enfants (*Cocuk Ansiklopedisi*) de quatre tomes. En 1932, elle participe également à l'élaboration de "l'Encyclopédie de la vie" (*Hayat Ansiklopedisi*) éditée par la quotidien "Cumhuriyet". C'est en 1936 que le couple Sertel commence à publier la gazette "Tan". En 1945, les locaux du journal "Tan" sont incendiés lors de violentes manifestations anticommunistes. Cette vague de lynchage physique puis judiciaire affecte énormément le couple Sertel qui ne voit plus qu'une seule issue : l'exil. En 1950, les Sertel quittent la Turquie à destination de Paris, puis Budapest, Moscou et Bakou. C'est en tant que militante du *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.) que Sabiha Sertel poursuit ses activités journalistiques. Elle travaille dans le service d'émission turque de *Radio Budapest*. Entre-temps, elle demande aux autorités turques de pouvoir rentrer au pays, demande systématiquement refusée. Elle meurt le 2 septembre 1968 à Bakou. Elle est l'une des premières écrivaines et journalistes de Turquie. Outre son travail de journaliste, Sabiha Sertel se distingue par ses ouvrages d'investigations notamment *Tevfik Fikret-Mehmet Akif Kavgası (Le conflit entre Tevfik Fikret et Mehmet Akif)* paru en 1940, *Tevfik Fikret İdeolojisi ve Felsefesi (L'idéologie et la philosophie de Tevfik Fikret)* en 1946 et ses mémoires intitulées *Roman Gibi (Comme un roman)* et éditées en 1969, soit un an après sa mort.

- 100 Jak İhmalıyan (1922-1978), né le 30 juillet 1922 à Istanbul. Dès son enfance et à l'instar de son père, Jak manifeste un talent remarquable dans le dessin. En 1936, il reçoit des cours de dessin d'Abidine Dino. En 1936, il termine l'école secondaire catholique et entame des études au lycée français. Ensuite, il s'inscrit dans une école turc dont il sort un diplômé en mains. En 1939, il adhère au *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.). En 1942, il étudie le dessin dans l'atelier de Bedri Rahmi à l'Académie des Beaux Arts d'Istanbul. En 1944, il est arrêté alors qu'il est toujours étudiant. Il est arrêté une seconde fois en 1946 dans le procès du *Parti travailliste (Emekçi Partisi)* du docteur Sefik Hüsnü. En 1948, il sort de prison. Son activité artistique en devient plus luxuriante. Il dessine pour le magazine d'enfants "Bartez" (qui signifie "Jardin" en arménien) et collabore à la revue "Nor Or" (Jour Nouveau en arménien). En 1949, sans passeport, il s'installe à Beyrouth en passant par la Syrie. Il se marie avec Mari Abacigil, l'une de ses connaissances d'Istanbul. Il vit pendant sept ans au Liban où il donne des cours de dessin. Avec le peintre français Simon Baltax, il réalise un panneau pour l'aéroport de Beyrouth qui a pour thème "l'amitié entre les peuples". En 1956, il s'installe en Pologne. Il y travaille dans le comité de "Radio Varsovie" puis dans les studios de dessins animés. Il réalise des affiches et des illustrations dans la version polonaise d'un recueil de poèmes de Nâzım Hikmet. En 1959, il s'installe avec sa famille en Chine. Il travaille dans une radio à Pékin et étudie les peintures modernes et traditionnelles du pays. En 1961, il s'installe en Union soviétique où il travaille comme éditeur d'une radio. En 1963, il est chargé de cours à la section de turcologie de l'*Institut des langues orientales de l'Université de Moscou*. De 1968 à 1978, il organise plusieurs expositions. Le 1^{er} avril 1978, il meurt à Moscou. Son corps est incinéré à Erevan en Arménie soviétique.
- 101 Aram Pehlivanıyan (1917-1979), né le 1^{er} août 1917 à Üsküdar, un quartier d'Istanbul. Il est le benjamin d'une famille arménienne de sept enfants. Il étudie dans diverses écoles arméniennes de la ville: ses primaires à l'école Nersesyan-Yermonyan de Üsküdar en 1932 et ses secondaires à l'école Galata Getronagan à partir de 1938. C'est à ce moment qu'il commence à écrire des poèmes. En 1939, il publie deux numéros d'une revue littéraire arménienne intitulée "Asghadank" (Travail) avec son camarade de classe Sarkis Keçyan dit Zanku. En 1949, il achève des études de droit à l'*Université d'Istanbul*. C'est à l'université qu'il s'engage en politique. Son militantisme lui vaut d'être arrêté en 1941 et condamné à quinze mois de prison. Il est libéré en 1943. En 1945, il publie un hebdomadaire en arménien intitulé "Nor Or" (Le Jour Nouveau) avec Avedis Alikşanyan et Zanku. Lorsqu'en 1946, l'hebdomadaire devient un quotidien, il endosse la responsabilité de rédacteur en chef. Peu de temps après, le journal est interdit. Pehlivanıyan est arrêté, jugé et condamné à trois ans de prison. En 1949, il recouvre la liberté. Il se marie avec Mari Anahit Tarpinyan. Mais leur union est éphémère. Il publie, la même année, un recueil de poésie *Ka aki jighborin Meç (Dans le bruit de la ville)*. En 1950, il dirige une revue artistique et littéraire d'une page du nom de "Girung" (La grue) avec son ami S.K. Zanku. Appelé sous les drapeaux pour servir en tant que milicien à Erzurum, Pehlivanıyan quitte Istanbul en mai 1950 pour la Syrie. A Halep, il crée une fabrique de biscuits aux côtés de son frère Sarkis. En 1956, il quitte la Syrie pour la France et en 1958, s'installe à Leipzig en R.D.A. Il se remarie en 1962. Pehlivanıyan poursuit ses activités politiques, notamment en tant que rédacteur à "Bizim Radyo" (Notre Radio) et est élu membre du Politburo du T.K.P. Peu avant sa mort, il se retire de la politique. Vaincu par le cancer, il meurt le 13 décembre 1979 à l'hôpital de Berlin. Il est enterré à Leipzig.
- 102 Fahrettin Petek (1922-), né à Bergama dans l'ouest de la Turquie. Pendant qu'il entame un doctorat en chimie à l'*Université de Paris*, il organise une campagne de solidarité internationale autour de l'emprisonnement du poète Nâzım Hikmet. Son engagement politique lui vaudra une interdiction de retourner en Turquie pendant quarante ans, de 1949 à 1989. Durant le gouvernement conservateur et proaméricain de Menderes (1950-1961), Fahrettin Petek fut membre du *Parti socialiste des travailleurs et des paysans de Turquie* (T.S.E.K.P.), un parti éphémère créé à Istanbul le 19 juin 1946 et interdit le 19 décembre 1946. Il sera en outre l'un des fondateurs du mouvement des *Jeunes Turcs progressistes*. Il vit actuellement en France.
- 103 L. CANEK, *Tan Gazetesi ve Sabiha Sertel*, dans (dir. M. BELGE) Sol, *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce*, Vol. 8, Ed. İletişim, Istanbul, 2007, p.852-859.
- 104 Resat Fuat Baraner (1900-1968), né à Salonique. Il est le cousin germain de Mustafa Kemal Atatürk. Il étudie au lycée de Konya puis les sciences à la *Faculté d'Istanbul*. Il participe alors aux

actions étudiantes à caractère anti-impérialiste en ces années d'armistice. Il épouse le marxisme au contact du *Parti socialiste des ouvriers et des paysans de Turquie* de Sefik Hüsnü et de son journal "Kurtulus" (Libération). A la fin de l'année 1919, il se rend en Allemagne pour parfaire ses études de chimie. Il y côtoie les Spartakistes. De là, il se rend en Union soviétique. Il étudie la théorie marxiste et l'économie politique à l'Académie Lénine de Moscou. De retour en Turquie en 1930, il est arrêté et condamné à quatre ans de prison ferme pour "activité communiste". En 1933, il est amnistié à l'occasion du dixième anniversaire de la République après avoir connu les prisons d'Ankara et d'Istanbul. En février 1932, Resat Fuat Baraner est toujours en prison lorsqu'il est élu au comité central du *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.) lors du troisième congrès du Parti. Au début de la Deuxième Guerre mondiale, il est élu au poste de secrétaire du comité exécutif du Parti. En hiver 1942, il est enrôlé de force dans l'armée et quatre mois plus tard, il quitte sa troupe et reprend clandestinement ses fonctions au sein du Parti. En 1944, Resat Fuat est pris dans une rafle anticommuniste puis jugé avec soixante-quatre de ses camarades. Il est finalement condamné à neuf ans de prison ferme par le deuxième tribunal militaire du commandement de garnison d'Ankara. En 1950, il bénéficie de l'amnistie, mais l'année suivante, il est repris dans une nouvelle chasse aux sorcières. Peu avant sa mort en 1968, il collabore à la revue "Türk Solu" (La gauche turque).

105 Mihri Belli (1916-) est une légende vivante de la gauche turque. Il devint marxiste aux Etats-Unis en 1936 alors qu'il était parti étudier l'économie. Il commença à militer parmi les métayers noirs du Mississippi. De retour en Turquie en 1940, il entre en contact avec le *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.). En 1942, il est élu membre du comité central. En 1944, il est arrêté lors d'une opération visant l'*Union des étudiants progressistes* (I.G.D.), l'organisation de jeunesse du T.K.P. Il écope de deux ans de prison et d'exil. En 1946, il s'engage dans la guerre civile grecque aux côtés des partisans communistes. Il deviendra le "Capitaine Kemal" de la révolution grecque. Blessé au cours des combats, il est soigné en Bulgarie et en Union soviétique. En 1950, il est arrêté en Turquie en possession d'un faux passeport et d'un pistolet sans permis de port d'arme. En 1951, il est à nouveau arrêté, cette fois lors de la grande rafle qui vise les membres du T.K.P. Cette arrestation lui coûte une condamnation à sept ans de prison. A partir de 1960, ses articles paraissent dans les revues turques de gauche, ce qui lui vaut plusieurs mois de prison supplémentaires. En tant que théoricien de la *Révolution nationale démocratique*, il prône une alliance anti-impérialiste entre l'armée, les ouvriers, les paysans et la jeunesse. En 1968, il entre en contact avec les jeunes révolutionnaires de l'époque, Deniz Gezmiş et Mahir Cayan. Suite au coup d'Etat de 1971, il fuit le pays et se réfugie dans les camps de l'O.L.P. de Yasser Arafat. Il retourne brièvement en Turquie d'où il gagne l'Europe occidentale. En 1975, de retour au pays, il fonde le *Parti du travail de Turquie* (T.E.P.). En 1979, il est victime d'un attentat terroriste d'extrême droite. Mihri Belli est gravement blessé. Le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 le contraint à prendre les chemins de l'exil à la fin de l'année 1981. C'est à nouveau au Proche-Orient qu'il s'installe. De là, il se rend en Suède. Son exil suédois le rapproche alors du mouvement national kurde. De retour en Turquie en 1992, il collabore à la fondation du *Parti de la liberté et de la solidarité* (Ö.D.P.) en 1996 et du *Parti de la démocratie socialiste* (S.D.P.) en 2002. Lors des élections générales du 3 novembre 2002, il se présente comme candidat d'ouverture sur la liste du Parti pro-kurde H.A.D.E.P. Aujourd'hui âgé de plus de nonante ans, ce militant infatigable aura passé onze ans de sa vie en prison et dix-huit ans en exil forcé

106 Nâzım Hikmet (1902-1963), né à Salonique. Il écrit son premier poème à l'âge de onze ans, *Feryad-i Vatan*, une œuvre patriotique dans laquelle il exprime sa douleur face à la défaite ottomane dans les guerres balkaniques. La même année, il étudie brièvement au lycée français de Galatasaray à Istanbul, puis en 1917, s'inscrit à l'école navale de Heybeliada. Réformé pour des raisons de santé, il décide néanmoins de participer à la guerre d'indépendance. Arrivé en Anatolie, il devient enseignant dans la ville de Bolu. Sa rencontre avec les paysans anatoliens sera décisive dans son engagement politique. A l'époque, il est aussi profondément marqué par la révolution d'octobre. En 1921, il se rend à Moscou via Batoum. Durant son séjour moscovite, de 1922 à 1924, il étudie l'économie et la sociologie à l'*Université communiste des travailleurs d'Orient*. De retour en Anatolie, il s'engage au *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.) et collabore à la revue clandestine "Aydinlik" (Clarté), l'organe central du Parti. Commence alors une longue période de

répression en raison de ses convictions communistes qui le poursuivra même au-delà de sa mort. Sa collaboration à "Aydinlik" lui vaut une peine d'emprisonnement de cinq ans. Il s'en acquitte en s'exilant en Union soviétique puis revient en Turquie après une amnistie déclarée en 1928. En 1932, il est condamné à quatre ans de prison et amnistié l'année suivante. En 1938, il est condamné à vingt-huit ans et quatre mois de prison pour communisme et incitation à la rébellion des forces navales. En captivité, il écrit notamment *Paysages humains*, une fresque magistrale dédiée aux peuples en lutte, dont le peuple turc. En 1950, suite aux attermolements du parlement relatifs à l'amnistie générale, il entame une grève de la faim, appuyée par un comité de soutien formé à Paris par Jean-Paul Sartre, Pablo Picasso et Paul Robeson, qui mènera à sa libération. En 1951, Nâzım part en exil. On le retrouve à Moscou, à Pékin, à Cuba, à Prague où il est célébré aux côtés de Pablo Neruda. Le 15 août 1951, il est déchu de sa citoyenneté turque sur décision du Conseil des ministres. Il termina sa vie en exil comme citoyen polonais. En 1955, on lui décerne le prix international de la paix. En 1958, il retrouve ses amis Eluard et Aragon à Paris. Il meurt le 3 juin 1963 d'une crise cardiaque à Moscou.

- 107 Abidine Dino (1913-1993), né le 23 mars 1913 à Istanbul. Ce passionné de peinture, de caricatures, de sculpture, et de cinéma est un pionnier de l'art d'avant-garde en Turquie. Il s'installe d'abord à Leningrad, dès 1934, où il travaille avec Sergueï Eisenstein, Isaak Babel et Vsevolod Meyerhold ; puis, en 1938, à Paris, où il entre en contact avec Pablo Picasso, Tristan Tzara, Jean Cocteau, André Malraux et Gertrude Stein. Revenu en Turquie, il collabore à diverses revues littéraires, notamment "Yeni Edebiyat" (Nouvelle Littérature) et "Ses" (la voix), des revues socialistes qui subirent la censure. En 1941, il est placé en relégation dans la petite ville de Mecitözü à Corum, puis à Adana et Ankara. A Adana, il dirige la revue "Türk Sözü" (la parole turque) et écrit une pièce "Kel" (Le chauve) qui sera interdite. Les tableaux qu'il brosse à Adana décrivent les conditions de vie des cultivateurs du coton de la plaine de Cukurova. En 1952, il obtient le droit de s'expatrier, d'abord en Italie, puis, définitivement, en France, où il fréquente Aragon, Lurçat, Vercors et d'autres intellectuels de renom. Ses toiles sont notamment exposées dans les musées de Paris, Philadelphie, Seattle, San Diego, Istanbul. Il décède à Paris le 7 décembre 1993.
- 108 Güzine (Dikel) Dino (1910-) est la fille d'Asim Bey le directeur de la Banque ottomane. En 1942, elle devient l'assistante du professeur de philologie romane de l'*Université d'Istanbul*. Elle se marie avec Abidine Dino l'année suivante. A partir de 1954, elle rejoint son époux en France où il est exilé. Ecrivain et spécialiste de la littérature turque, elle traduit en français Yunus Emre, Mahmut Makal, Yasar Kemal et Nâzım Hikmet. De 1968 à 1977 elle est chargée d'enseignement à l'*Institut des langues et civilisations orientales, Université de Paris-III*. En 1991, elle a publié un livre de mémoires en turc *Gel Zaman Git Zaman* (Le temps s'en va et puis revient).
- 109 Bilal Sen (1920-), né à Ostrova, un village de la province de Razgrad en Bulgarie. Il obtient la nationalité turque par décret du Conseil des ministres en 1944. Mais il la perd en 1957. Membre du T.K.P., en 1951, il est pris dans une rafle anticommuniste lancée par le gouvernement Menderes. Vivant actuellement à Moscou, il lutte depuis plus de cinquante ans pour la récupération de sa nationalité turque.
- 110 Necil Togay, militant communiste turc issu du *Mouvement des Jeunes Turcs progressistes*. Après les rafles anticommunistes, il s'exile en Hongrie. Il y collabore à la radio du T.K.P. de diffusion en langue turque, "Bizim Radyo" et traduit de nombreux romans turcs vers le hongrois.
- 111 Gün Benderli (1926-), militante du T.K.P. En 1951, elle subit de plein fouet la chasse aux sorcières du gouvernement Menderes. A Budapest, elle fréquente le couple Sertel et le poète Nâzım Hikmet et collabore à "Bizim Radyo". Elle a participé à la rédaction d'un dictionnaire hongrois-turc.
- 112 Vartan İhmalyan (1913-1987), né le 22 mars 1913 à Konya. Romancier et conteur arménien écrivant en langue turque. Après le lycée, il est enrôlé dans l'armée en raison de la Seconde Guerre mondiale. Son service militaire (1937-1939) consiste à casser des pierres dans les carrières de Civril à Denizli. En 1944, il termine des études de génie en construction au Collège Robert d'Istanbul puis entame des études d'architecture à l'académie des beaux-arts. C'est l'époque où il découvre le *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.). Il est arrêté à Sirkeci et interrogé au *Sansaryan Han* (future prison de Harbiye). En 1946, il est à nouveau jugé et incarcéré au *Sansaryan Han*. Après trois mois de captivité, il est libéré. Il décide alors de quitter la Turquie. Il se rend à Paris avec son épouse dans

- la perspective de se rendre en Arménie soviétique. Les obstacles administratifs le contraignent de rester à Paris. En 1956, il est envoyé à Budapest pour travailler au programme turc de la radio de Budapest créée par le T.K.P. Suite aux troubles politiques qui secouent la Hongrie, il s'installe en Tchécoslovaquie. Il y rencontre Nâzim Hikmet avec qui il se lie d'amitié. Par son intermédiaire, İhmalyan est embauché à Varsovie. Après la fermeture de la section turque de Radio Varsovie, il est envoyé en Chine. En 1961, suite au conflit sino-soviétique, il quitte Pékin pour Moscou où il travaille au service turc de Radio Moscou. Il meurt en 1987 à Moscou.
- 113 Ismail Bilen (1902-1983), né à Rize sur le littoral pontique. Il migra avec sa famille vers Istanbul où il travaille comme machiniste dans les chantiers navals. Il participa à de nombreuses actions durant la guerre de libération entre 1918 et 1922. 1922 est l'année où Ismail Bilen adhère au *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.) clandestin. Il est ensuite envoyé en U.R.S.S. pour recevoir une formation du Parti. Pendant trois ans, il étudie à l'*Université des peuples travailleurs d'Orient*. A son retour en Turquie, en 1925, il milite au sein de la classe ouvrière de la ville méridionale d'Adana. En 1927, il dirige la grève des ouvriers des chemins de fer de la ville. En 1929, il est arrêté dans une rafle qui vise le T.K.P. à Izmir, jugé, condamné puis incarcéré. En 1933, l'année du dixième anniversaire de la proclamation de la République, il est amnistié. Il se rend alors à Moscou. Après ce départ vers l'étranger, il ne reviendra plus jamais en Turquie. Bilen assume plusieurs fonctions au *Komintern*. Il deviendra l'un des piliers des relations entre le *Parti communiste de Turquie* et l'Union soviétique, et ce, jusqu'à sa mort. Durant les années soixante, il démissionne de la centrale du T.K.P. vers la R.D.A. avec l'aide de son camarade Zeki Bastimar. Suite à la mort de Bastimar en 1973, il devient secrétaire général du T.K.P. Ismail Bilen entreprend le plus grand remaniement que le Parti n'ait connu, processus qui le renforce comme jamais. Il assume la fonction de secrétaire général jusqu'au 5^{ème} congrès du Parti en 1983. Il est alors nommé au poste symbolique de Président du Parti. Le 18 novembre 1983 soit quelques jours après le congrès, il meurt à Berlin.
- 114 R. KEVORKIAN, *Le génocide des Arméniens*, Ed. Odile Jacob, Paris, 2006.
- 115 Se basant sur l'ouvrage de Hans-Lukas KIESER, *Vorkämpfer der 'Neuen Türkei'. Revolutionäre Bildungseliten am Genfersee (1870-1939)*, Elise MASSICARD souligne qu'à la fin du XIX^{ème} siècle, la Suisse constituait une base de repli des exilés *Jeunes Turcs* dont les plus politisés joueront un rôle prépondérant dans la négociation du traité de Lausanne voire dans le nouveau régime kémaliste : *Les Foyers turcs de Genève et de Lausanne constituent donc des "écoles de cadre" de la jeune République* (cf. E. MASSICARD, *European Journal of Turkish Studies*, 2006).
- 116 Ce roman qui est un best-seller en Turquie s'intitule en français, *D'un jardin d'Anatolie* (Les éditeurs français réunis, Paris, 1965).
- 117 Un seul naufragé dénommé David Stoliar survivra.
- 118 R. AKAR, *Askale Yolcuları, Varlık Vergisi ve Calisma Kampları*, Ed. Mep Kitap, Istanbul, 2006, p.68.
- 119 R. AKAR, *id.*, p.67.
- 120 R. AKAR, *id.*, p.69.
- 121 C. DÜNDAR, *Milliyet*, 10 septembre 2005, d'après un entretien accordé par le général Yirmibesoglu et publié dans le livre du journaliste Fatih GÜLLAPOGLU, *Tanksız Topsuz Harekat*, Tekin Yayinlari, Istanbul 1991.
- 122 D. HIZLAN, *Hürriyet*, 10 septembre 2005.
- 123 Des militants du Comité révolutionnaire arménien participent à l'insurrection aux côtés des Kurdes. Cette alliance kurdo-arménienne est le fruit d'un accord passé au Liban ; cf. P. BOULANGER, *op. cit.*, p.44.
- 124 Les accords bilatéraux qui lient la Turquie à l'Autriche d'une part et aux Pays-Bas d'autre part sont signés la même année. Les accords bilatéraux avec la France et la Suède sont signés respectivement en 1965 et en 1967.
- 125 Cet institut s'appelle en allemand *Institut für Weltwirtschaft* (I.F.W.). Les travaux furent dirigés par le professeur Bade qui se réfugia en Turquie pendant la Deuxième Guerre mondiale.
- 126 N. ABADAN, *Bati Almanya Türk İşçileri ve Sorunlari, Devlet Planlama Teskilati (D.P.T)*, Ankara, 1964, p.35 cité dans la revue "Genel-Is Emek Arastirma Dergisi", 2005/2, p.74.

- 127 N. ABADAN, *Bitmeyen göç*, Ed. Istanbul Bilgi Üniversitesi, Istanbul, 2002, p.40-41, cité dans la revue "Genel-Is Emek Arastirma Dergisi", 2005/2, p.74.
- 128 En allemand : Bundesanstalt für Arbeitsvermittlung und Arbeitslosenversicherung.
- 129 M. KHOOJINIAN, *La migration turque : l'adaptation sociale et culturelle des migrants turcs en Belgique* (1960-1990) paru dans le site web du *Centre d'Etudes et de Documentation "Guerre et Sociétés contemporaines"* (C.E.G.E.S.) : http://www.cegesoma.be/index.php?option=com_content&task=view&id=46&Itemid=22 ; M. KHOOJINIAN, *Fixer la main d'œuvre turque en Belgique. La tâche d'un mensuel officiel (1964-1970)*, dans "Revue belge d'histoire contemporaine", XXXVII, V. 3-4, 2007, p.517-556.
- 130 Zeki Bastimar (alias Yakup Demir) (1905-1973), né dans le village de Bastimar à Sürmene sur le littoral de la mer Noire. Durant ses études à l'école des instituteurs de Trabzon, il gagne la Russie. Il étudie à l'*Université de Moscou*. De retour au pays, il travaille comme traducteur à la bibliothèque du conseil de la présidence. Il traduit *Guerre et Paix* et *Les Moujiks* de Léon Tolstoï, *Les Moujiks* de Anton Tchekhov et *Voyage à Erzurum* d'Alexandre Pouchkine. Il dirige la maison d'édition "Yedi Gün" à Istanbul. En 1946, il se rend en Union soviétique où il participe à la création de "Bizim Radyo", une station radio en langue turque. En 1951, il est pris lors d'une rafle visant le *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.). Sa condamnation est lourde : dix ans de prison ferme suivis de huit ans et quatre mois de mise sous surveillance à Amasya. Lors de son arrestation, Bastimar était membre du comité exécutif du T.K.P. Finalement, Bastimar quitte la prison en 1960 et dans la foulée, quitte le pays. En avril 1962, en tant que secrétaire général, il préside la Conférence du Parti à Leipzig qui élit un nouveau comité central. En 1958, il crée une station de radio "Bizim Radyo" (Notre radio) en R.D.A. Il meurt en 1973 en R.D.A. Certaines sources prétendent qu'il aurait été tué par le pouvoir soviétique, mais cette information n'a jamais pu être vérifiée.
- 131 Condamné à la perpétuité en 1962, le député du D.P. de Bolu, Resit Aksemsettinoglu est condamné à la prison à perpétuité. Le 14 juillet 1966, il est gracié. Il meurt le 5 juin 1985 à Istanbul.

Le coup d'Etat militaire de 1971

A l'inverse des protagonistes du putsch de 1960, les militaires qui renversent le pouvoir le 12 mars 1971 sont notoirement fascistes. Cependant, ils ne dissolvent pas le Parlement comme ce sera le cas dix ans plus tard. Pour se donner une apparente légitimité, ils chargent un député de l'aile droite du *Parti républicain du peuple* (C.H.P.), Nihat Erim, de constituer un gouvernement "mixte et neutre". Mais ce gouvernement n'est ni l'un ni l'autre puisque le coup d'Etat qui l'a engendré a été minutieusement préparé à "l'Institut d'examen de la mobilisation", une antenne paramilitaire créée en 1952 par la C.I.A. et rebaptisée en 1965 sous le nom de *Département de guerre spéciale* (*Özel Harp Dairesi*). Le 23 avril 1971, jour de la fête des enfants (!), Nihat Erim annonce la couleur à l'attention des militants de gauche : *"les mesures en passe d'être prises vont leur tomber sur la tête comme une massue"*.

Quatre jours plus tard, l'armée lance, en effet, une chasse à l'homme gigantesque baptisée "opération massue", décrète l'état d'urgence dans onze provinces et met sur pied un vaste réseau de délateurs contre les forces de gauche. Les militants des deux mouvements de guérilla marxistes T.H.K.O. et T.H.K.P.-C. sont inlassablement traqués dans chaque ville, chaque village, chaque maison, chaque entrepôt, chaque véhicule. Leur tête est mise à prix. Les militaires promettent une récompense de six mille dollars pour chaque "suspect" et cela, dans un pays où le revenu national annuel par tête d'habitant n'était que de 321 dollars.¹

Entre-temps, le palais ottoman "Ziverbey" à Istanbul est converti par la C.I.A. en centre de torture. De nombreux intellectuels y compris des officiers militaires progressistes qui ont participé au coup d'Etat du 27 mai 1960 y sont torturés.² Le 1^{er} mai 1971, le Premier ministre Erim déclare aux journalistes étrangers : *"Le nombre de personnes créant l'anarchie ne dépasse pas deux cents. Afin de les maîtriser, la loi martiale a été proclamée pour deux mois seulement."*

En réalité, la loi martiale durera non pas deux mais vingt-huit mois et le nombre de personnes détenues sous prétexte de créer l'anarchie ne s'élevait pas à deux cents mais à quinze mille !³

Bilan du coup d'Etat de 1971 et de l'opération massue ⁴

- Plus de dix mille personnes dont 3.600 enseignants, 118 journalistes, traducteurs, éditeurs, écrivains, artistes, 67 universitaires ont été mis en garde à vue, arrêtés ou jugés et condamnés.
- La plupart des personnes arrêtées ont été torturées.
- 28 personnes ont été tuées dans la rue par les forces de l'ordre, dans des circonstances douteuses.
- Trois leaders étudiants ont été pendus. D'autres condamnations à mort ont été prononcées et 151 requises par les procureurs militaires.
- Trois partis politiques ont été dissous. Les dirigeants du *Parti ouvrier de Turquie* (T.I.P.) ont été condamnés à de lourdes peines de prison allant jusqu'à quinze ans de réclusion.
- La répression visant les minorités ethniques et le peuple kurde en particulier, s'est généralisée sur tout le pays, tant en milieu rural qu'urbain.
- Dans trois procès de masse, 111 personnes ont été condamnées à des peines allant jusqu'à seize ans de prison pour "séparatisme".
- Le *Syndicat des enseignants de Turquie* (T.Ö.S.), qui compte plus de cent mille membres a été dissous, ses dirigeants condamnés à des peines allant jusqu'à huit ans de prison, des milliers de ses membres ont été poursuivis. Tous les syndicats des secteurs publics ont été dissous.
- Les droits de grève et d'affiliation à un syndicat ont été systématiquement bafoués suite à l'adoption d'amendements restrictifs en la matière.
- Toutes les associations étudiantes ont été dissoutes.
- 37 périodiques ont été interdits ou suspendus.
- Plus de deux cents titres de livres ont été interdits et un demi-million d'exemplaires détruits.

Les exilés de 1971

“Le coup d’Etat militaire du 12 mars 1971, indique Yildiz Sertel, la fille du célèbre journaliste exilé Zekeriya Sertel, mit fin à toutes les activités ouvrières et installa au pouvoir un régime de répression. Pendant ce régime de terreur, entre 1971 et 1973, des milliers d’étudiants, d’intellectuels et d’ouvriers furent emprisonnés et torturés. S’ajoutent donc, à partir de 1971, à la population turque en migration, les jeunes ouvriers et intellectuels qui quittent ou fuient le pays pour échapper à la répression.”⁵

Cependant, le nombre des exilés partis en Europe est relativement faible. Il y a les deux figures majeures du mouvement communiste : Hikmet Kivilcimli⁶ et Mihri Belli.⁷ On retrouve également les ex-dirigeants du *Parti ouvrier de Turquie* (T.I.P.) Mehmet Ali Aslan⁸ et celui qui deviendra le Président du *Parti socialiste du Kurdistan* (P.S.K.), Kemal Burkay⁹, les journalistes Dogan Özgüden¹⁰ et Inci Tugsavul¹¹, dirigeants de la revue socialiste “Ant”, du collectif dénommé “Résistance Démocratique de Turquie” et, à partir de 1974, de l’agence “Info-Türk” en Belgique. Parmi les exilés politiques du putsch de 1971 installés en Belgique, il est un militant de gauche dénommé Abdullah Dogan¹² qui partagea le sort des enseignants licenciés pour des raisons politiques. Notons également l’exil, en Suède, des écrivains kurdes Ahmet Aras, Mehmet Emin Bozarslan¹³ et Mahmut Baksi¹⁴, du chercheur Fuat Fegan¹⁵ et du musicien Zülfü Livaneli¹⁶, l’exil en Allemagne du musicien Rahmi Saltuk¹⁷, l’exil en Suisse, du professeur Bülent Tanör¹⁸, l’exil en France de l’éditeur Kamuran Bekir Harputlu¹⁹, l’exil aux Pays-Bas des assistants universitaires Ahmet Kardam²⁰ et Melek Ulagay²¹, l’exil en Angleterre du leader étudiant Nihat Akseymen.²² Gülten Savaşçı²³, veuve du révolutionnaire Mahir Cayan assassiné à Kizildere, est envoyée en France par son organisation, le T.H.K.P.-C., afin qu’elle y assume la mission de représentante internationale.

Par ailleurs, le Proche-Orient et les camps palestiniens du Liban qui avaient accueilli les premiers guérilleros marxistes de l’*Organisation des Jeunes Révolutionnaires* (*Dev Genç*) à la fin des années soixante, voient arriver plusieurs dizaines de nouveaux candidats à la lutte armée. Parmi eux, plusieurs militants maoïstes du *Parti des ouvriers et des paysans révolutionnaires de Turquie* (T.I.I.K.P.). Huit d’entre eux trouveront la mort en 1973 dans une attaque israélienne visant le camp palestinien de Nahr Al-Bared au nord de Tripoli. Un neuvième militant, Faik Bulut²⁴ est blessé par cinq balles et capturé par l’armée israélienne. Dans les camps palestiniens, on retrouve également Teslim Töre²⁵, futur dirigeant du *Parti du travail communiste de Turquie* (T.K.E.P.),

le journaliste ex-*Dev-Genç*, Cengiz Candar ²⁶, l'assistant Yücel Sayman ²⁷ ainsi que de nombreux militants inconnus.

Nombreux par ailleurs sont les exilés qui retournent au pays à partir de la fin de l'année 1973 suite à l'élection du social-démocrate Bülent Ecevit.

1971-1980 : un entre-deux-putschs sanglant

Entre le coup d'Etat de 1971 et celui de 1980, onze gouvernements se succèdent, alternant les gouvernements de droite et de "gauche", faisant et défaisant les coalitions au gré des intérêts de la grande bourgeoisie. Face à la montée de la lutte sociale, celle-ci appuiera deux gouvernements de *Front Nationaliste* qui encourageront la terreur fasciste pour "libérer la rue tombée aux mains des communistes".

Mais au lendemain du putsch de 1971, la bourgeoisie choisit de soutenir la "social-démocratie" pour contenir le mécontentement populaire. C'est Bülent Ecevit, le leader du C.H.P., qui devient le nouveau sauveur des milieux financiers. Ce dernier prône le solidarisme et la collaboration de classe par la création de coopératives ouvrières et paysannes gérées par les patrons pour "permettre aux travailleurs de créer leurs propres holdings". Il enrobe son discours nationaliste et chauvin d'une couche "anti-impérialiste et révolutionnaire" pour faire illusion auprès du peuple de gauche. Il promet une amnistie et la dissolution des tribunaux militaires, les fameuses "cours de sûreté de l'Etat" (D.G.M.) à une époque où la bourgeoisie n'en a plus besoin. Son discours fait mouche et en toute logique, le C.H.P. remporte les élections du 14 octobre 1973 avec plus de 30 % du scrutin. Mais ce résultat demeure insuffisant pour mener un gouvernement en cavalier seul. Il lui faut s'unir au Parti islamiste qui représente les intérêts des éléments pré-capitalistes, des petits commerçants et de la bourgeoisie moyenne : le *Parti du salut national* (M.S.P.). Cette coalition C.H.P.-M.S.P. ne durera que neuf mois de janvier à septembre 1974.

La crise internationale du pétrole provoque une flambée des prix de toutes les matières premières. Cette crise génère une migration forcée vers des capitales européennes elles-mêmes touchées de plein fouet par la récession. Tant et si bien que les gouvernements européens décrètent l'arrêt total de l'immigration de main d'œuvre.

Le trou de la dette extérieure turque passe de 769 millions de dollars à deux milliards trois cents millions de dollars. Les salaires baissent de manière vertigineuse. Malgré le prestige qu'il acquiert à la suite de l'invasion de Chypre, Ecevit est contraint à la démission. Le chaos politique s'installe et la lutte ouvrière se radicalise. Après le gouvernement transitoire de Sadi Irmak qui dure de novembre 1974 à mars 1975, les élites financières font appel à une alliance ultraconservatrice appelée *Front nationaliste (Milliyetçi Cephe)*. Celle-ci est présidée par Süleyman Demirel (A.P.) et est composée du *Parti de la justice (A.P.)*, du *Parti d'action nationaliste (M.H.P.)*, du *Parti du Salut national (M.S.P.)* et du *Parti républicain de la confiance (C.G.P.)*.

Plus antisocial que les autres gouvernements, le *Front Nationaliste* ne fait qu'approfondir la crise. En 1975, la dette extérieure progresse et monte à 11,5 milliards de dollars et l'inflation de 10 % à 25 %. La production chute de 40 %. Les statistiques parlent de plus deux millions de chômeurs pour une population de trente-cinq millions d'habitants. Dans ce contexte de crise économique, politique et sociale, la grande bourgeoisie turque et les propriétaires fonciers soutiennent le *Parti d'Action Nationaliste (M.H.P.)*, le *Parti des Loups Gris*, et l'encouragent à créer des milices anticommunistes. En avril 1974, les "Foyers de l'Idéal"²⁸ (*Ülkü ocakları*) ouvrent leurs portes.

Pour combattre la *Confédération syndicale de gauche (D.I.S.K.)*, les *Loups Gris* créent la *M.I.S.K.*, la *Confédération des syndicats ouvriers nationalistes*. Le *M.H.P.* infiltre le système éducatif à travers le *Syndicat des enseignants idéalistes (Ülkü-Bir)* et l'appareil policier à travers un syndicat fasciste appelé *Union des policiers idéalistes (Pol-Bir)*.²⁹ La *C.I.A.* entraîne des commandos du *M.H.P.*, surnommés les *Loups Gris* dans des camps de formation secrets. Durant le deuxième gouvernement de *Front nationaliste (M.H.P.-M.S.P.-A.P.)* qui règnera du 21 juillet 1977 au 5 janvier 1978, les *Loups Gris* continuent leur ascension dans les postes les plus élevés de l'Etat.

Désormais, les exécutions, les pogroms et les massacres anti-communistes, anti-alévis et anti-kurdes deviennent monnaie courante. On compte près de cinq mille victimes de la terreur fasciste entre 1974 et 1980 que ce soit sous les gouvernements de droite ou de "gauche". Parfois même, de simples électeurs du *C.H.P.* accusés abusivement de "communisme" sont pris pour cible par les fascistes.³⁰

A la veille du coup d'Etat fasciste de 1980, le pays est par ailleurs livré au *F.M.I.* L'inflation atteint 100 %, la capacité de production industrielle baisse de 30 à 40 %, la dette extérieure frôle les quinze milliards de dollars, les investissements sont gelés, la pénurie s'installe partout, 35.000 ouvriers sont en grève illimitée,

huit cent mille travailleurs sont à la table des conventions collectives, le chômage atteint plus de 15 % de la population active, le marché noir triomphe, le nombre de lois liberticides et les compétences de la police s'accroissent, la gauche radicale remporte des succès politiques retentissants et la population organisée est sur le point de lancer une insurrection générale...

Le coup d'Etat militaire de 1980

Le 12 septembre 1980 à 4h00. du matin, le pays sombre dans une ère apocalyptique : les chars défilent dans la rue, l'armée organise des rafles dans chaque quartier, les prisons sont pleines à craquer, tous les bâtiments de l'Etat (écoles, stades et salles de sport) sont transformés en camps de concentration, les salles de torture tournent à plein gaz.

Des centaines de personnes sont abattues en pleine rue. On ferme les syndicats. On interdit les grèves. On persécute les journalistes et on brûle les livres.

Le parlement est dissout. La Constitution de 1961 est abolie, remplacée en novembre 1982 par une Constitution fasciste et liberticide.

Les partis politiques sont suspendus. Leurs dirigeants sont assignés à résidence : le Premier ministre Süleyman Demirel et le Président du *Parti républicain du peuple* Bülent Ecevit sont emmenés à Hamzaköy dans les Dardanelles tandis que le chef de file des islamistes Erbakan et le Président du M.H.P. Alparslan Türkeş sont relégués sur l'île égéenne d'Uzunada.

Ce coup d'Etat a évidemment son "Pinochet". Il s'appelle Kenan Evren. Il est assisté par quatre généraux : Nurettin Ersin, commandant des forces terrestres, Tahsin Sahinkara, commandant des forces aériennes, Nejat Tümer, commandant des forces navales et Sedat Celasun, commandant de la gendarmerie.

Une neutralité à peine voilée

Pour se donner une apparence de neutralité idéologique, la junte ferme les bureaux du M.H.P. et arrête provisoirement les cadres et militants fascistes... pour ensuite les placer aux postes de l'Etat les plus élevés ou pour les utiliser dans des meurtres politiques en Turquie et en Europe.³¹

Malgré tout, les *Loups Gris* qui avaient tant donné dans la lutte contre le communisme se sentent trahis par la junte. En réalité, durant les années septante, le grand patronat turc³², les forces armées turques³³ et les services secrets américains³⁴ les ont abondamment manipulés pour justifier l'intervention militaire du 12 septembre 1980.

Au cours du procès M.H.P., le führer turc Alparslan Türkeş, indigné par la tournure des événements, ira jusqu'à hurler: "*Nous sommes en prison, mais nos idées sont au pouvoir!*"³⁵ On ne peut mieux dire!

Si certains fascistes sont poursuivis et condamnés par la junte militaire, les forces de gauche elles, sont totalement anéanties. Gauche réformiste ou révolutionnaire, nul n'échappe à la terreur d'Etat, aux tortures, aux poursuites, aux condamnations et parfois aux exécutions. Dans un rapport publié en 1983 par le bureau du Premier ministre, sur 60.481 détenus incarcérés dans les prisons militaires, 32.956 d'entre eux sont de gauche (54 %) et 3.921 de tendance pro-kurde (7 %), contre 8.198 détenus de droite (14 %) et 15.406 non identifiés (25 %).³⁶

Sur commande du Pentagone et de l'O.T.A.N.

Les généraux turcs simulent très mal leur neutralité puisque le Département d'Etat à Washington annonce le coup d'Etat avant eux.³⁷ De plus, dès le 12 septembre, le général Evren affirme son allégeance à l'O.T.A.N., mais il s'agit là d'un sermon des plus insignifiants puisque les manœuvres militaires des forces de l'O.T.A.N. stationnées en Turquie ont commencé la veille³⁸ et devront se poursuivre jusqu'au 6 octobre.³⁹ Ces manœuvres menées sous le nom de "Anvil Express" dans la région de Thrace près de la frontière bulgare sont destinées à "*tester la riposte de l'O.T.A.N. à une attaque éventuelle de la Turquie occidentale par les forces du Pacte de Varsovie en Bulgarie.*"⁴⁰ Le coup d'Etat semble plaire et rassurer l'Alliance atlantique, ce que confirme la presse belge et internationale le lendemain: "*Le message et le moment ont été bien reçus par les alliés qui devenaient de plus en plus inquiets de la situation politique chaotique dans cette région particulièrement exposée et vitale du flanc sud-est de l'O.T.A.N.*" confie le journal *Time*.⁴¹ "*En privé, on ne cache pas un certain soulagement à l'O.T.A.N., car on estime que le pays allait à la catastrophe*" révèle *Le Soir*.⁴² Le *International Herald Tribune* affirme, un brin plus élogieux: "*Les coups d'Etat militaires contribuent rarement à la stabilité internationale, mais la Turquie se révélera peut-être l'exception.*"⁴³

Même optimisme dans les chancelleries européennes. La C.E.E. se dit "compréhensive" mais espère que les militaires tiendront leur "promesse de ne pas s'accrocher au pouvoir."⁴⁴

En revanche, la Belgique ne l'entend pas de la même manière. Après que son Premier ministre Wilfried Martens ait déclaré que "*tout coup d'Etat est un recul de la démocratie*", elle décide de retirer les 583 paras du 1^{er} bataillon de Diest qui participaient aux manœuvres "Anvil Express". Avec l'abstention belge, neuf des quinze nations membres de l'O.T.A.N. ne participent pas aux manœuvres en Thrace.⁴⁵

Synthèse turco-islamique

La doctrine de l'Etat est recentrée autour de la turcité et du sunnisme de rite hanéfite.⁴⁶ La junte militaire qui se targue d'être laïque, prône en effet la *Synthèse turco-islamique* (*Türk İslam Sentezi*), une idéologie élaborée par les "intellectuels" de droite au début des années septante pour contrer le socialisme. Celle-ci affirme que la culture nationale repose autant sur l'islam que sur l'identité turque qui forment un tout harmonieux. La synthèse turco-islamique est officieusement imposée par la Constitution fasciste de 1982 qui rend obligatoire le cours de "religion et de morale" islamique conforme au rite hanéfite, tant à l'école primaire que secondaire. Le ministère des Affaires religieuses (*Diyanet*) voit ses moyens renforcés. Les mosquées se construisent à une cadence effrénée et les imams sont envoyés jusque dans les villages alévis.⁴⁷ Les communautés non chrétiennes sont converties de force à l'islam.⁴⁸ L'appropriation par la junte d'une idéologie raciste et conservatrice augmente le sentiment de marginalisation parmi les minorités nationales et religieuses qui fuient en masse le pays.

La junte contre la jeunesse et la science

La junte se méfie de la jeunesse qui a été le fer de lance de la lutte des années septante aux côtés des travailleurs. Pour la rendre inoffensive, la junte lance un vaste programme éducatif fasciste et réactionnaire visant à terme, la dépolitisation de la jeunesse. Le 6 novembre 1981, elle crée grâce à la loi 2547 le *Haut Conseil de l'Éducation* (*Yüksek Öğretim Kurulu -Y.Ö.K.*), un organe de contrôle des universités directement rattaché au Président de la République, c'est-à-dire au général Evren. Suite à cette mise sous tutelle, 259 professeurs sont écartés de leur poste et 535 d'entre eux démissionnent ou demandent une retraite anticipée en guise de protestation contre la violation de l'autonomie des universités.⁴⁹

Bilan du coup d'Etat fasciste du 12 septembre 1980 ⁵⁰

- 650.000 arrestations.
- 7.000 condamnations à mort.
- 50 exécutions par pendaison.
- 517 condamnations à perpétuité.
- 1.683.000 personnes fichées par la police.
- 259 peines capitales soumises au parlement.
- 23.667 associations interdites d'activité;
- 937 films censurés et détruits pour "subversion".
- 230.000 personnes poursuivies dans 210.000 procès différents.
- 98.404 personnes poursuivies par des tribunaux militaires pour appartenance à organisations illégales.
- 21.764 personnes condamnées pour un total de plusieurs millions d'années de prison.
- 14.000 personnes déchues de leur citoyenneté. 380.000 personnes se voient refuser leur demande d'obtention d'un passeport.
- 30.000 personnes licenciées pour raisons politiques.
- 117 personnes attestées mortes suite à des tortures. Plusieurs centaines de victimes de la torture ne sont enregistrées nulle part. Plusieurs milliers de personnes mutilées par les tortures.
- 14 prisonniers décédés par grèves de la faim pour dénoncer leurs conditions carcérales inhumaines.
- 10 détenus au moins s'immolent par le feu pour protester contre leurs conditions carcérales.
- 303 procès intentés contre 13 grands journaux.
- 3 journalistes tués.
- 4000 ans de prison requis pour les journalistes.
- Condamnation effective de 3.315 ans et 6 mois d'emprisonnement pour des journalistes.
- Interdiction de publication de journaux pour 300 jours.
- 49 tonnes de journaux, magazines et livres brûlées pour "subversion".

Des suites du coup d'Etat, la société turque subit un véritable traumatisme. Nul n'échappe à la terreur militaire. Cibles de choix de la junte : la gauche, toute la gauche, radicale ou réformiste, marxiste ou kémaliste, armée ou non. Les chiffres officiels avancent près de quatorze mille exilés des suites du putsch du général Evren. Parmi ces exilés, on compte de nombreuses femmes et hommes politiques de haut rang : Nihat Sargin ⁵¹ et Behice Boran ⁵² du *Parti ouvrier* (T.I.P.), Nabi Yagci ⁵³ du *Parti communiste* (T.K.P.), Ahmet Kaçmaz ⁵⁴, Yalçın Yusufoglu ⁵⁵ et Oya Baydar ⁵⁶ du *Parti ouvrier socialiste* (T.S.I.P.). Des syndicalistes comme Gültekin Gazioglu ⁵⁷, Süleyman Üstün ⁵⁸ ou encore Fevzi Karadeniz ⁵⁹ n'y échappent pas.

L'intelligentsia de gauche est également frappée de plein fouet, à commencer par le cinéaste mondialement connu Yılmaz Güney ⁶⁰ qui mourra d'un cancer durant son exil parisien, le poète Nihat Behram ⁶¹, les musiciens Cem Karaca ⁶², Sah Turna ⁶³, Sanar Yurdatan ⁶⁴, Melike Demirag ⁶⁵, Fuat Saka ⁶⁶, les journalistes Aydin Engin ⁶⁷ et Dursun Akçam ⁶⁸ ainsi que le corps enseignant, principalement les instituteurs affiliés à l'*Association des enseignants de Turquie* (TÖB-DER) tels Enver Karagöz ⁶⁹ et Ibrahim Sevimli ⁷⁰. Sans parler du mouvement national kurde représenté entre autres par Haydar Isik ⁷¹, Ibrahim Güçlü ⁷², Hasan Basri Aydin ⁷³, Serafettin Kaya ⁷⁴, Tarik Ziya Ekinci ⁷⁵ et Sertaç Bucak ⁷⁶... L'épuration culturelle et idéologique de la société turque a des conséquences dramatiques : il faudra près d'une décennie pour que l'opposition de gauche se reconstitue et se remobilise.

La déchéance de la citoyenneté

Les militaires, dans le chef du secrétariat de Coordination de l'Etat de siège, poussent le vice jusqu'au harcèlement de leurs opposants à l'étranger en les sommant via des annonces télévisées et radiophoniques de se rendre aux autorités sous peine de se voir radier la nationalité turque.⁷⁷ Le 3 février 1981, les militaires adoptent une mesure qui leur permet d'ôter la nationalité aux exilés qui n'obéissent pas à leurs appels à la reddition.⁷⁸

Le 16 février, la Présidente du *Parti ouvrier de Turquie* (T.I.P.) Behice Boran, vivant à l'étranger, et condamnée à huit ans et neuf mois de prison pour propagande communiste, est déchue de sa nationalité ⁷⁹, de même que la féministe Bakiye Beria Önger ⁸⁰ et le Président de l'*Association des enseignants de Turquie* (T.Ö.B.-D.E.R.) Gültekin Gazioglu ⁸¹, l'avocat Demir Özlü ⁸², le poète Nihat Behram...

Le 27 février, la nouvelle loi sur le passeport entre en vigueur. Les citoyens turcs qui mènent des activités contre le régime sont désormais privés de leur passeport.⁸³ A l'étranger, les postes consulaires cessent de prolonger les passeports des ressortissants turcs qui dénoncent le régime.

La junte incite même les travailleurs émigrés qui passent leurs vacances en Turquie à se présenter aux "bureaux de délation" installés aux postes-frontière pour y dénoncer les trublions qui agissent contre les intérêts de l'Etat à l'étranger.⁸⁴

Si aujourd'hui, la plupart des intellectuels exilés ont pu retourner au pays soit parce que les lois turques sur la liberté d'expression se sont assouplies, soit parce qu'ils ont fini par "craquer" en affichant leurs allégeances à leurs oppresseurs, le couple Dogan Özgüden-Inci Tugsavul qui a perdu sa citoyenneté turque de 1983 à 1993, reste une exception par son opiniâtreté à poursuivre la lutte contre le régime militaire, non sans que cela ne leur coûte de nouveaux harcèlements : en 2002, un tribunal turc a envoyé un mandat aux postes-frontière pour une arrestation immédiate de M. Özgüden en cas de retour en Turquie et ce, pour avoir critiqué les généraux putschistes dans un article paru dans la revue "Türkiye'de ve Avrupa'da Yazın".⁸⁵

Destinations

La gauche turque se répartit dans toute l'Europe de l'Ouest, surtout en Allemagne, en France, en Grande-Bretagne, en Suisse, en Autriche, en Belgique, aux Pays-Bas et dans les pays scandinaves, en particulier la Suède.

Les dirigeants du *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.), qui entretiennent des relations privilégiées avec Moscou, s'installent dans les pays d'Europe centrale et de l'Est, mais sont également massivement accueillis par leurs "partis frères" d'Europe occidentale.

Le *Parti communiste de Turquie* est le seul parti de la gauche turque qui développe une activité soutenue durant les années septante en Belgique.⁸⁶

Situées à quelques encablures des villes turques du littoral égéen, la Grèce et ses îles accueillent plusieurs milliers d'exilés turcs et kurdes qui se retrouvent pour la plupart dans le camp de réfugiés de Lavrion, près d'Athènes.

Quant aux camps palestiniens situés au Liban, ils accueillent une fois encore les candidats à la lutte armée qui rêvent d'en découdre avec le régime dictatorial du général Evren.

La plaine de la Bekaa

Destination qualitativement et quantitativement différente de l'Europe, le Proche-Orient et en particulier la Palestine, a été pour les révolutionnaires turcs ce que le Mexique fut pour leurs camarades cubains Fidel, Raul Castro et autre Camilo Cienfuegos. Avant, pendant et après les coups d'Etat militaires de 1971 et 1980, ce foyer rebelle qui accueillit des internationalistes de tous les continents venus combattre "l'impérialisme et le sionisme", fut le lieu de repli, la base arrière logistique et même le front nouveau des exilés turcs. Ainsi dès la fin des années soixante, les fedayin palestiniens virent arriver dans leurs camps, surtout celui de Nahr al-Bared dans le nord du Liban, plusieurs dizaines d'étudiants turcs, dont Deniz Gezmiş, Yusuf Aslan et Hüseyin İnan, venus acquérir une instruction militaire pour lancer un mouvement de guérilla révolutionnaire en Turquie. Certains exilés turcs ont choisi la Syrie, le Liban ou d'autres pays arabes, simplement pour y vivre à l'abri de la répression⁸⁷, y travailler ou y étudier.⁸⁸ D'autres encore ont décidé de se consacrer à la lutte de libération du peuple palestinien.

Avant et après le putsch de 1980, les organisations de résistance qui ont gardé un pied dans les camps palestiniens, regagnent à nouveau la Syrie et le Liban. C'est là que le P.K.K. va organiser sa base arrière et former ses combattants sous la direction d'Abdullah Öcalan, son leader historique.⁸⁹

A cette époque, on y retrouve également des militants de la *Voie du Partisan* (*Partizan Yolu*) de Sarp Kuray⁹⁰, rebaptisé en 1988 *Mouvement du 16 juin* (*16 Haziran Hareketi*), ceux du *Parti socialiste de la patrie* (S.V.P.) du défunt Hikmet Kivilcimli, du *Parti socialiste du Kurdistan de Turquie* (T.K.S.P.) de Kemal Burkay, du *Parti communiste de Turquie/Union* (T.K.P./B.) de Suat Bozkus, du *Parti du travail communiste de Turquie* (T.K.E.P.) dirigé par Teslim Töre, des *Urgentistes* de Mihraç Ural, du *Parti communiste de Turquie/marxiste-léniniste* (T.K.P./M.L.) de Süleyman Cihan.⁹¹

Les organisations comptant un effectif important, possèdent leur propre camp militaire. Les plus modestes se partagent un même camp ou bien s'entraînent dans celui du P.K.K.

Ils y côtoient les militants de l'*Armée Rouge du Japon*, des *Brigades rouges* (B.R.) ou de la *Rote Armee Fraktion* (R.A.F.).

On estime à plus de deux mille le nombre de militants turcs et kurdes qui se seraient rendus "en bas", comme on appelait la Palestine dans les milieux de gauche. Certains d'entre eux y ont laissé leur vie, leur cœur ou leurs espoirs.

La résistance au pays

Au Liban, à l'époque, il y a toutefois deux grands absents parmi les organisations turques : *Devrimci Yol* (*Voie révolutionnaire*)⁹² et *Devrimci Sol* (*Gauche révolutionnaire*).⁹³

Et pour cause : après le putsch de 1980, l'organisation *Devrimci Yol*, pourtant forte de plusieurs dizaines de milliers de militants, est rapidement démantelée. *Devrimci Yol* est par ailleurs l'organisation qui compte le plus de pertes avant et après le coup d'Etat militaire de 1980. En effet, de 1977 à 1984, pas moins de quatre cent deux membres de *Devrimci Yol* sont assassinés, soit abattus par les *Loups Gris*, soit torturés à mort, fusillés ou pendus par la junte.⁹⁴ Ceux qui échappent à la chasse à l'homme s'enfuient en Europe.

En revanche, les dirigeants de *Devrimci Sol* non capturés rejettent l'exil en tant qu'acte de capitulation et poursuivent leur combat, armes à la main.

Dans leur ouvrage consacré au P.K.K. et à son leader Abdullah Öcalan, Cigerli et Le Saout relatent la résistance modeste de *Devrimci Sol* au lendemain du coup d'Etat : "Seules quelques actions isolées pourront être préparées ici et là par les quelques militants que comptait le mouvement de la *Gauche révolutionnaire* (*Dev-Sol*)." ⁹⁵

Si au lendemain du coup d'Etat militaire, de nombreux militants de base et sympathisants de *Devrimci Sol* quittent toutefois la Turquie pour des raisons de sécurité évidentes ⁹⁶, ce mouvement ne se structurera en Europe et au Proche-Orient qu'après l'évasion de ses dirigeants dont Dursun Karatas ⁹⁷ et Arslan Tayfun Özkök ⁹⁸, à partir de novembre 1989.

Après le coup d'Etat militaire, les maoïstes du T.K.P.-M.L. eux, se retranchent dans les montagnes de la province de Tunceli (Dersim en kurde). Très mal équipés, les combattants de l'*Armée de libération des ouvriers et des paysans de Turquie* (T.I.K.K.O.), bras militaire du T.K.P.-M.L. mènent des attaques contre les casernes de la région. On note également une présence fragile des *Unités révolutionnaires armées* (S.D.B.), la branche armée de *Devrimci Sol*. A partir des années nonante, les deux mouvements de guérilla deviennent plus influents et entament une percée vers les provinces de la mer Noire principalement dans le triangle de Sivas, Tokat et Ordu. Aujourd'hui, les montagnes de Dersim et de Canik de la mer Noire restent des zones d'activité de ces deux mouvements armés.⁹⁹

L'exil, un délice de Capoue pour la gauche résistante

Si la résistance inespérée d'une poignée de militants contre la junte peut paraître étonnante, la capitulation massive de la plupart des organisations armées n'en est pas moins étrange.¹⁰⁰

L'arrivée de la junte militaire et la terreur qu'elle engendre semblent avoir entraîné une telle débâcle que certaines de ces organisations ont fini par perdre toute présence en Turquie et en même temps, toute crédibilité au sein de la population, une population désormais méfiante à leur égard. C'est ce qui expliquerait en partie la relative marginalisation de la gauche dans les années qui suivirent le coup d'Etat militaire.

Nombreux sont les militants qui ont justifié leur désertion par la nécessité impérieuse du "repli tactique" et de la "retraite provisoire dans la perspective d'une contre-offensive."

Mais force est de constater que sous l'effet du temps, de la distance et des difficultés de la vie quotidienne, la majorité d'entre eux abandonne l'ambition de retour. Les mouvements de résistance restés au pays ont décrié les nuisances sur la lutte en Turquie du "mültecilik" que nous pourrions traduire par "asilisme", c'est-à-dire l'attitude "opportuniste" qui consiste à théoriser le "militantisme confortable".

A travers ses entretiens avec d'ex-combattants révolutionnaires expatriés par leur organisation et entraînés dans la plaine de la Bekaa, dans l'attente d'une chimérique contre-offensive, le journaliste Emin Karaca¹⁰¹ nous fait partager le sentiment de trahison qu'ils éprouvent à l'égard de leurs chefs qui, durant leur exil, se seraient endormis dans les délices de Capoue. Livrés à leur propre sort, sans le sou et criant famine au cœur de la plaine aride de la Bekaa, la plupart de ces militants s'installent en Europe occidentale.

Les moins désabusés soit rallieront les organisations de résistance comme le P.K.K.¹⁰² (ou, plus rarement, *Devrimci Sol*) dans l'espoir d'une revanche sur le fascisme, soit développeront à partir de l'Europe, une militance plus adaptée à leur situation sociale, à cheval entre la lutte pour l'amélioration de leurs conditions de vie dans leur pays d'accueil et la lutte démocratique en Turquie.

Cette tendance à l'organisation dans les structures politiques, syndicales et associatives du pays d'accueil se manifeste très tard, le temps d'un apprentissage de la langue et d'une prise de conscience résolue de cette double identité, de cette double appartenance nationale, socioculturelle et politique.

Analyse comparative des coups d'Etat de 1971 et 1980

Deux constats s'imposent d'emblée : premièrement, les exodes provoqués par les juntes militaires de 1971 et de 1980 diffèrent de tous les autres de par leur caractère idéologique. Perpétrés en pleine guerre froide pour contrer le "danger" de l'émergence d'un régime marxiste en Turquie, ces deux putschs militaires ont essentiellement visé les forces de gauche, toutes origines ethniques ou religieuses confondues. Deuxièmement, les coups d'Etat de 1971 et 1980 diffèrent entre eux de par leur nature, leur qualité et leur degré de violence.

En 1971, les militaires fauchent les forces de gauche le temps d'un pronunciamiento et d'une chasse à l'homme intitulée "opération Massue" avant de regagner leurs casernes tandis que les putschistes de 1980 prennent le temps de mener des purges radicales dans toutes les institutions de l'Etat, de créer de nouveaux organes de contrôle du pouvoir notamment le *Conseil national de sécurité*, de rédiger une nouvelle constitution, la plus liberticide que le pays ait connue, de transformer le pays en camp de concentration à ciel ouvert en imposant un état d'urgence permanent et surtout d'exterminer la gauche par tous les moyens (militaires, juridiques, économiques, culturels...) et sous toutes ses formes (réformiste, radicale ou révolutionnaire). Ceci étant, le nombre d'exilés diffère selon l'intensité de la répression militaire : par centaines durant les années septante, par dizaines de milliers durant les années quatre-vingts.

Contrairement au putsch de 1971, le coup d'Etat de 1980 a véritablement provoqué une émigration politique de masse.

Par ailleurs, il est à noter que le châtimeut de l'exil ou l'exode depuis la Turquie vers l'étranger, ne sont pas le destin des seules victimes des régimes militaires de ces dernières décennies et que le maccarthysme turc n'a pas commencé avec ces coups d'Etat.

Ainsi, les déportations du peuple arménien et des autres minorités chrétiennes remontent essentiellement au règne du sultan Abdulhamid II (1894-1896) et du gouvernement *Jeunes Turcs* (avril 1915), l'exode kurde vers l'Arménie soviétique suit l'écrasement de la révolte de l'Agri en 1930, l'expulsion des Grecs d'Anatolie vers la Grèce date de septembre 1922, l'exode des Arabes et des Arméniens du Sandjak d'Alexandrette vers la Syrie se produit en juillet 1939 après l'annexion de cette province à la Turquie et les pogromes qui ont provoqué

le dernier exode des Juifs, Arméniens et Grecs de Turquie ont lieu les 6 et 7 septembre 1955.

Quant à la répression contre la gauche, elle se fit déjà sentir avant la création de l'Etat turc. Comme le précise M. Özgüden *“dès l'année 1921, alors que le mouvement socialiste turc était actif dans la guerre de libération nationale sur plusieurs fronts et que la Russie soviétique l'appuyait, les pachas ottomans dirigeant l'Assemblée nationale et les forces de la résistance réprimèrent les organisations de gauche, supprimèrent la guérilla populaire et assassinèrent quinze dirigeants du Parti communiste de Turquie tout récemment créé.”*¹⁰³

Après l'annonce par la République kémaliste de son engagement total sur la voie de l'économie de marché lors du Congrès économique du 17 février 1923 à Izmir, toute allusion publique à l'égalité sociale allait progressivement être passible de prison sous prétexte de “propagande communiste”. A peine trois ans plus tard, le pouvoir kémaliste adopte deux lois inspirées du code mussolinien, l'article 141 qui condamne de huit à quinze ans de prison toute *“tentative de domination d'une classe sociale sur une autre”* et l'article 142 qui interdit tout aussi sévèrement toute forme de *“propagande communiste”*. Cette guerre de basse intensité contre la gauche connaîtra un pic de violence lors des rafles de 1951 qui visent l'élite intellectuelle du pays accusée elle aussi de “propagande communiste”.

Les coups d'Etat de 1971 et de 1980 sont par conséquent l'aboutissement paroxystique d'un anticommunisme d'Etat, profondément ancré parmi les pères fondateurs de la République obsédés par la création d'une bourgeoisie turque, puis entretenu par les Etats-Unis qui dès la fin des années quarante, dans la foulée du plan Marshall, vont établir leur suzeraineté sur le pays. Ces juntes militaires fourniront à la bourgeoisie turque et à ses alliés atlantistes les instruments de persécution les plus aboutis et les plus performants contre les forces de gauche.

Le coup d'Etat de 1971 est en quelque sorte un prélude à celui de 1980, son brouillon, sa version intermédiaire. Ils sont comme deux pôles complémentaires d'une même politique répressive.

- 1 D. ÖZGÜDEN, *Turquie, Fascisme et résistance*, p.121.
- 2 A partir du 12 mars 1971, une purge s'opère au sein de l'armée. Plusieurs dizaines de militaires, dont certains de haut rang, sont mis à la retraite et soixante-huit officiers et sous-officiers accusés d'avoir aidé les organisations marxistes clandestines sont déferés devant les tribunaux militaires. Une loi votée par la *Grande Assemblée nationale* le 27 avril 1972 interdit aux militaires de se livrer à des activités politiques. Cette loi prévoit jusqu'à cinq ans de prison pour les membres des forces armées qui mèneraient des activités politiques.
- 3 D. ÖZGÜDEN, *La résistance démocratique de Turquie, Man-hunts in Turkey*, octobre 1972.
- 4 D. ÖZGÜDEN, *op. cit.*, p.6-7.
- 5 Y. SERTEL, *ibid.*, p.71.
- 6 Hikmet Kivilcimli (1902-1971), né à Pristina, en Macédoine ottomane, Hikmet Kivilcimli participe à l'âge de dix-sept ans à la guerre de libération nationale turque. En 1920, il entre au *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.) et devient membre du comité central en 1925. Entre 1925 et 1950, il sera inlassablement persécuté par les forces kémalistes. Il passera vingt-deux ans de sa vie en prison. En 1954, il fonde un parti légal, le *Parti de la Patrie (Vatan Partisi)*. En 1965, il fonde une maison d'édition communiste et traduit les œuvres de Marx, Engels et Lénine. En 1967, il crée l'association de lutte contre le chômage et la hausse des prix. Ses articles paraissent dans la plupart des publications de gauche. Suite au coup d'Etat militaire de 1971, il gagne la clandestinité et quitte le pays malgré son état de santé défaillant. Il décèdera le 11 octobre 1971 à Belgrade.
- 7 Cf. supra p.39.
- 8 Après l'échec électoral du *Parti ouvrier de Turquie* (T.I.P.) de 1969, Mehmet Ali Aybar démissionne et est remplacé par Mehmet Ali Aslan qui à son tour, est contraint à la démission par l'opposition formée au sein du Parti par Sadun Aren, Nihat Sargin et Behice Boran.
- 9 Kemal Burkay (1937-), né dans le village de Kizilkale dans le district de Mazgirt province de Tunceli. En 1949, il entre à l'institut de village de Akçadağ. En 1955, il devient enseignant de village. En 1956, il décroche son diplôme de lycéen à Elazig et se rend la même année à la *Faculté de droit de Ankara*. Il achève ses études universitaires en 1960. Il effectue un stage de gouvernement et devient un court moment gouverneur (*kaymakam*) du district de Osmaniye. En 1964, il exerce la profession d'avocat à Elazig. Durant les années où il fut enseignant de village, il écrit de nombreux poèmes et autres nouvelles. Son premier roman *Au-delà de la vie (Yasamin Ötesinde)* est publié en 1964 en épisode dans le journal "Vatan". En 1965, il dirige à Elazig une revue littéraire intitulée "Cira". En 1965, il adhère au *Parti ouvrier de Turquie (Türkiye İşçi Partisi - T.I.P.)*. La même année, il participe aux élections générales en tant que candidat à Bingöl. Son premier recueil de poèmes *Les chaînes (Prangalar)* est publié en 1967. En 1968, Kemal Burkay est élu au conseil général de direction puis au conseil central exécutif du T.I.P. En 1969, il se présente sur les listes du T.I.P. à Tunceli. Le coup d'Etat militaire de 1971 le contraint l'année suivante à s'exiler. Il rentre au pays après la proclamation de l'amnistie par le gouvernement d'Ecevit. Il reprend sa profession d'avocat, cette fois à Ankara. La même année, il crée avec ses camarades une organisation illégale, le *Parti socialiste du Kurdistan de Turquie* (P.S.K.). Il en est élu secrétaire général. Il publie en 1975 la revue "Özgürlük Yolu" (la voie de la liberté) et en 1977, il publie le bihebdomadaire "Roja Welat". Le P.S.K. parvient en 1977 à faire élire à l'Assemblée nationale le candidat déclaré indépendant Mehdi Zana, puis à remporter, en 1979, la mairie d'Agri (Ararat). En mars 1980, Kemal Burkay se rend à l'étranger. Il obtient l'asile politique en Suède. Depuis lors, il vit en exil.
- 10 Dogan Özgüden (1936-), né à Kalecik (Ankara). Fils de cheminot, Özgüden a vécu son enfance dans les villages anatoliens. Cependant, ses parents sont des Turcs des Balkans installés en Anatolie suite aux guerres balkaniques. Il a fait ses études secondaires à Ankara et est licencié de l'*Ecole supérieure des sciences économiques et commerciales* (Y.E.T.O.) à Izmir. Il a commencé le journalisme en 1952 à Izmir pendant ses études supérieures. Après avoir travaillé pour les journaux "Ege Günesi", "Sabah Postasi", "Milliyet" et "Öncü" à Izmir, "Gece Postasi" et "Sosyal Adalet" à Istanbul, il a été le rédacteur en chef et l'éditorialiste du quotidien "Aksam", le plus grand quotidien de gauche (1964-1966). Engagé également dans le mouvement de gauche, Özgüden a milité dans le *Parti Ouvrier de Turquie* (T.I.P.) à partir de 1962 et en a été élu au comité central en 1964. Avec son épouse Inci Tugsavul, il fonde et dirige la revue socialiste "Ant" et la maison d'édition "Ant". Après

le coup d'Etat militaire de 1971, "Ant" est interdite. Özgüden et Tugsavul sont recherchés par les militaires pour les articles et livres qu'ils ont écrits ou publiés. Menacés de peines de prison pour un total de près de trois cents ans dans une cinquantaine de procès d'opinion, ils quittent la Turquie. En Europe, ils organisent avec d'autres opposants en exil un comité dénommé la *Résistance démocratique de Turquie*, et ce, afin de mobiliser l'opinion européenne contre le régime répressif de la junte. Depuis 1974, ils dirigent à Bruxelles l'agence de presse "Info-Türk" qui informe l'opinion publique de la situation des droits de l'homme en Turquie.

- 11 Inci Tugsavul (1940-), née le 5 octobre 1940 à Ankara, Inci Tugsavul-Özgüden a fait ses études supérieures à la *Faculté de droit de l'Université d'Ankara*. Elle a commencé le journalisme en 1961 à Ankara au quotidien "Hür Vatan" et à l'hebdomadaire "Kim" et a travaillé ensuite pour les quotidiens "Hareket" (1962-1963) et "Aksam" (1963-1966). Avec son mari, Inci Tugsavul crée et dirige la revue socialiste "Ant" et la maison d'édition "Ant" (1967-1971). Suite au coup d'Etat de 1971, elle connaît le même sort que son époux. A son instar, elle vit en exil depuis trente-six ans où elle collabore à la fois à la revue "Info-Türk" et anime l'association socioculturelle dénommée "Ateliers du Soleil".
- 12 Abdullah Dogan (1925-2005) est né en Yougoslavie. Il combattit dans les rangs des partisans communistes contre l'occupation nazie. En 1959, il émigre en Turquie et s'installe dans le quartier de Bayrampasa à Istanbul peuplé majoritairement d'émigrés macédoniens, bosniaques et bulgares, où il poursuit sa profession d'enseignant. Au milieu des années soixante, il adhère au *Parti ouvrier de Turquie* (T.I.P.). Suite au coup d'Etat de 1971, le *Parti ouvrier de Turquie* est fermé. Abdullah Dogan est arrêté et torturé au palais de Ziverbey puis placé en détention à la prison militaire de Selimiye. Les tribunaux de la junte militaire l'accusent de faire partie de la branche ouvrière du T.H.K.P.-C. (*Parti-Front de libération populaire de la Turquie*) et le menacent de condamnation à mort en vertu de l'article 142 du Code pénal. En 1974, il bénéficie de l'amnistie générale proclamée par Bülent Ecevit. Il doit alors se contenter de petits boulots précaires pour faire vivre sa famille. Son épouse meurt de maladie en 1975. Il se retrouve seul à devoir s'occuper de ses trois enfants. En octobre 1976, il arrive en Belgique sans le sou. Au cours de son exil belge, il continuera à militer dans une association de travailleurs immigrés turcs tout en donnant des cours de turc. Abdullah Dogan publiera deux livres autobiographiques en langue turque intitulés "*Je dois mon existence au socialisme*" et "*Emigration sans fin...*". Il décédera le 14 mai 2005 à l'âge de quatre-vingts ans.
- 13 Mehmet Emin Bozarslan (1934-), né à Lice dans la province de Diyarbakir. De 1959 à 1969, il exerce la profession de moufti à Hani, Kulp et Sarköy. Il collabore ensuite au quotidien "Günaydin" et à la maison d'édition "Arkin". Il traduit les chefs d'oeuvres de la littérature kurde tels que *Mem û Zin* et le *Cherifname*. Suite au coup d'Etat de 1971, il est arrêté. Après sa libération, il s'exile en Suède, accompagné de ses huit enfants. Il est le père de l'historien et politologue francophone Hamit Bozarslan.
- 14 Mahmut Baksi (1944-2000), né dans le village kurde de Suphi à Batman. Après ses études secondaires, il se lança dans le journalisme et l'action syndicale. En 1967, il publia le journal *Batman Gazetesi* et adhéra au *Parti ouvrier de Turquie* (T.I.P.). En 1969, il publia son premier roman, *Mezra Botan*, s'inspirant de la vie des Kurdes de son enfance. Ses écrits, son attachement à la cause kurde et son syndicalisme lui valurent une série de procès. Menacé par quinze ans de prison pour séparatisme kurde, il se réfugia d'abord en Allemagne puis, en 1971, en Suède où il devint un écrivain et une personnalité reconnus. Il fut notamment journaliste au quotidien social-démocrate "Aftonbladet" et l'unique membre d'origine étrangère du *Bureau exécutif de l'Union des écrivains suédois*. Actif au sein de l'Institut kurde de Paris, il en devint de 1993 à 2000 un membre du conseil d'administration. Auteur d'une vingtaine de livres dont certains sont traduits en langues étrangères (suédois, norvégien, allemand, finnois, turc et français), M. Baksi exerça, jusqu'à sa mort en décembre 2000, son métier de journaliste dans la presse suédoise et kurde. Il a également réalisé des reportages et des documentaires pour la télévision suédoise.
- 15 Fuat Fegan (1937-), né à Larnaka à Chypre. Il étudia la sociologie à l'*Université d'Istanbul*. Devenu activiste politique de gauche, il fréquente le docteur Hikmet Kivilcimli, un éminent théoricien marxiste. Lorsque ce dernier vint à s'exiler après le putsch de 1971, Fuat Fegan se charge de

- dissimuler et de conserver ses oeuvres. Mais il vint le jour où lui aussi dut quitter le pays pour fuir la répression. Fuat Fegan s'installe alors en Suède.
- 16 Ömer Zülfü Livaneli (1946-), né à Ilgin près de Konya. Dès son plus jeune âge, il s'intéresse à la musique et commence à jouer du saz. Suite au coup d'Etat militaire de 1971, il est arrêté et détenu en prison pendant trois mois. En 1972, il quitte la Turquie pour la Suède. Il suit des cours de musique à Stockholm. En 1974, il enregistre en Belgique son premier disque intitulé "Chants révolutionnaires turcs" avec l'aide des journalistes exilés Dogan Özgüden et Inci Tugsavul. L'année suivante, il termine ses études de musique. Livaneli va alors fusionner les chants traditionnels avec les instruments occidentaux. Sa réussite de cette synthèse musicale inspire des dizaines de musiciens et le cœur de la jeunesse progressiste bat au rythme de ses chansons. En 1976, il réalise la musique du film *Otobus* et en 1978, il met en musique les poèmes de Nâzım Hikmet. Dès son retour au pays en 1984, il donne un concert à Istanbul. Livaneli est l'un des plus ardents défenseurs de l'amitié gréco-turque au nom de laquelle il donne des concerts dans les deux pays aux côtés de Maria Farantouri et de Mikis Theodorakis. Ses chansons interprétées par des vedettes internationales sont enregistrées par le prestigieux "London Symphony Orchestra". En 1987, il adapte le roman de Yasar Kemal, *Terre de fer, ciel de cuivre* au cinéma et réalise ainsi son premier film. Auteur, journaliste, compositeur, interprète, chef d'orchestre et cinéaste, cet artiste polyvalent est nommé en 1996, ambassadeur culturel de l'U.N.E.S.C.O. La même année, il se distingue par son rôle de médiateur lors de la grève de la faim de prisonniers politiques qui a coûté la vie à douze d'entre eux. En 1997, Livaneli rassemble plus de cinq cent mille spectateurs à Ankara. En 1994 et 1999, il s'engage aux élections municipales sur les listes du *Parti républicain du peuple* (C.H.P.) mais ne réussit pas à se faire élire. En 2002, il est élu député à l'Assemblée nationale, mais démissionne en 2004. Au côté de ses activités musicales qu'il n'a jamais abandonnées, il publie des articles dans les colonnes du quotidien "Vatan".
- 17 Rahmi Saltuk (1945-), né dans la province kurde de Tunceli. En 1968, il se joint à une troupe de théâtre populaire et joue dans une pièce consacrée au poète résistant médiéval *Pir Sultan Abdal*. Il y chante et récite les poèmes du héros légendaire. Cette pièce, jouée 900 fois, un record en Turquie, est la source de sa célébrité. En 1970, il quitte la troupe pour entamer une carrière musicale en solo. Il entame des études de droit à Istanbul. Mais la junte qui prend le pouvoir le 12 mars 1971 le contraint à abandonner ses études et à gagner l'exil. Il étudie un temps à l'*Université libre de Berlin*. Rahmi Saltuk donne également de nombreux concerts en Europe. A son retour au pays, il termine ses études de droit à l'*Université d'Ankara*. Il s'inscrit au barreau d'Istanbul. Pourtant, il n'exercera jamais la profession d'avocat. En 1973, il campe un rôle dans le film *Bebek (Bébé)* du réalisateur Günes Karabuda, tourné en Algérie. En 1979, il compose la musique du film *Almanya Aci Vatan (Allemagne Patrie douloureuse)* de Serif Gören et y participe en tant qu'acteur.
- 18 Bülent Tanör (1940-2002), né à Istanbul. Après le lycée Galatasaray, il étudie le droit à l'*Université d'Istanbul*. En 1963, il entame une carrière d'assistant à la chaire de droit constitutionnel. En 1969, il devient docteur, mais après le coup d'Etat militaire du 12 mars 1971, il est limogé. En 1975, un arrêt du Conseil d'Etat le réhabilite. En 1977, il devient professeur d'université. Mais en 1983, la loi 1402 le contraint de quitter son poste. Il "choisit" alors l'exil. Entre 1983 et 1990, Bülent Tanör donne des cours sur les systèmes politiques des pays du Tiers-Monde aux universités de Paris X, de Dijon et de Genève. En 1990, le Conseil d'Etat l'autorise à nouveau à exercer sa profession. Il retourne en Turquie pour donner des cours à l'*Université d'Istanbul*.
- 19 Durant la fin des années soixante, Kamuran Bekir Harputlu a été le Président des *Clubs de pensée socialiste* (S.F.K.) à l'*Université technique du Moyen-Orient* (O.D.T.Ü.) à Ankara.
- 20 Ancien membre du T.K.P. et ancien soixante-huitard, Ahmet Kardam a acquis sa notoriété à travers sa militance à l'*Université technique du Moyen-Orient* (O.D.T.Ü.) à Ankara. En 1992, il participe à la création de la T.U.S.T.A.V., la *Fondation de recherche sur l'histoire sociale de la Turquie*. Au début de l'année 2006, sa publication d'un manuel de politesse adressé aux travailleurs métallurgistes qui plus est, édité par l'*Association patronale de la métallurgie* (M.E.S.S.) a suscité la polémique dans les milieux de gauche.
- 21 Melek Ulagay Taylan (1946-), née à Istanbul. Après le coup d'Etat de 1971, elle quitte la Turquie pour Genève, Amsterdam et Bologne. Elle retourne en Turquie en 1974 et y décroche son diplôme

en littérature anglaise. Elle sort de l'*Université technique du Moyen-Orient* (O.D.T.Ü.) à Ankara avec un diplôme de professeur de langue anglaise et un doctorat en sciences politiques à la *Faculté de sciences politiques* (S.B.F.) d'Ankara. En 1982, elle travaille en tant que journaliste et consultante en relations publiques pour la *Fondation Agha Khan*. En 1992, elle fonde "l'agence 21" qui produit des documentaires indépendants. En 1994, elle travaille pour la section turque de la *Helsinki Citizens' Assembly*. Aujourd'hui, elle poursuit sa production de documentaires.

- 22 Nihat Akseymen (alias Rasit Yörükoglu, 1945-2001), né le 4 novembre 1945 à Ankara dans une famille de fonctionnaires. En 1966, il termine le lycée au collège d'Ankara et s'inscrit à la *Faculté de sciences politiques d'Ankara*. Il adhère à la *Fédération des clubs de réflexion* (F.K.F.) et au *Parti ouvrier de Turquie* (T.I.P.) et participe à la fondation de l'*Organisation de la jeunesse socialiste* (S.G.Ö.). En janvier 1970, il se marie avec Merih Kutsal. Ensemble, ils s'installent en Angleterre où il devient membre du *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.). Il y travaille comme serveur dans un restaurant. En 1973, après avoir opéré l'équivalence de ces années académiques en Turquie, il obtient un diplôme en sociologie à la *City University de Londres*. A l'époque, il fonde l'*Union des progressistes de Turquie* en Angleterre (I.T.I.B.). Il participe à une grève des garçons de café. De ce conflit social naissent une organisation et une publication de travailleurs turcs, respectivement l'*Union des ouvriers de Londres* (*Londra İşçi Birliği*) et "La voix de l'ouvrier" (*İşçinin Sesi*). En 1974, il retourne en Turquie dans le cadre des activités organisationnelles du T.K.P., mais au moment où il quitte le pays, les gardes-frontières l'arrêtent. Il prend la fuite en forçant les barrières et franchissant la frontière bulgare. De là, il revient à Londres. Élu au comité central, il se rend à Moscou pour étudier à l'institut du marxisme-léninisme du *Comité central du Parti communiste de l'Union soviétique*. Il y apprend le russe. Lorsque survient une rupture au sein du T.K.P., la "Voix de l'ouvrier" est proclamé organe de presse central du Parti. Il signe ses articles avec le pseudonyme de R.Yürükoglu. Ces bouleversements internes l'ont fait déchoir de son poste au comité central et la branche londonienne du Parti a été exclue. Sur quoi, le *Parti communiste de Turquie* de fraction *Voix de l'Ouvrier* est né. Lorsque le T.K.P. "canal historique" se renomme T.B.K.P. (*Parti communiste unifié de Turquie*), la fraction *Voix de l'Ouvrier* s'accapare l'appellation historique. Nihat Akseymen est alors le leader du Parti. Mais il quitte cependant son poste de secrétaire général en 1979 pour se consacrer davantage à l'écriture. Il publie notamment *Sosyalizm Nedir? (Qu'est-ce que le socialisme?)*. Le 11 décembre 2001, il meurt des suites d'une insuffisance respiratoire à l'âge de cinquante-six ans.
- 23 Durant la fin des années soixante, Gülten Savasçi s'était déjà rendue en France grâce à l'obtention d'une bourse d'étude qui lui permit d'y étudier. En août 1970, elle épouse Mahir Cayan, secrétaire général du *Parti-Front révolutionnaire de libération de la Turquie* (T.H.K.P.-C.). Après le massacre de Kizildere du 30 mars 1972 où Mahir Cayan trouve la mort aux côtés de neuf de ses camarades, Gülten quitte la Turquie et se rend en France. En décembre 1974, un document de la police française mentionne son arrestation, avec neuf autres militants du T.H.K.P.-C. dans un appartement à Villiers-sur-Marne, dans le Val-de-Marne ainsi qu'un Algérien et deux Palestiniens du F.P.L.P.
- 24 Faik Bulut (1950-), né à Kars. Militance et clandestinité obligent, il abandonne l'école. En 1972, il s'exile en Syrie et de là, rejoint des camps de l'O.L.P. au Liban. Durant l'opération visant le camp de Nahr-al-Bared où Bora Gözen et sept de ses compagnons trouveront la mort, il est blessé par cinq balles et capturé par l'armée israélienne. Après un interrogatoire de vingt jours dans les salles de torture du Mossad, il est condamné à la prison dont il ne ressortira qu'en 1980. De retour en Turquie, il devient journaliste, un métier qui le conduira à dix reprises sur les bancs des tribunaux de sûreté de l'Etat (D.G.M.). Auteur de plus de vingt-cinq ouvrages, Faik Bulut est devenu une référence internationale concernant la politique turque, les minorités, l'Islam, la laïcité et le Proche-Orient.
- 25 Teslim Töre (1944-), né à Malatya. Durant les années soixante, il adhère au *Parti ouvrier de Turquie* (T.I.P.). En 1970, il devient membre du *Comité central de l'Armée de libération du peuple de Turquie* (T.H.K.O.) dont le dirigeant était Deniz Gezmiş. Suite au coup d'Etat militaire de 1971, il s'enfuit au Proche-Orient. En 1973, il retourne clandestinement en Turquie pour diriger des activités révolutionnaires dans la région de Adiyaman, Malatya et Gaziantep. Il fonde l'organisation *Emegin Birliği* (*Union du travail*) puis le *Parti du travail communiste de Turquie* (T.K.E.P.). Après vingt-trois ans de vie clandestine, il est arrêté. Condamné à dix-huit ans de prison, il sera libéré le 11 septembre 2001. Depuis, il collabore à diverses publications de gauche et milite au sein du *Parti de la liberté et de la solidarité* (Ö.D.P.).

- 26 Cengiz Candar (1948-), né à Ankara. Il suit des études primaires et secondaires dans les villes de Talas, Kayseri et Tarsus. En 1970, il décroche un diplôme en diplomatie et relations internationales à la *Faculté des sciences politiques de l'Université d'Ankara*. Il devient assistant à la section des relations internationales de l'*Université technique du Moyen-Orient* (O.D.T.Ü.). A la même époque, il s'engage dans le mouvement soixante-huitard. Le coup d'Etat militaire du 12 mars 1971 le contraint à s'exiler. Il se lie à la cause palestinienne à Damas puis à Beyrouth. Il vit ensuite successivement à Genève, Paris et Amsterdam. Il retourne en Turquie en 1974. En 1976, il est embauché au journal "Vatan" en tant que spécialiste des questions internationales. Il collabore ensuite à l'agence de presse turque (T.H.A.), aux quotidiens "Cumhuriyet", "Hürriyet", "Günes", "Sabah" et "Yeni Safak". Au début des années quatre-vingts, il se rend régulièrement au Proche-Orient, notamment au Liban et en Iran. Dans la deuxième partie de la décennie quatre-vingts, il s'intéresse à l'Europe de l'Est et aux pays soviétiques. De 1991 à 1993, il accompagne le Président de la République de l'époque, Turgut Özal, en tant que conseiller spécial. De 1993 à 1995, il se penche sur les Balkans et en particulier sur la Bosnie. Il fonde le *Yeni Demokrasi Hareketi (Mouvement de la nouvelle démocratie)*. De 1997 à 1999, il dispense des cours à l'*Université Bilgi* à Istanbul sur l'histoire et la politique au Moyen-Orient. Des suites du 11 septembre 2001, il devient l'un des plus fervents défenseurs de la "guerre contre le terrorisme" de l'administration Bush. Il est connu comme étant un ami proche de Paul Wolfowitz et Richard Perle.
- 27 Yücel Sayman (1939-), né à Konya. En 1958, il sort du lycée Saint Joseph, un diplôme en main avec l'intention d'étudier le droit. En 1962, il est licencié en droit à l'*Université d'Istanbul*. L'année suivante, il devient assistant en droit dans la même université. En 1969, il remet une thèse de doctorat à la *Faculté de droit et de sciences politiques de Strasbourg*. Il devient docteur en droit en 1978. Après les coups d'Etat de 1971 et de 1980, il est banni de la profession et réhabilité par le Conseil d'Etat. La répression militaire le pousse à se retrancher en France où il poursuit son travail académique. De 1964 à 2002, il donne des cours de droit à la *Faculté d'Istanbul*. De 1988 à 1999, il est membre du conseil d'administration du barreau d'Istanbul et de 1991 à 1999, conseiller du Président et Président de la "commission sur le statut de la femme" de l'*Union internationale des avocats* (U.I.A.). Par ailleurs, de 1990 à 1992, il jouit du titre de vice-bâtonnier d'Istanbul et de 1996 à 2002, il devient le bâtonnier du barreau de la ville.
- 28 Par "idéale", l'extrême droite entend un émergence d'un ordre fasciste et panturquiste.
- 29 Il faut noter qu'il existait à l'époque un syndicat policier de gauche appelé *Pol-Der* qui comptera un grand nombre de militants. La junte militaire de 1980 mettra fin à ses activités et persécutera ses membres.
- 30 La paranoïa meurtrière des *Loups Gris* est confirmée par le A. ATTAR, *Le Soir*, 13 septembre 1980, p.3 : "il (le colonel Türkes) lance ses *Loups Gris* pour déchiqeter à coup de bombes tout ce qui vire au rouge"
- 31 C. DÜNDAR et C. KAZDAGLI, *Ergenekon, Devlet içinde Devlet*, 12^{ème} éd, Ed. Imge, Istanbul, 2005.
- 32 Le médecin du colonel Türkes, İrfan Kaptanoğlu, confirme dans ses mémoires que peu avant le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 : "(...), on sonna à la porte de Türkes. Cette fois, c'était Özal (conseiller de la Banque Mondiale au cours de la junte militaire de 1971, Président de plusieurs compagnies privées turques, notamment celles de Sabancı, durant les années septante, économiste de la junte amené au poste de Premier ministre en 1983, puis Président de la Turquie en 1989, NDT) avec à ses côtés, son patron Saktip Sabancı. Özal se répandit en flatteries : 'Vous êtes le plus grand leader de la Turquie. Vous êtes un drapeau déployé face au communisme'. Puis, il ouvrit la valise "Bond" qu'il avait apportée avec Sabancı et lui remit une coquette somme de plusieurs chiffres destinée à financer le mouvement nationaliste." ; Source : I. ULKU, *Doktoru Selim Kaptanoğlu Anlatıyor, 12 Eylül'de Türkes*, Ed. Kamer, Istanbul, 1995, p.55.
- 33 Le truang d'extrême droite Kartal Demirag, (un *Loup Gris* notoire qui tira sur le Président Turgut Özal en 1989 pour le compte d'un maffieux) révéla le 15 juin 1992 par téléphone et en direct du programme télévisé "32. Gün" que durant la période 1974-1977, il a été entraîné dans un camp secret de la contre-guérilla à Dazkiri en province d'Afyon par un général à la retraite, et ce, pour combattre les mouvements de gauche qui se développaient dans la région égéenne. Il dévoile également avoir entretenu des relations avec les services secrets turcs de la M.I.T. (Sources : *Milliyet*, 8 janvier 2006 ; C. DÜNDAR et C. KAZDAGLI, *op. cit.*, p.21)

- 34 Selon l'ex-directeur de la C.I.A., William Colby : "La C.I.A. a probablement appuyé certaines organisations anticommunistes pour empêcher que la Turquie ne tombe aux mains des communistes." Autre demi-confession : "Il est fort probable qu'en Turquie il y ait une organisation équivalente à Gladio" (Source : C. DÜNDAR et C. KAZDAGLI, *id.*, p.22).
- 35 *Yeni Safak*, 21 septembre 2000.
- 36 D. ÖZGÜDEN, *Black Book on the "Militarist Democracy" in Turkey*, Ed. Info-Türk, Bruxelles, 1986, p.179 ; "L'armée frappe surtout à gauche" remarque le quotidien "Le Soir", 19 septembre 1980, p.3.
- 37 Le 12 septembre 1980 à 3h30 (à Washington, on est encore le 11 septembre (!) et il est 20h30), un attaché de la "Situation Room" à la Maison Blanche annonce à Paul Henze, chargé des affaires turques au *Conseil de sécurité nationale américain* (N.S.C.) sur un ton jubilatoire : "Paul, tes gars l'on fait (...) *Tes généraux, ils ont fait un coup d'Etat*" L'information est donnée par le lieutenant-général James Thompson qui était alors le chef de la *Joint United States Military Mission for Aid to Turkey* (JUSMMAT). Cité dans le mensuel "Info-Türk" (n°95, septembre 1984, p.6), le passage suivant extrait de l'ouvrage de référence du journaliste turc Mehmet Ali Birant (-12 Eylül-Saat 04.00, Karacan Yayinlari, Istanbul, 1984) sur le sujet met en évidence la participation et l'anticipation américaines dans le coup d'Etat: "(...) *le ministre des Affaires étrangères (Edmund) Muskie voulait parler au Président. Le Président prit le téléphone : "Le Commandement de l'armée turque vient de prendre le pouvoir à Ankara. Il n'y a aucune raison de s'inquiéter. Ceux qui sont dignes d'intervenir sont intervenus (...)"*). *Le Président Carter le remercia, lui souhaita bonne nuit et retourna à sa loge. La BBC, de même que les agences de presse diffusaient la dépêche en se référant au porte-parole du Département d'Etat américain. Enire-temps, à Ankara, on attendait toujours dans les studios de Radio Ankara le réchauffement des antennes pour pouvoir transmettre le communiqué annonçant le coup d'Etat.*"
- 38 L'opinion publique turque semble avoir été avertie de la présence des forces d'intervention rapides de l'O.T.A.N. sur le sol turc et du lancement de leurs manœuvres "Anvil Express 80" plusieurs jours avant le coup d'Etat. C'est ce que confirme un article du journal allemand de gauche "Junge Welt", 27 mars 2000 signé Thomas Klein ainsi que plusieurs ouvrages du D.H.K.P.-C. dont celui qui est signé par D. KARATAS, *Hakliyyiz Kazanacagiz*, Vol. I, Ed. Halk Yayinlari, Istanbul, 1998, p.81.
- 39 *Le Soir*, 14-15 septembre 1980, p.3.
- 40 *International Herald Tribune*, 13 septembre 1980.
- 41 *Time*, 13 septembre 1980, cité dans le "Bulletin de l'agence Info-Türk", n°47, septembre 1980, p.3.
- 42 *Le Soir*, 13 septembre 1980, p.3.
- 43 *International Herald Tribune*, *ibid.*
- 44 *Le Soir*, 17 septembre 1980, p.3.
- 45 *Le Soir*, 16 septembre 1980, p.3.
- 46 B. E. ARGUN, *op. cit.*, p.44 ; E. MASSICARD, *op. cit.*, p.44.
- 47 E. MASSICARD, *op. cit.*, p.57.
- 48 T. HOFFMANN, *Armenians in Turkey today*, Uppsala, 2003, p.16-17.
- 49 D. ÖZGÜDEN, *op. cit.*, p.173.
- 50 *Cumhuriyet*, 12 septembre 2000 ; E. BABAHAN, *Sabah*, 28 septembre 2006 ; H. ÖNDÜL, *Özgür Gündem*, 12 septembre 2007.
- 51 Nihat Sargin (1927-), né à Istanbul. Il poursuivit sa scolarité à Istanbul. En 1946, il décroche un diplôme en médecine. En 1946, il participe à la création de l'*Association des jeunes diplômés d'Istanbul* et dirige la revue "Hür Gençlik" (Jeunesse libre). En 1962, il crée l'*Association de sauvegarde des droits fondamentaux qui s'attache à dénoncer les "lois contraires à la Constitution"*. La même année, il rejoint le *Parti ouvrier de Turquie* (T.I.P.). Très vite, il gravit les échelons du Parti. Lors de la fermeture du T.I.P. par la junte militaire du 12 mars 1971, Nihat Sargin est membre du Conseil général de direction. En 1975, il est élu secrétaire général du Parti. Suite au coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, il part en exil. En octobre 1987, lors d'une conférence de presse tenue à Bruxelles, il annonce, aux côtés du secrétaire général du *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.), Nabi Yagci (alias Haydar Kutlu) leur intention commune de rentrer en Turquie pour y faire fusionner leurs partis respectifs sous le nom de *Parti communiste de Turquie unifié* (T.B.K.P.) et de

légaliser celui-ci. Le 16 novembre 1987, Nihat Sargin et Haydar Kutlu sont arrêtés dès leur arrivée à l'aéroport d'Ankara.

- 52 Behice Boran est née à Bursa en 1910 dans une famille originaire de Crimée. Elle fut un brillant professeur de sociologie à la *Faculté de langues, d'histoire et de géographie d'Istanbul*. En 1944, elle adhère au *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.). Ses écrits et ses discours lui valurent de nombreux démêlés avec la justice. En 1948, elle est expulsée de l'université. Behice a en outre été condamnée à quinze ans de prison pour un tract dénonçant la guerre de Corée et l'envoi de soldats turcs comme chair à canon pour le compte de l'impérialisme américain. Elle était alors membre d'une organisation pacifiste (le *Barisseverler Cemiyeti*). En 1953, elle recouvre la liberté faute de preuves. Elle adhère au *Parti ouvrier de Turquie* (T.I.P.) à partir de 1962 et a même été députée à la *Grande Assemblée nationale turque* (T.B.M.M.) suite aux élections de 1965. Elle a été arrêtée durant le coup d'Etat de 1971 après que son parti ait été interdit et ne sera libérée que lors de l'amnistie de 1974. En 1975, elle re-inaugure le T.I.P. Après le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, elle est assignée à résidence puis perd sa nationalité tuque en 1981. Elle est alors la Présidente du T.I.P. Durant son exil en Belgique, elle organise la fusion entre le *Parti communiste* (T.K.P.) et son Parti (T.I.P.). La nouvelle formation s'appellera *Parti communiste unifié de Turquie* (T.B.K.P.). Behice Boran est nommée Présidente d'honneur. Elle meurt deux jours plus tard. Ses obsèques seront célébrées devant le parlement turc (son rôle de Présidente de Parti oblige) à Ankara. Le 18 octobre, elle est inhumée à Istanbul.
- 53 Nabi Yagci (alias Haydar Kutlu) est élu secrétaire général du *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.) en 1983 lors du cinquième congrès de ce parti qui se tient à Moscou. Arrêté en novembre 1987 à l'aéroport d'Ankara avec Nihat Sargin à son retour d'exil, il purgera une peine de neuf cents jours de prison. Une fois libre, il occupe pour quelques temps la fonction de Président de la *Fondation de recherche sur l'histoire sociale de la Turquie* (T.Ü.S.T.A.V.) avant de céder celle-ci à Nihat Sargin, son compagnon d'infortune.
- 54 Le T.S.I.P. d'Ahmet Kaçmaz est interdit le 16 octobre 1981, en même temps que les autres partis. A son retour d'exil, soit le 17 septembre 1990, Kaçmaz est immédiatement arrêté, mais relâché peu après.
- 55 Yalçın Yusufoglu (1942-), né à Diyarbakir. Il étudie la géophysique à la *Faculté des sciences de l'Université d'Istanbul*. Après ses études, il participe à l'élaboration des plans de nombreux barrages en Turquie. Durant les années soixante, il fait ses débuts en politique dans les rangs du *Parti ouvrier de Turquie* (T.I.P.). Durant les années septante, il rompt avec le T.I.P. et fonde le *Parti ouvrier socialiste de Turquie* (T.S.I.P.) dont il sera le secrétaire général entre 1974 et 1980. A partir de 1975, il devient le rédacteur en chef de la revue "Kitle" (La masse), organe central du Parti. Il est arrêté en raison de ses articles dans trois procès politiques différents. Il collabore actuellement à de nombreuses publications de gauche.
- 56 Oya Baydar (1940-), née à Istanbul. Son premier roman, *Allah a oublié les enfants*, elle l'écrivit alors qu'elle était encore lycéenne à l'école française des filles de Notre-Dame de Sion. En 1964, elle décroche un diplôme en sociologie à l'*Université d'Istanbul*. Elle adhère au *Parti ouvrier de Turquie* (T.I.P.) et au *Syndicat des enseignants de Turquie* (T.Ö.S.). Lorsque le Conseil des professeurs de l'université rejette sa thèse de doctorat intitulé *L'histoire de la classe ouvrière de Turquie*, ses étudiants protestent massivement contre cette décision et occupent l'université. Au lendemain du coup d'Etat du 12 mars 1971, Oya Baydar est écartée de l'université et même arrêtée pour ses convictions socialistes. De 1972 à 1974, elle collabore à la revue "Yeni Ortam" (Nouveau milieu). Elle adhère au *Parti socialiste ouvrier de Turquie* (T.S.I.P.) dès sa création en 1974 et se marie avec Aydin Engin. De 1976 à 1989, Oya Baydar écrit dans les colonnes de la revue "Politika". Suite au coup d'Etat militaire de 1980, elle s'exile en Allemagne. Elle y résidera pendant douze ans. Durant les années nonante, elle remporte deux prix littéraires turcs pour ses romans *Elveda Alyosa (Adieu Aliocha)* et *Kedi Mektuplari (Lettres de chats)*. De retour en Turquie, elle collabore avec l'*Institut d'histoire*, participe à la rédaction de l'encyclopédie d'Istanbul (*Istanbul Ansiklopedisi*) commandé par le ministère de la Culture et devient l'éditrice responsable de l'encyclopédie sur le syndicalisme en Turquie (*Türkiye Sendikacilik Ansiklopedisi*). Entre 1998 et 2005, elle publie trois romans : *Hiçbir yere Dönüş (Retour vers nulle part)*, *Sıcak Külleri Kaldi (Restent ses cendres chaudes)* et *Erguvan Kapisi (La porte de l'arbre de Judée)*.

- 57 Gültekin Gazioglu (1939-2005), né au village de Yesilyurt à Maçka en province de Trabzon (Trébizonde). Il étudia dans les Instituts de village de Besikdüzü ve Cilavuz. En 1957, il devint enseignant, une profession qu'il exerce dans de nombreuses provinces du pays. Il fut le dernier Président de l'Association des enseignants de Turquie pour l'unité et la solidarité (TÖB-DER), puissant syndicat comptant plus de deux cent mille membres et fermé le 24 décembre 1979 par un tribunal militaire d'Ankara. Il fut également membre du *Parti socialiste ouvrier de Turquie* (T.S.I.P.). Suite au coup d'Etat militaire de 1980, Gültekin Gazioglu quitte clandestinement la Turquie et s'exile en Allemagne. Le 5 juin 1981, il est déchu de sa citoyenneté et ne la récupère qu'en 1992. Le 10 août 2005, il décède d'un cancer durant son hospitalisation à Ankara, à l'âge de soixante-six ans.
- 58 Süleyman Üstün (1930-2007), né en 1930 dans le village de Karlıköy, à Saray, en province de Tekirdag (Thrace). En 1947, il termine le lycée à l'institut du village de Kepirtepe. Il devient alors enseignant, un métier qu'il exercera durant de longues années. A partir des années soixante, il s'engage activement dans la lutte syndicale des enseignants. En 1965, il est élu à la présidence de la centrale stambouliote du *Syndicat des enseignants de Turquie* (T.Ö.S.). La même année, il devient directeur de formation pour le syndicat de l'industrie pneumatique *Lastik-Is* et candidat aux élections générales sur les listes du *Parti ouvrier de Turquie* (T.I.P.) pour la province de Tekirdag. Suite à la création de la *Confédération révolutionnaire des syndicats ouvriers* (D.I.S.K.) en 1967, il poursuit son travail de formation au sein des grandes centrales syndicales, notamment celle de la métallurgie *Metal-Is*. Suite au coup d'Etat du 12 mars 1971, il est arrêté et intensément torturé. Après le coup d'Etat du 12 septembre 1980, il se réfugie à l'étranger. Durant son exil, il collabore avec de nombreuses organisations de travailleurs immigrés et organise la solidarité avec les syndicalistes turcs incarcérés dans les prisons de la junte. Le 19 mai 1991, il retourne en Turquie. Après la réouverture de la *Confédération* D.I.S.K. et de tous les syndicats qui lui sont affiliés, il milite au sein du syndicat des métaux *Birlesik Metal Is* lié à la D.I.S.K. puis au *Harb-Is*, le syndicat de l'industrie de l'armement affilié à la *Confédération Türk-Is*. A partir de l'année 2000, il devient expert en formation au syndicat du secteur pétrolier *Petrol-Is*. Il décède le 17 mai 2007 à l'hôpital Capa à Istanbul.
- 59 Fevzi Karadeniz (1952-), né à Ergani dans la province de Diyarbakir. Il étudia ses primaires et le lycée à Ergani. Durant ses années de lycée, il travailla dans l'administration des forêts de Düzce. Il a été licencié pour activités syndicales et connaît sa première arrestation à Düzce. En 1971, il entame des études de droit à l'*Université d'Istanbul*. Durant les années 1973-1975, il préside l'*Association culturelle des étudiants de l'enseignement supérieur de Diyarbakir* à Istanbul. Il entre en tant que dessinateur au bureau de plans d'urbanisation d'Istanbul. Des années durant, il représenta son entreprise. Lorsqu'une grève éclate dans son entreprise, grève qui ne tarda pas à être brisée, il poursuit tout seul la grève pendant un an. Il quitte la faculté de droit pour devenir tour à tour Président de la section stambouliote du syndicat *Teknik-Is* et membre du conseil d'administration du syndicat des employés de banque "Bank-Sen". Les deux syndicats sont affiliés à la *Confédération révolutionnaire des syndicats ouvriers* (D.I.S.K.). En 1978, il s'installe à Diyarbakir. Pendant les deux années qui suivent, il occupera les postes de permanent syndical dans les régions kurdes du pays. Suite à l'assassinat le 22 juillet 1980 du dirigeant de la D.I.S.K., Kemal Türkler, par des militants d'extrême droite, la résistance générale est décrétée. Il est arrêté durant une manifestation puis relâché. Mais un procès lui est intenté pour avoir parlé en kurde dans les meetings syndicaux organisés à Lice et Van. Suite au coup d'Etat de 1980, il est recherché pour son appartenance à la D.I.S.K. et au *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.). En 1984, il s'exile. Une revue publiant ses articles est confisquée. Risquant une condamnation de quinze ans de prison, il poursuit sa vie d'exilé. Son retour au pays se produit en 2001, après dix-sept ans d'exil.
- 60 Yilmaz Güney (1937-1984), né le 1er avril 1937 dans une famille de paysans kurdes à proximité d'Adana (sud de la Turquie). Yilmaz Güney fait des études à Ankara puis Istanbul. Il rejoint rapidement un cercle de jeunes cinéastes turques et joue dans près de vingt films d'Atif Yılmaz. Véritable acteur star en Turquie, il exprime aussi son engagement pour la question kurde. En 1961, il est emprisonné pendant dix-huit mois pour "propagande communiste". Son crime : avoir mis les paroles suivantes dans la bouche d'une petite paysanne, personnage d'une de ses premières nouvelles publiées dans une revue d'Istanbul : "Si tous les gens étaient égaux, le monde serait un paradis !" Sa relation avec le pouvoir devient dès lors de plus en plus tendue. Il commence à réaliser ses propres

films en 1965 et monte sa propre maison de production en 1968. En 1972, en pleine période de chasse à l'homme déclenchée par la junte militaire qui s'empara du pouvoir l'année précédente, il est emprisonné pour la seconde fois. Le cinéaste était accusé d'avoir "aidé et hébergé des militants armés". Ces militants armés étaient en réalité nuls autres que Mahir Cayan, dirigeant du T.H.K.P.-C. et ses camarades. Güney se retrouve pendant deux ans derrière les barreaux. Libéré en 1974 à la faveur d'une amnistie générale proclamée par le gouvernement de Bülent Ecevit, il ne peut jouir que d'un bref moment de liberté, car il était arrêté de nouveau trois mois plus tard, accusé cette fois d'avoir tué un juge au cours d'une bagarre. L'incident a eu lieu dans le bistrot d'un village proche d'Adana où Güney dirigeait le tournage d'un film, *Endise (L'inquiétude)*, sur les souffrances et épreuves des travailleurs saisonniers des champs de coton. Il s'agissait de toute évidence d'une provocation et il n'a jamais été formellement prouvé que Güney ait effectivement tiré la balle fatale. Cet épisode tragique a valu à Güney une condamnation à dix-huit ans de prison. Un an après le coup d'Etat – en octobre 1981 – Güney profita d'une brève permission pour prendre le chemin de l'exil, grâce à la complicité de ses nombreux amis et admirateurs en Turquie et en Europe. Il trouve asile en France et dans la foulée, remporte la Palme d'Or du Festival de Cannes en 1982 pour *Yol (La Permission)* dont il avait pu lui-même terminer le montage. En France, Güney réalise *Duvar (Le Mur)*, un film cinglant sur les tortures infligées aux adolescents dans les prisons turques. Ce film devient un succès international. Mais la maladie finit par avoir raison de lui. Il meurt d'un cancer de l'estomac le 9 septembre 1984. Le 13 septembre, plusieurs milliers de personnes ont assisté à ses funérailles au cimetière du Père Lachaise, des Turcs et des Kurdes de toutes conditions, exilés à Paris comme lui, mais aussi beaucoup d'amis français et étrangers : artistes, hommes et femmes politiques (Jack Lang, ministre de la Culture à l'époque, était présent, ainsi que Danielle Mitterrand). Ce n'est qu'en 1992 que ses films sont autorisés en Turquie.

- 61 Nihat Behram (1946-), né à Kars. Il étudie au lycée Haydarpaşa puis suit les cours à l'école supérieure de journalisme. Ses articles pamphlétaires lui valent d'être arrêté en violation des articles 141, 146 et 246 du Code pénal. Après une année et demie de captivité, il recouvre la liberté. Il collabore au journal "Vatan" en tant que reporter. En 1975, il fonde la revue "Militan" avec son frère, le poète Ataoğlan Behramoğlu et en 1978, il travaille dans la maison de production "Güney Film" créée par le cinéaste du même nom. Suite au coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980, il quitte le pays. Son exil commence à Zürich où il ouvre un bureau international de la maison de production "Güney Film". Il fait d'ailleurs partie du réseau qui organise l'accueil du cinéaste évadé de prison et exilé Yılmaz Güney. En 1982, il s'installe à Paris. En 1986, il obtient la bourse *Heinrich Böll* qui lui permet de vivre en Allemagne. La même année, il est déchu de sa nationalité turque pour ne pas avoir répondu favorablement à un appel au retour. Toujours la même année, il obtient la nationalité helvétique par le biais de son épouse suisse. Il retourne y vivre en 1990. Après dix-sept années d'exil politique, il rentre au pays. Ses premiers poèmes furent publiés dans les revues "Soyut" (Abstrait), "Yordam" (Décorum), "Yeni Gerçek" (Réalité nouvelle), "Halkın Dostları" (Les amis du peuple). Actuellement, il vit à Bâle en Suisse.
- 62 Cem Karaca (1945-2004), né le 5 avril 1945 à Istanbul d'un père azéri et d'une mère arménienne. Ayant grandi dans une famille d'artistes, il manifeste dès sa plus tendre enfance un vif intérêt pour la musique. A l'aube de sa carrière, il embrasse le rock et fonde, en 1963, un groupe éphémère appelé "Dinamitler" (Les Dynamites). Après la dislocation du groupe, il fonde "Bekledikleriniz" (Ceux que vous attendez) puis le groupe "Gökçen Kaynatan" dont la durée de vie ne sera que de quelques semaines. Mais il persévère et fonde le groupe "Jaguarlar" (Les Jaguars) en 1964, "Apaslar" (Les Apaches) en 1967 et "Kardaslar" (Les frères) en 1969. En 1971, il rejoint le groupe de rock anatolien légendaire "Mogollar" (Les Mongols). Lorsque les "Mogollar" se séparent, Cem Karaca crée le groupe de rock progressiste "Dervisan". Ses chansons à caractère social marquent toute la génération septante. Le groupe "Dervisan" disparaît à son tour, remplacé par le groupe "Edirdahan". Entre-temps, l'armée (re)prend le pouvoir. En janvier 1981, le dernier de ses albums soulève la colère de la junte. Contraint de quitter le pays, il s'installe en Allemagne. Il y vivra jusqu'en 1987 où il continue à chanter, y compris en allemand. Pendant ce temps, les militaires lui confisquent ses biens et sa nationalité et le condamnent à deux cents ans de prison. De retour au pays, il donne un concert à Ankara auquel assiste le Premier ministre Turgut Özal. Il est boudé par la gauche

- qui l'accuse d'allégeance à l'égard du pouvoir. Il poursuit sa carrière aux côtés de Cahit Berkay, le fondateur du groupe "Mogollar". Durant les années deux mille, il écrit de nombreux poèmes et apparaît dans le groupe "Kurtalan Ekspres" dirigé par un autre montre sacré du rock anatolien : Baris Manço. Au crépuscule de sa vie, il se dit de gauche, mais se rapproche du nationalisme et de l'islam. Le 8 février 2004, il meurt d'une insuffisance respiratoire et d'une crise cardiaque.
- 63 Sah Turna Dumlupinar (1950-), née dans le village de Kaynarca, à Gürün en province de Sivas. A l'âge de trois ans, elle perd la vue après avoir contracté la rougeole. A dix ans, malgré son handicap, elle joue du luth anatolien, le saz et interprète des chansons populaires. Sah Turna sort son premier disque alors qu'elle a à peine quatorze ans. Son répertoire militant lui cause de nombreux déboires. Ainsi, en 1975, elle est condamnée à douze ans et quatre mois d'emprisonnement pour avoir chanté des chansons politiques. Elle retrouve la liberté grâce à une intense campagne d'*Amnesty International* en sa faveur. En 1978, elle s'installe en Allemagne. Suite au coup d'Etat de 1980, elle est exilée de fait et le restera pendant quinze ans. En 1984, Sahturna est déçue de sa citoyenneté turque. Son répertoire ne perd rien de son militantisme ni de son exubérance : elle a à son actif plus de quatre cents chansons et vingt-deux albums. Mariée depuis 1987 avec le journaliste, écrivain et musicien Siar Agdasan et mère de deux filles, elle vit actuellement à Berlin où elle a ouvert une maison de la culture portant son nom.
- 64 Sanar Yurdatapan (1941-), né à Susurluk. Durant les années septante, il fut un compositeur renommé. Il rédigea divers scénarios de films et théâtre. En 1974, il composa la musique du film *Arkadas (Le camarade)* qui lui fit remporter l'Orange d'or au festival d'Antalya. En 1979, il devint le secrétaire général de l'*Association des artistes démocrates* (D.E.M.A.R.). Après le coup d'Etat militaire de 1980, il quitta la Turquie avec son épouse, la chanteuse et actrice Melike Demirag et s'installèrent en Allemagne. Leur exil dura onze ans. Ils furent déçus de leur citoyenneté turque en 1983 et ne purent retourner en Turquie qu'en décembre 1991. Leur citoyenneté ne fut restaurée qu'en 1992. Sanar Yurdatapan collabora de longues années au quotidien pro-kurde "Özgür Gündem". En outre, il a présidé d'innombrables associations d'artistes pour la liberté d'expression. Ces dernières années, il se distingua en particulier dans son engagement aux côtés des prisonniers politiques en lutte contre leurs conditions de détention dans les pénitenciers de type F.
- 65 Melike Demirag (1956-), née à Istanbul. En 1974, elle n'a que dix-huit ans lorsqu'elle partage l'affiche du film *Arkadas (Le camarade)*, réalisé par Yilmaz Güney. Sa célébrité se renforça grâce aux chansons qu'elle interpréta et dont certaines ont été écrites par son futur époux Sanar Yurdatapan. En 1978, elle campe le rôle de la jeune paysanne "Berivan" dans le film *Sürü (Le troupeau)* de Zeki Ökten. Suite au coup d'Etat de 1980, elle s'exile et s'installe en Allemagne où elle vivra pendant onze ans.
- 66 Fuat Saka (1952-), né à Trabzon d'une famille d'origine laze. Il étudia le dessin à Istanbul puis la musique en France et en Allemagne. Son premier album intitulé "Yikilir Zulmün Son Kaleleri" (Les derniers bastions de la tyrannie seront détruits) est sorti en 1982. C'est l'époque où il quitte la Turquie pour se mettre à l'abri des persécutions de la junte militaire. L'année suivante, il réalise "Aynlık Türküsü" (Le chant de la séparation). En 1984, il sort "Kerem Gibi" (Comme Kerem), du nom d'un poème de Nâzım Hikmet. Pendant vingt ans, il vivra en Allemagne et y poursuit sa production artistique. En 1997, il sort un album de rock ethno explosif intitulé "Lazutdar", le premier d'une série de trois qui va avoir un succès immense. Il y modernise la musique folklorique laze sur laquelle on danse le "horon", une danse particulière qui imite le frétillement de l'anchois, poisson-fétiche des Lazes. Le rythme y est donné par le kemençe, un violon typique des côtes de la mer Noire qui se joue comme un violoncelle. Il travaille en solo, mais aussi en groupe avec des musiciens de diverses nationalités : danoise, allemande, française et turque. Précurseur du "jazz laze", Fuat Saka vit depuis à Istanbul mais voyage régulièrement en Europe où il continue à donner des concerts et à promouvoir la culture laze.
- 67 Aydin Engin (1941-), né dans un hameau de Ödemis sur le littoral égéen. Il étudia jusqu'au lycée à Ödemis puis se rendit à Istanbul afin de suivre des études de droit. Pour gagner sa vie, il devint un écrivain public, dactylographiant les œuvres des grands auteurs de son époque. Avant la fin de ses études, il monta sur les planches. Il écrivit de nombreux scénarios de film et de pièces de théâtre. A partir de 1969, il se lance dans le journalisme et devient rédacteur en chef de la revue politique

“Yeni Ortam” (Nouveau milieu). Ses articles lui coûtent la liberté à de nombreuses reprises surtout après le coup d’Etat militaire du 12 mars 1971. A sa sortie de prison, il se marie avec la sociologue et militante Oya Baydar. Suite au coup d’Etat militaire de 1980, il se réfugie en Allemagne fédérale avec son épouse. Il retournera en Turquie après douze ans d’exil. Aydin Engin est actuellement chroniqueur dans de nombreuses publications, notamment le quotidien “Cumhuriyet” et l’hebdomadaire turco-arménien “Agos”.

- 68 Dursun Akçam (1927-2003), né au village de Ölçek en province d’Ardahan dans une famille de paysans pauvres. Au village, il apprend à lire et à écrire. Repéré par des enseignants pour son intelligence surprenante, il est accepté à l’école après avoir passé un examen et se retrouve directement en quatrième année primaire à l’école du 23 février. Il étudie ensuite à l’*Institut de village de Cilavuz*. En 1950, il est diplômé de l’*Institut de village*. En 1958, après avoir enseigné dans deux villages, dont le sien, Dursun Akçam poursuit ses études à l’*Institut de l’enseignement de Gazi* à Ankara, ce qui lui permet d’enseigner en secondaire à Ardahan. Lorsque survient le coup d’Etat du 27 mai 1960, il est officier de réserve dans l’armée. En juin 1960, il quitte Ardahan avec sa femme et ses quatre enfants pour enseigner dans d’autres villes. Il est nommé à la direction de l’école secondaire de Keskin, puis devient enseignant de littérature turque au lycée de Kirikkale tout en y assumant le rôle de directeur-adjoint. En 1964, il est nommé à la direction de l’école secondaire de Demirlibahçe à Ankara. En 1965, il commence à rédiger des anecdotes, interviews, des chroniques de voyage et même des romans littéraires et d’autre part, il participe à la lutte syndicale, d’abord en tant que comptable de la *Fédération nationale des enseignants de Turquie*, puis en tant que vice-Président du *Syndicat des enseignants de Turquie* (T.Ö.S.) nouvellement créé. En 1968, il est l’un des principaux leaders de l’action de boycott des cours qui mobilise plus de cent vingt mille enseignants à travers le pays. Suite au coup d’Etat du 12 mars 1971, il est arrêté et incarcéré à l’école militaire de Mamak puis à la prison militaire de la quatrième armée. Sa captivité dure un an. Durant les années septante, ses écrits lui valent d’être suspendu de sa profession et frappé d’exils intérieurs qui le mènent aux quatre coins de l’Anatolie. Akçam poursuit son militantisme à travers la publication d’articles dans le journal qu’il fonde, “Demokrat”. Lorsque survient le 12 septembre 1980, il quitte secrètement le pays via Kusadasi par bateau. Il séjourne à Hambourg en Allemagne pendant onze ans avec le statut d’exilé. Entre-temps, au pays, les procès intentés à son encontre s’accumulent. Se fiant aux affirmations de sources officielles selon lesquelles il bénéficierait de prescriptions, il retourne au pays en 1991, mais dès son arrivée à l’aéroport d’Esenboga à Ankara, il est mis en garde à vue. Après quelques jours, il est relâché. Lors d’un deuxième retour d’Allemagne, il sera à nouveau arrêté... Après son come-back définitif en Turquie, il s’installe à Kusadasi et y restera jusqu’à sa mort. Le 19 septembre 2003, il meurt des suites d’un cancer des poumons.
- 69 Enver Karagöz (1948-2007), né à Savsat en province d’Artvin (nord-est de la Turquie). Il étudie à l’*Université Atatürk de Erzurum* la littérature turque. Il retourne ensuite à Artvin pour y donner des cours au lycée de la ville. Suite au coup d’Etat de 1980, il est arrêté en tant qu’enseignant, membre de l’organisation marxiste armée *Dev-Yol* (Voie révolutionnaire) et dirigeant de l’*Association progressiste de solidarité avec les enseignants* (TÖB-DER). Son épouse, elle aussi enseignante, est également arrêtée durant la rafle. Enver Karagöz est supplicié pendant nonante jours au cours de ses interrogatoires. Ayant refusé de parler, ses tortionnaires déversent de l’eau bouillante sur sa gorge. Il en perd l’usage de la parole. Après sa libération pour raison médicale en 1984, il gagne l’Allemagne. Il y fonde l’*Association allemande des droits de l’homme en Turquie* (T.Ü.D.A.Y.). Mais en conséquence des tortures à l’eau bouillante qu’il a subies, il est atteint d’un cancer à la gorge. Il meurt à l’hôpital de Merhein à Cologne le 29 mars 2007.
- 70 Ibrahim Sevimli (alias Ali Dayi) (1950-), né au village de Karaviran, dans le district de Seydisehir en province de Konya. Il milite dans les mouvements de gauche dès l’âge de dix-sept ans. Il adhère au *Dev-Genç* (*Jeunes Révolutionnaires*) durant ses études à la section de langue turque de l’*Institut d’éducation de Gazi* à Ankara. En 1970, il est élu à la présidence de l’union des étudiants de son école. Suite au coup d’Etat militaire de 1971, il est arrêté. Il figure parmi les inculpés du *Dev-Genç* du procès militaire d’Ankara. Condamné à dix ans de prison, il est libéré suite à l’amnistie de 1974. Cette libération lui permet d’achever ses études à l’institut d’éducation. Il enseigne à Siverek, dans la province méridionale et kurdophone d’Urfa. A peine trois mois après

son embauche, il est écarté de la profession. A partir de 1975, il se joint au groupe de rédacteurs de "Devrimci Gençlik Dergisi" la revue des *Jeunes Révolutionnaires*. En 1978, il est élu au Conseil exécutif central de l'Association des enseignants pour l'unité et la solidarité (TÖB-DER). Il assume une série de responsabilités au sein du mouvement *Devrimci Yol* (*Voie révolutionnaire*). Il travaille à la rédaction du journal "Demokrat". Le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980 le contraint à quitter la Turquie l'année suivante et à s'installer en Allemagne. Ibrahim Sevimli participe au mouvement *Devrimci İsci* (*Ouvrier révolutionnaire*) initié par *Devrimci Yol*. Il se joint à la rédaction de la revue "Demokrat Türkiye". Malgré les scissions qui surviennent dans les rangs de *Devrimci Yol*, il demeure dans le mouvement *Devrimci İsci*. Après la disparition de *Devrimci İsci*, il publie des ouvrages théoriques sur le socialisme, sur le racisme et l'immigration. En 1996, il adhère au *Parti de la liberté et de la solidarité* (Ö.D.P.) fraîchement créé. Le 10 février 2002, il décède à Hanovre d'un cancer après un exil de près de vingt-deux ans. A sa mort, il était toujours recherché par les autorités turques. Son corps repose au cimetière d'Engesohde à Hanovre, dans un secteur réservé aux militants antifascistes.

- 71 Haydar Isik (1937-), né dans le hameau de Nazimiye dans la province kurde de Dersim. Il devient instituteur de village et enseigne dans les régions de Mus, Nazimiye et Pülümür. Il suit ensuite des études à l'Institut d'éducation de Bursa, ce qui lui permet d'enseigner en secondaire à Nazimiye, Nallihan et Izmir. Il entame des études de pharmacie à l'école supérieure d'Izmir. En octobre 1974, il est envoyé en Allemagne par le ministère turc de l'Education nationale pour donner des cours de turc aux enfants d'émigrés. La junte militaire du 12 septembre 1980 le déchoit de sa nationalité en 1982 et confisque ses biens. Il vit depuis en Allemagne où il s'adonne à l'écriture. A partir de 1992, il parraine de nombreux projets sociaux dans les régions kurdes comme l'ouverture d'écoles avec la collaboration du *Syndicat des enseignants allemands* (G.E.W.). Membre fondateur du *P.E.N. kurde* ; il a publié plusieurs romans dont certains ont été interdits en Turquie, notamment *Dersimli Memik Aga*, (Memik, Agha de Dersim) et *Dersim Tertelesi* (La destruction de Dersim).
- 72 Ibrahim Güçlü est né dans une famille kurde ayant émigré en Anatolie centrale. Il étudia au lycée Yildirim Beyazit à Ankara. En 1966, il adhère au *Parti ouvrier de Turquie* (T.I.P.). Durant ses études universitaires à la faculté de droit, il milite au sein des *Foyers de culture révolutionnaire de l'Est* (D.D.K.O.). Il est membre du conseil de rédaction de la revue "Rizgari", organe de presse de l'organisation pro-kurde du même nom. C'est également l'époque où il devient avocat. Lorsqu'un mandat d'arrêt est émis à son encontre en 1978, il quitte la Turquie et voyage entre la Syrie et l'Irak. Suite au coup d'Etat de 1980, il quitte la Turquie à destination de la Suisse où il obtient l'asile politique. Il retourne en Turquie en 1998. En 2002, il participe à la fondation d'une nouvelle organisation pro-kurde, le *Parti pour les droits et les libertés* (*Hak-Par*). Il devient ensuite le Président de l'association culturelle kurde *Kürd-Der*. Suite à un discours prononcé le 2 août 2005 dans lequel il déplore qu'un édifice de l'armée aie été baptisé "Mustafa Muglali", du nom du général qui fit exécuter trente-trois paysans kurdes durant l'année 1943 à Özalp dans la province de Van, il est poursuivi pour "atteinte à la réputation de la nation turque" sur base de l'article 301. En janvier 2007, il a été condamné dans cette affaire à un an et demi de prison.
- 73 Hasan Basri Aydın (1932-), né dans le village de Bölükçaya à Pötürge en province de Malatya. Son village étant dépourvu d'école, ce n'est qu'à l'âge de seize ans qu'il achève ses études primaires. Il poursuit ses études secondaires à Istanbul puis des études d'instituteur à Diyarbakir et Balikesir. En 1954, il commence à enseigner dans une école de village à Manisa. C'est là qu'il est frappé d'exil pour la première fois, après avoir dénoncé les pratiques antidémocratiques du Parti conservateur D.P. Il se retrouve dans une école de village à Malatya. Désormais, sa vie se résume à une alternance de résistances et de châtements, surtout dans le milieu scolaire, mais aussi à l'armée : en 1964, il est ainsi jugé pour avoir désobéi à un commandant de l'O.T.A.N. En 1966, il est nommé à l'école de-Kurtaalan mais là encore, les autorités le harcèlent pour ses écrits. Il est muté à Van en Anatolie orientale où il enseigne au lycée Atatürk. En 1968, il subit l'ire des commerçants de la ville après avoir uni cinquante villages dans une coopérative à Cayirli. La même année, il se rend en Palestine aux côtés des révolutionnaires Deniz Gezmiş, Hüseyin Inan et Yusuf Aslan. En 1970, il est arrêté à Malatya pour avoir organisé un meeting de cultivateurs de haschisch. En 1971, il est libéré et regagne l'école secondaire inférieure de Cayirli. Il y ouvre une section du *Syndicat des enseignants*

de Turquie (T.Ö.S.) et poursuit le travail d'organisation des petits agriculteurs en coopératives, ce qui lui vaut d'être muté vers une école de Malatya. En 1971, la chasse à l'homme, menée par la junte militaire, le conduit à la prison de Diyarbakir. A peine libéré, il est poursuivi puis innocenté par le tribunal de sûreté de l'Etat à Adana, le tribunal militaire de Elazig et le tribunal d'assises de Malatya pour "propagande communiste". Les tracasseries sont loin d'être finies. Il est à nouveau inculpé pour avoir prouvé l'implication de *Loups Gris* dans des attentats terroristes à Malatya et pour avoir écrit des articles dénonçant des affaires de corruption. En 1976, il finit par être muté vers une école de Sarkisla (province de Sivas). La même année, il est arrêté pour avoir agressé un dirigeant de l'association des enseignants fascistes *Ülki-Bir*. En 1977, il est banni vers un village de Divriği puis vers Yozgat en 1978, pour avoir frappé le Président fasciste du conseil électoral de la province de Sivas. Il est muté la même année au lycée Hacibektas à sa demande, mais à peine quelques mois plus tard, il est incarcéré à la prison de Mamak à Ankara suite à un meeting syndical où il aurait "incité le peuple à la rébellion". A sa libération en 1980, il est réhabilité à son poste d'enseignant au lycée Hacibektas mais le ministère de l'Education le limogé définitivement. Après avoir introduit un recours en Conseil d'Etat, il se rend en Allemagne où l'attend son épouse. Suite au putsch du 12 septembre 1980, il est condamné à six mois de prison par contumace. Mais le tribunal militaire de Konya le rejuge et l'acquitte. Malgré cela, le ministère de l'Intérieur le prive de sa nationalité turque en 1981. En 1983, de retour au pays, il est arrêté par la police de Gayrettepe puis relaxé en 1984 par le Conseil militaire de l'état d'urgence de la première armée. Cette nouvelle expérience le convainc de regagner l'Allemagne. Début 1985, il rentre au pays, mais est arrêté à la frontière. Après quarante-cinq jours de tortures, il est mis en cellule avant d'être, une nouvelle fois, relâché. La même année, il récupère sa nationalité turque sur décision du Conseil d'Etat et regagne les rangs d'école "à condition de demander sa retraite dans un délai de trois mois". En 1987, il est muté de l'école de Ramî à Istanbul vers celle de Baglar à Kocasinan. En 1988, il est limogé par le gouverneur d'Istanbul pour avoir écrit une lettre de protestation au ministre israélien de la défense Itzhak Rabin suite aux tortures exercées par l'armée israélienne sur des Palestiniens. En 1989, il regagne sa profession, mais cette fois, il demande son départ à la retraite. Coup de théâtre, pour le harceler, le ministère de l'Education le lui refuse. Un tribunal administratif lui donne gain de cause. A partir de 1990, il s'engage dans le partis politiques pro kurdes, D.E.P. puis H.A.D.E.P. En 2000, il est condamné pour avoir critiqué les prisons de type F. Libéré entre-temps, il y retourne en 2002 puis 2004, suite à la publication d'un ouvrage en deux volumes, *Tanriya Mektuplar (Lettres à Dieu)*, pour y avoir prétendument insulté l'Etat.

- 74 Serafettin Kaya (1929-), né à Varto dans la province kurde de Mus. Il travaille en tant qu'instituteur dans la province de Mus et à Ankara. Il étudie le droit. Devenu avocat, il ouvre un bureau à Diyarbakir. Suite au coup d'Etat militaire de 1971, il défend de nombreux opposants kurdes. En 1976, il participe à la fondation de l'organisation de gauche kurde *Rizgari*. Durant ces années-là, il est nommé bâtonnier au barreau de Mus. Après le coup d'Etat militaire de 1980, il est incarcéré à la prison militaire de Diyarbakir. En mai 1982, il arrive en Allemagne et s'installe dans la ville de Kiel. Il publie plusieurs ouvrages sur l'enfer du milieu carcéral turc et travaille comme consultant dans les procédures d'asile des exilés kurdes. Il milite actuellement pour le droit à l'éducation du peuple kurde dans sa langue maternelle.
- 75 Tarik Ziya Ekinci (1925-), né à Lice dans la province de Diyarbakir. Il étudie la médecine à Istanbul et devient un spécialiste de la médecine interne. De 1957 à 1960, il milite au sein du *Parti républicain du peuple* (C.H.P.) puis en 1963, adhère au *Parti ouvrier de Turquie* (T.I.P.). Il devient très vite secrétaire général du Parti suite aux élections de 1965, il siège au Parlement en tant que député du T.I.P. de Diyarbakir et ce, jusqu'en 1969. Son engagement politique lui vaut une condamnation à trois ans de prison suite au coup d'Etat militaire du 12 mars 1971. Il connaîtra un sort analogue suite au coup d'Etat militaire de 1980, mais il est relâché faute de preuve. En 1982, durant une courte période de liberté, il s'enfuit et se réfugie à Paris jusqu'en 1985. Il vit actuellement à Istanbul en tant que parlementaire retraité. Il fonde l'association D.E.M.O.S., pour une entente démocratique et une solution pacifique à la question kurde.
- 76 Sertaç Bucak (1951-), originaire de la ville d'Urfa, Sertaç Bucak est né à Gürün dans la province de Sivas. En 1957, il entre à l'école primaire à Urfa. Suite au coup d'Etat du 27 mai 1960, son père,

l'avocat Faik Bucak est arrêté et envoyé en exil. Il s'installe avec sa famille à Siverek. En 1962, il finit ses études primaires et entre au collège *Maarif* à Diyarbakir. Son père Faik Bucak qui entre-temps est devenu Président d'une organisation kurde illégale appelée, le *Parti démocrate du Kurdistan de Turquie* est assassiné. Après la perte de tragique son père, Sertaç Bucak est contraint d'aller vivre à Istanbul. En 1969, il achève ses études au lycée anatolien de Kadıköy puis entre à la *Faculté de droit à l'Université d'Istanbul*. Le 29 octobre 1970, il voyage en Allemagne fédérale. En 1978, il décroche un diplôme d'ingénieur en pétrole à l'*Université de Heidelberg*. Durant son séjour en Allemagne, il milite pour la cause kurde et dénonce les violations des droits de l'homme en Turquie. En 1983, il est déchu de sa citoyenneté turque par la junte militaire. Il ne pourra retourner en Turquie que trente-deux ans après son départ, soit le 2 juillet 2002. Depuis novembre 2006, Sertaç Bucak préside le *Parti des droits et des libertés (Hak ve Özgürlükler Partisi)*.

77 Info-Türk n°51, janvier 1981, p.3.

78 D. ÖZGÜDEN, *Black Book*, p. 103.

79 *Ibid.*

80 Bakiye Beria Önger (1921-), née à Canakkale. Elle préside l'association des femmes progressistes, l'organisation des femmes du *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.). Elle est avocate. Elle épouse le critique d'art Fahir Önger. Suite au coup d'Etat militaire de 1980, elle est déchuée de sa nationalité. A son retour en Turquie, le 10 décembre 1988, elle est refoulée du sol turc en raison de sa perte de la nationalité.

81 Info-Türk, *op. cit.* ; D. ÖZGÜDEN, *Id.*, p.103.

82 Demir Özlü (1935-), né à Istanbul. Son premier poème est publié dans une revue éditée par le lycée de Kabatas qu'il fréquentait puis par la revue littéraire "Türk Dili" (Langue turque). En 1959, il quitte l'*Université d'Istanbul* avec un diplôme de droit en main. Il étudie la philosophie à la *Sorbonne* entre 1961 et 1962 puis retourne en Turquie où il travaille pendant quatre ans en tant qu'assistant à la chaire de philosophie et de méthodologie du droit à l'*Université d'Istanbul*. Mais il est licencié en raison de son engagement politique. Il décide alors de se lancer dans la profession d'avocat. Suite au coup d'Etat militaire de 1971, il est incarcéré. En 1979, il s'installe à Stockholm. Suite au coup d'Etat militaire de 1980, il est déchu de sa citoyenneté turque. Ce n'est qu'en 1989 qu'il pourra finalement retourner en Turquie. Il vit depuis à cheval entre Stockholm et Istanbul. Ses chroniques, nouvelles, critiques et traductions sont publiées dans diverses revues comme "Mavi" (Bleu), "Yeni Ufuklar" (Nouveaux Horizons), "Soyut" (Abstrait), "Somut" (Concret), "Yeni Edebiyat" (Littérature nouvelle) etc. Depuis 1980, il s'adonne surtout à l'écriture d'essais, romans et récits de voyages.

83 D. ÖZGÜDEN, *Ibid.*

84 Info-Türk n°59, septembre 1981, p.8.

85 Cf. site Internet de Reporters Sans Frontières, Turquie, Rapport annuel 2003.

86 A. BAYAR et L. ERTORUN, *Un aperçu économique de l'immigration turque, dans : Histoire des étrangers et de l'immigration en Belgique* (dir. A. MORELLI), Ed. Vie Ouvrière, Bruxelles, 1992 p.325.

87 Engin Erkiner (1950-), né à Adana. En 1967, il étudie la chimie à l'*Université technique du Moyen-Orient* (O.D.T.Ü.). En 1970, il adhère au *Club socialiste de réflexions* (S.F.K.) puis à la rédaction du journal "İleri" (En avant) de la *Fédération des Jeunes Révolutionnaires de Turquie* (T.D.G.F.). En 1974, il achève sa maîtrise en chimie. En 1975, inspiré par le combat du T.H.K.P.-C. et la mort héroïque en mars 1972 de ses dirigeants dont Mahir Cayan, il participe à la rédaction d'une brochure intitulée "Problèmes urgents de la révolution en Turquie", ce qui vaut à lui et ses compagnons d'être surnommés les *Urgentistes*. Mais ils s'autoproclament l'*Avant-garde révolutionnaire du peuple (Halkın Devrimci Öncüleri - H.D.Ö.)*. Il est arrêté lors d'un braquage d'une banque et incarcéré en 1977. Le 21 avril 1980, il s'évade de la prison en compagnie de dix-sept militants et cinq prisonniers de droit commun. Il quitte la Turquie clandestinement pour se rendre d'abord en Syrie puis en France. A Paris, en 1982, il fréquente les militants d'*Action directe*. Puis, il rompt avec son organisation et s'installe en Allemagne. Il adhère en même temps au *Parti du travail communiste de Turquie* (T.K.E.P.). En 1983, il est déchu de sa citoyenneté turque puis condamné à mort. Sa peine est commuée en condamnation à perpétuité. Dès 1985, il dirige la revue culturelle "Yazın" qui est également diffusée en Turquie et écrit plusieurs livres. Entre-temps, il adhère au P.D.S., le *Parti du*

socialisme démocratique allemand. Il occupe un poste élevé au sein de la section francfortoise de ce parti. En 1995, il obtient la citoyenneté allemande. Actuellement, il étudie les sciences politiques à l'*Institut Goethe de Francfort*.

- 88 Stéphane De TAPIA, "Les migrations dans le monde turco-iranien", dans *Cahier d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, CEMOTI, n°39-40, janvier-décembre 2005, affirme que depuis les années 1974-1975, cent à cent cinquante mille travailleurs turcs vivent en Arabie saoudite dans la précarité : "*L'immigration turque, sur chantiers de travaux publics, sans regroupement familial possible, en situation juridique fragile, toujours susceptible de refluer, sans conditions politiques favorables (guerre(s) du Golfe, crise israélo-palestinienne, libanaise...) n'a pu s'installer dans les pays arabes, contrairement à l'Europe.*"
- 89 Abdullah Öcalan (1949-), né le 4 avril 1949 dans le village de Ömerli (Amara en kurde) district de Halfeti en province de Urfa. Le village ne possédant pas d'école, il commence sa scolarité dans un village voisin. Il poursuit ses études au collège de Nizip. En 1966, il entre au lycée du cadastre à Ankara. Après ses études en 1969, il exerce le métier de fonctionnaire administratif durant une année. A l'époque, il fréquente la mosquée de Maltepe à Ankara ainsi que les milieux anticommunistes et panturquistes. Par la suite, il entreprend des études à la *Faculté de droit d'Istanbul*. C'est là qu'il découvre le marxisme et adhère aux *Foyers révolutionnaires de la culture de l'Est (Dogu Devrimci Kültür Ocakları - D.D.K.D.)*. Les années septante sont marquées en Turquie par un mouvement populaire et politique très intense. Les mouvements étudiants deviennent actifs en particulier à Ankara et à Istanbul. Suite à l'exécution de Mahir Cayan et à la pendaison de Deniz Gezmiş, il participe aux manifestations de protestations. En 1972, il est arrêté et purge une peine de prison de six mois pour "propagande communiste" selon l'article 142/1 du Code pénal. Dès sa sortie de prison, il participe à la réunification du mouvement étudiant sous la bannière de l'indépendantisme kurde, et ce, au grand dam des étudiants marxistes qui prônaient une organisation unifiée. Le groupe d'étudiants autour d'Öcalan décide de former un parti. Ils rédigent alors ce qui deviendra plus tard le manifeste du P.K.K. En 1978, dans un village appelé Pis, non loin de la ville de Diyarbakir, se tient le premier congrès qui donne naissance au *Parti des Travailleurs du Kurdistan (P.K.K.)*. Suite à l'arrestation de dirigeants du P.K.K. qui livrent des infos sur la localisation de Öcalan, le 2 juillet 1979, ce dernier est contraint de quitter clandestinement la Turquie. Désormais en Syrie, il prend le nom de guerre "Ali". Suite au coup d'Etat du 12 septembre 1980, le mouvement indépendantiste kurde subit de nombreuses pertes, mais le mouvement se réorganise au Liban. Le 15 juillet 1984, le P.K.K. déclenche sa lutte armée. Cette lutte armée prend, en 1990, la tournure d'un soulèvement populaire. Afin d'empêcher les destructions causées par la guerre et d'ouvrir la voie vers une résolution politique et démocratique, Öcalan propose des trêves en 1993, 1995 et 1998, mais celles-ci s'avèrent être unilatérales. Le régime d'Ankara n'a jamais répondu favorablement à ces trêves. Malgré cela, Öcalan déclare la fin des combats le 1^{er} septembre 1998 afin de permettre des négociations politiques. En octobre 1998, l'Etat turc, refusant les négociations, menace la Syrie de guerre et Öcalan doit s'exiler en Europe. Il se rend alors à Moscou où la Douma demande que l'asile politique lui soit accordé, mais le gouvernement russe, à la demande de la Turquie, d'Israël et des Etats-Unis le lui refuse. Le 13 novembre 1998, il arrive à Rome et demande l'asile politique. Les autorités turques pour leur part demandent son extradition, mais l'Italie refuse de l'extrader dans un pays qui applique encore la peine de mort. Il quitte l'Italie le 16 janvier 1999 pour une destination inconnue. Le 1^{er} février, il tente de se rendre à la *Cour Internationale de Justice de La Haye*, mais est refoulé à l'aéroport d'Amsterdam. Il trouve refuge à l'ambassade de Grèce au Kenya, mais est enlevé par des agents secrets turcs avec l'aide du Mossad israélien. Il est alors emmené le 16 février 1999 en Turquie où il est emprisonné sur l'île-prison d'Imrali. Le 29 juin 1999, il est condamné à mort pour avoir fondé le P.K.K. et mené une guerre de quinze ans contre l'Etat turc à la suite d'un procès où il opère une volte-face consternante en annonçant qu'il renonce à la lutte armée, en demandant pardon aux mères de soldats turcs tués sur le front, et surtout où il annonce qu'il rejette désormais toute idée d'un Kurdistan indépendant, ou même d'une fédération, au profit d'un concept de "République démocratique" aux contours assez flous. Il est depuis confiné à un régime d'isolement total.

- 90 Sarp Kuray (1945-), né à Boyabat (mer Noire). Son père Enver Kuray, fut un gouverneur d'Ankara. En 1966, il devient officier de marine. Il est arrêté en 1970 en raison de deux communiqués publiés en 1968 et 1969. Condamné, il est limogé et incarcéré. Il est libéré suite à l'amnistie proclamée en 1974 par Ecevit. Il quitte alors le pays. Il crée alors les organisations *Partizan Yolu* (*Voie du Partisan*) et *16 Haziran Hareketi* (*Mouvement du 16 juin*). Mais ses activités lucratives à l'étranger le mènent parmi les milieux de la mafia turque, ce que les milieux de gauche lui reprochent de manière virulente. En 1993, il retourne en Turquie. A peine entré au pays, il est incarcéré pendant deux mois. En décembre 2005, il est condamné à la perpétuité pour avoir dirigé les mouvements *Partizan Yolu* et *16 Haziran Hareketi* et ordonné une trentaine d'attaques armées entre 1986 et 1990.
- 91 De tous ces dirigeants cités, le seul à être resté au pays est Süleyman Cihan. Arrêté le 28 juillet 1981, il succombe après deux mois de torture au commissariat de Gayrettepe à Istanbul.
- 92 *Devrimci Yol* n'existe aujourd'hui plus en tant qu'organisation clandestine. Durant les années nonante, la plupart des ex-dirigeants de *Devrimci Yol* ont rallié le *Parti de la liberté et de la solidarité* (Ö.D.P.).
- 93 *Devrimci Sol* est devenu en 1994 le D.H.K.P.-C. (*Parti-Front révolutionnaire de libération du peuple*) et ses *Unités révolutionnaires armées* (S.D.B.) ont été rebaptisées *Unités de propagande armée* (S.P.B.).
- 94 Source : liste des "martyres de *Devrimci Yol*" publiée dans le site du mouvement, http://www.devrimcihareket.net/index.php?option=com_wrapper&Itemid=45
- 95 S. CIGERLI & D. LE SAOUT, *Öcalan et le P.K.K., Les mutations de la question kurde en Turquie et au Moyen-Orient*, Ed. Maisonneuve & Larose, Paris, 2005, p.65.
- 96 Les sympathisants de *Devrimci Sol*, peu nombreux en exil, sont toutefois très actifs. *Devrimci Sol* sera d'ailleurs interdit en Allemagne en 1983 après que dix sympathisants de ce mouvement eurent occupé le consulat turc à Cologne (le 3 novembre 1982) pour protester contre la junte, ses crimes contre l'humanité et la Constitution qu'elle s'appropriait à imposer à la population. Le 30 août 1983, le militant de *Devrimci Sol*, Cemal Kemal Altun, recherché par la junte pour sa participation présumée à l'exécution du ministre fasciste des douanes et des monopoles Gün Sazak, se suicide en se défendant sur la sixième étape du tribunal administratif de Berlin pour protester contre la junte après que les autorités allemandes lui refusèrent l'asile politique. La mort tragique de Cemal Kemal Altun a fait de lui un symbole du déni du droit d'asile. Aujourd'hui, deux places publiques, l'une située à Hambourg et l'autre à Kassel, ainsi qu'un monument érigé à Berlin portent son nom.
- 97 Dursun Karatas (1953-), né le 15 mars 1953 à Kurdemlik en province de Elazig. D'origine kurde, ce sympathisant du T.H.K.P.-C. milite au sein de l'organisation des *Jeunes Révolutionnaires* (*Dev-Genç*) dès son entrée à la *Faculté de foresterie d'Istanbul*. En 1974, il est arrêté à Elazig en compagnie de Niyazi Aydin pour avoir écrit un slogan en faveur de l'indépendance de l'île de Chypre qui venait d'être envahie par l'armée turque. Dursun Karatas fonde la même année l'*Association culturelle des étudiants du supérieur d'Istanbul* (I.Y.Ö.K.D.) et devient une figure de proue du mouvement étudiant à partir de 1975. En 1977, lorsque les membres de *Dev-Genç* de la section d'Ankara s'alignent sur un manifeste intitulé *Devrimci Yol (La voie révolutionnaire)* jugé réformiste, Dursun Karatas et ses compagnons qui militent à Istanbul, suspendent puis rompent leurs liens avec eux. En décembre 1978, Dursun Karatas participe à la fondation *Devrimci Sol (La Gauche révolutionnaire)*, une organisation politico-militaire marxiste-léniniste qui se présente comme la continuation du T.H.K.P.-C. de Mahir Cayan. De 1978 au coup d'Etat de 1980, *Devrimci Sol* livre une guérilla urbaine contre les milices d'extrême droite et les forces de sécurité qui prennent d'assaut et terrorisent les quartiers ouvriers. A peine dix-huit jours après le coup d'Etat de 1980, Dursun Karatas est arrêté, torturé et mis en détention après plus d'un mois de garde à vue. Il s'évadera le 25 octobre 1989 de la prison de Bayrampasa à Istanbul, suivi par d'autres dirigeants du mouvement. Ces évasions successives redynamisent le mouvement. Sur l'injonction de ses compagnons, précipitée par une succession d'assauts policiers meurtriers contre les cellules clandestines de l'organisation, Dursun Karatas se résout finalement à quitter le pays. On découvre a posteriori qu'il est passé par la Syrie où il aurait participé au congrès de fondation du D.H.K.P.-C. (*Parti et Front Révolutionnaire de libération du peuple*) en 1994. La même année, il est arrêté à la frontière franco-italienne puis relâché quelques mois plus tard. Activement recherché par Interpol et par les réseaux mafieux à la

solde des services secrets turcs, Dursun Karatas est condamné à passer le restant de ses jours dans l'exil et la clandestinité. Depuis 1994, il assume la fonction de secrétaire général du D.H.K.P.-C. Le 28 février 2006, le tribunal correctionnel de Bruges l'a condamné à cinq ans de prison ferme et à six ans lors de son procès en appel. Mais le 19 avril 2007, la Cour de cassation anéantit les jugements. Son procès reprend le 27 septembre devant la Cour d'appel d'Anvers. Le 7 février 2008, il est acquitté.

- 98 Arslan Tayfun Özkök (1955-), né à Istanbul. Il étudie au lycée de Kabatas puis à l'*Université Yıldız* (I.D.M.A.A.) et devient le Président de l'*Association étudiante démocratique de l'académie* (D.E.M.A.K.D.). Il est en outre un membre de l'équipe nationale turque d'aviron. En 1980, il est arrêté et incarcéré à la prison de Bayrampasa (prison spéciale de Sagmalcilar) et condamné à mort en 1981 pour sa participation au mouvement révolutionnaire armé *Devrimci Sol* (appelé également *Dev-Sol*). Au début des années nonante, il dirige le camp de *Devrimci Sol* dans la plaine de la Bekaa. En 1994, il participe à la fondation du *Parti et Front révolutionnaire de libération du peuple* (D.H.K.P.-C.). Les autorités turques le soupçonnent de se trouver actuellement en Syrie. Il est présumé membre du comité central du D.H.K.P.-C.
- 99 L'une des scissions du T.K.P.-M.L. active dans ces régions s'appelle désormais *Parti communiste maoïste* (M.K.P.) et sa branche armée *Armée de libération du peuple* (H.K.O.).
- 100 "Turquie, putsch sans résistance" titrait alors *Le Soir*, 14-15 septembre 1980, p.3.
- 101 E. KARACA, *12 Eylül'ün Arka Babçesinde, Avrupa'daki Mültecilerle Konusmalar*, Ed. Ozan, Istanbul, 2005.
- 102 *Serxwebun*, n°245, mai 2002 : C'est en été 1982, lors son deuxième congrès que le P.K.K. décide de retourner en Turquie pour lancer une insurrection.
- 103 D. ÖZGÜDEN, *Black Book on the Militarist Democracy in Turkey*, Ed. Info-Türk, Bruxelles, 1986, p.8-9.

Communautés diasporiques et transnationales de Turquie

Les exilés politiques turcs

Estimations

L'immigration turque compte quelque 4,7 millions de personnes à travers le monde. La majorité – 2,6 millions – vit en Allemagne. Jusqu'en 1987, l'Europe a accueilli deux cents exilés politiques déçus de leur citoyenneté turque.¹

En 1980, sur 58.073 demandeurs d'asile politique de Turquie ayant fui vers l'Europe occidentale, 57.913 s'installèrent en Allemagne, soit la presque totalité d'entre eux.

De 1979 à 2000, l'Allemagne comptait 383.996 demandeurs d'asile originaires de Turquie. Parmi eux, 42.113 ont été régularisés.²

En Belgique, la diaspora turque compte environ cent quarante mille âmes, ce qui porte cette communauté au deuxième rang des étrangers extra-européens du Royaume. Le nombre d'exilés politiques y est relativement marginal en raison de la rareté des cas de régularisation. Selon les statistiques du *Centre pour l'Égalité des Chances et la Lutte contre le Racisme* (C.E.C.L.R.) de 1999, entre 1988 et 1997, à peine 24,3 % des 10.000 candidats réfugiés originaires de Turquie auraient été reconnus comme réfugiés.³

Ces chiffres concernent tous les émigrés possédant la citoyenneté turque sans distinction nationale, religieuse ou ethnique. Il est d'ailleurs impossible de discerner avec exactitude la proportion d'émigrés kurdes, arabes, lazès, syriaques, circassiens ou bosniaques au sein de cette immigration qualifiée abusivement de "turque".

Cette distinction est tout aussi ardue au sein de l'émigration politique. Les statistiques établies par les autorités publiques ou les universités européennes sont

également à manier avec précaution, car un nombre considérable de Kurdes peuple les organisations répertoriées comme turques, surtout celles de la gauche radicale ou à caractère confessionnel, alévi et sunnite. Le silence par ces sujets sur leur identité kurde voire leur reniement constitue au demeurant un facteur non négligeable de confusion. Il n'est vraiment pas rare d'entendre des Kurdes s'identifier par leur seule appartenance politique ou religieuse.

De même, dans les analyses démographiques sur l'immigration en provenance de Turquie, les Kurdes sont considérés comme tels quasi uniquement lorsqu'ils adhèrent à la mouvance nationaliste kurde liée au P.K.K.

Continuum politique dans l'exil

Les pionniers de la main-d'œuvre immigrée de Turquie ramènent de leur ville, leur village ou leur hameau, leur café (*kahve*), sorte de bistrot réservé aux hommes où l'on sirote un thé tout en discutant de politique, en regardant un match ou en jouant aux cartes, éventuellement au trictrac. Véritables institutions sociales, ces cafés jettent les bases de la solidarité et du réseau associatif communautaire. Ces cafés se convertissent très vite en associations de travailleurs immigrés sans but lucratif (A.S.B.L.) pour éviter de payer des taxes. Après les coups d'Etat de 1971 et surtout après celui de 1980, ces "kahve" se définissent par leur inspiration idéologique.⁴ Les Turcs de l'immigration reproduisent ainsi les clivages politiques qui existent en Turquie. Les cafés sont peu à peu supplantés par les "dernek", littéralement des "associations", c'est-à-dire des lieux de mobilisation où sont organisés des commémorations de "militants martyres", des conférences, des débats politiques et des repas de solidarité. Cela dit, pour les mouvements politiques, entretenir le dynamisme politique et la discipline dans ces établissements devient une préoccupation permanente. Car, à tout moment, ces "dernek" risquent de (re)devenir des "kahve"; à tout moment, le "divertissement, l'oisiveté et l'abrutissement" risquent de l'emporter sur la "culture révolutionnaire" ou sur la "conscience nationaliste."⁵

Après le coup d'Etat de 1980, on assiste à un arrivage massif de militants de gauche, toutes catégories politiques confondues. La répression militaire est si étendue que dans l'exil, l'on rencontre, intactes, les structures pyramidales des partis, depuis le dirigeant au sympathisant en passant par les cadres intermédiaires et les simples membres.

Hormis les prisons turques qui deviennent le théâtre d'un conflit intense entre la volonté de la junte militaire et celles des révolutionnaires, c'est désormais en grande partie à partir de l'étranger que s'organise la résistance à la junte.⁶ C'est

aussi à l'étranger que les forces de gauche parfois farouchement rivales (pour des raisons idéologiques et stratégiques, notamment en raison du conflit sino-soviétique) apprennent à travailler en front uni.⁷ Mais c'est aussi à l'étranger que s'éteint "l'ardeur révolutionnaire" de nombreux militants.

Les organisations de l'exil en Belgique

Les exilés politiques s'organisent en associations dont le but premier est de dénoncer la dictature militaire du général Evren. Ces associations dépendent généralement de partis politiques que la junte a interdits.

Dans presque chaque pays d'Europe occidentale, celles-ci comptent un comité, une section, parfois un local. En Belgique par exemple, le *Parti ouvrier de Turquie* (T.I.P.), le *Parti socialiste ouvrier de Turquie* (T.S.I.P.), le *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.) et le *Parti révolutionnaire des ouvriers et des paysans de Turquie* (T.I.I.K.P.) ont chacun leur propre comité: respectivement l'*Unité pour la démocratie* (*Demokrasi için Birlik*, D.I.B.-A.K.), le *Comité de Belgique de Solidarité avec le Périodique Gerçek* (B.G.D.K.), l'*Union des Travailleurs Turcs de Belgique* (U.T.T.B.-B.T.I.B.) et l'*Union populaire de Turquie* (T.H.B.).

Dans le comité "Unité pour la démocratie", on retrouve Dogan Özgüden et Inci Tugsavul. Dès 1976, le couple Özgüden-Tugsavul s'applique à dénoncer les atrocités commises par les régimes militaires successifs à travers le "Bulletin de l'agence Info-Türk", une source d'information exceptionnelle sur la situation en Turquie devenue une référence incontournable. Après trente et un ans d'existence ininterrompue, le "Bulletin de l'agence Info-Türk" poursuit son combat historique pour la démocratisation du pays.

Durant les années quatre-vingts, il existe en outre un *Comité belge de défense des droits de l'homme en Turquie* lié aux syndicats belges C.S.C. (chrétien) et F.G.T.B. (socialiste). Le secrétaire de ce comité était Georges Dutry, Président du *Mouvement ouvrier chrétien* (M.O.C.).

C'est l'époque où la Belgique accueille une figure de proue du socialisme turc : la Présidente du *Parti ouvrier de Turquie* (T.I.P.), Mme Behice Boran. Durant son exil en Belgique, elle organise la fusion entre le *Parti communiste de Turquie* (T.K.P.) et son Parti (T.I.P.). La nouvelle formation s'appellera *Parti communiste unifié de Turquie* (T.B.K.P.). Behice Boran en sera nommée la Présidente d'honneur. Le 7 octobre 1987, soit à peine deux jours après cette nomination, Behice Boran meurt à Bruxelles.⁸

Notons également en Belgique la présence d'individus se réclamant de groupements marxistes, mais qui ne disposent pas d'infrastructures faute de moyens financiers et humains. Il s'agit des maoïstes de *Partizan*, des "guévaristes" de *Devrimci İşçi (Ouvrier révolutionnaire)* ou encore des "envérites" (pro-albanais) de *Halkın Kurtuluşu* (Libération du peuple). En revanche, en Allemagne ou en France, le nombre de sympathisants du moindre groupuscule pouvant se compter par dizaines, chacun a son local, sa revue et son bloc dans les manifestations.

En Belgique, le nombre d'associations turques est estimé à 126 en 1999 contre 109 en 1992 sur base des listes d'adresses disponibles ⁹ avec une part non négligeable d'organisations islamistes, turquistes ou kémalistes. Entre 1998 et 2003, 159 A.S.B.L. auraient été créées.¹⁰

Les chiffres concernant l'Allemagne relevés à la même époque sont encore plus surprenants : près de deux mille associations, dont 80 % sont à caractère politique.¹¹ Ce phénomène associatif est un indice qui permet de réaliser le degré surprenant d'identification des émigrés turcs à leur lieu d'origine, mais aussi leur degré élevé de politisation.

Accusées de turcophobie ¹², la plupart des associations de la gauche radicale turque et celles qui promeuvent la culture des minorités ethniques d'Anatolie, quoique rares, ne sont pas reprises dans cette liste.¹³

Situation actuelle de la gauche radicale turque en Belgique

A partir des années nonante s'amorce un retour de nombreux militants politiques en Turquie. Cette phase de retour concerne en partie les membres des mouvements révolutionnaires recherchés par Ankara qui soit ont rompu avec la lutte armée, soit bénéficient d'une prescription ou de l'assouplissement des lois turques sur la liberté d'expression. C'est le cas des ex-guérilleros du T.H.K.P.-C., Necmi et Ilkay Demir ¹⁴, du traducteur et romancier Yigit Bener ¹⁵ et du syndicaliste Sina Pamukçu.¹⁶ Seules les organisations illégales en Turquie poursuivent leur militance sur le sol belge. Parmi celles-ci, le D.H.K.P.-C. est la plus active.¹⁷ De 1995 à 2006, le D.H.K.P.-C. disposait d'un bureau à proximité du Parlement européen.¹⁸ Ces dernières années, le D.H.K.P.-C. a fait beaucoup parler de lui, notamment dans le cadre du procès de Knokke ¹⁹, de l'affaire Erdal ²⁰ et de l'affaire qui porte mon nom.²¹

Dans une moindre mesure, des sympathisants du *Parti communiste marxiste-léniniste* (M.L.K.P.) et du *Parti communiste maoïste* (M.K.P.) sont également présents sur le sol belge.

Comme les militants des partis socialistes et communistes turcs arrivés durant les années septante, les mobilisations des organisations de la gauche révolutionnaire turque s'effectuent surtout à travers des commémorations de militants victimes du terrorisme de l'Etat turc, des manifestations de protestation contre le régime d'Ankara, contre les guerres, contre le racisme ou encore pour les travailleurs (1^{er} mai...), des ventes de journaux ²², des pique-niques, des concerts et du travail de lobbying politique.

Contrôle social via l'ambassade et les médias

Dès l'année 1973, les associations turques d'Europe s'unifient pour mieux se faire représenter auprès des autorités et mieux défendre leurs droits autour de thèmes comme l'obligation de visas pour voyager, la législation visant les travailleurs immigrés ou les discriminations.²³

Le régime d'Ankara ne tarde pas à convoiter cette force sociale et à l'attirer vers ses propres structures notamment via la direction des affaires religieuses (La *Diyane*). Pour ce faire, Ankara envoie une armée de professeurs de langue turque et de religion et le consulat turc lance en 1979 ses propres associations de travailleurs turcs organisées en larges fédérations.²⁴

Dès le début des années septante, les médias turcs jouent également un rôle majeur dans l'encadrement, la formation voire aujourd'hui l'embrigadement de la diaspora turque. Ceux-ci ont depuis été secondés dans leur "mission" par les chaînes de télévision turques captées par antennes paraboliques.²⁵

La conséquence fatale du contrôle exercé par le régime d'Ankara sur les immigrés turcs se traduit par des actes de violence contre les minorités non-turques, non-musulmanes et non-nationalistes, en l'occurrence, les Kurdes, les Arméniens, les Assyro-Chaldéens, les communistes...

L'incendie répété du centre culturel kurde situé dans le quartier de Saint-Josse à Bruxelles entre décembre 1998 et octobre 2007 ou l'assassinat d'un gréviste de la faim de gauche Cafer Dereli à Rotterdam en décembre 2000, ne sont que quelques exemples parmi des centaines d'autres de cette violence téléguidée ou provoquée par les autorités turques.²⁶

Estimation

Il nous est impossible de donner des chiffres fiables concernant l'immigration kurdes en Europe, car les Kurdes dans leur globalité, sont recensés comme ressortissants des Etats d'où ils proviennent. C'est pourquoi, Bozarslan parle d'une double immigration dans le cas des Kurdes.²⁷

Généralement, on estime la diaspora kurde en Allemagne entre cinq cent mille et six cent mille personnes dont 90 % proviennent de Turquie.²⁸

Les démographes conviennent que près de 13 % des citoyens turcs d'Allemagne sont des demandeurs d'asile politique. Sans pouvoir avancer de chiffres précis, on peut gager que la majorité d'entre eux sont d'origine kurde.²⁹

Les débuts de l'émigration kurde

Différente des autres diasporas originaires de Turquie par sa densité et sa permanence, la diaspora kurde remonte aux années soixante. A l'époque, elle faisait partie d'un mouvement migratoire plus vaste : celui des travailleurs turcs qui s'installaient pour la plupart en R.F.A. Le politologue Hamit Bozarslan, une des références majeures sur la question kurde, lui-même fils d'un exilé politique, nous apprend que les itinéraires des deux migrations ne sont cependant pas entièrement identiques. D'abord, parce que l'industrialisation entamée durant les années soixante dans l'ouest de la Turquie ne concerne pas les régions kurdes : la main-d'œuvre inemployée produite par cette industrialisation chaotique se serait surtout concentrée dans le centre et l'ouest du pays, à majorité turque. Quant aux régions kurdes, elles auraient été plus durement affectées par la crise économique et la paupérisation des décennies suivantes, nettement aggravées par le terrorisme d'Etat et la sale guerre menée par l'armée turque.³⁰

Les organisations kurdes de l'exil

Avant 1980, K.O.M.K.A.R. était la seule organisation européenne des Kurdes, proche du *Parti socialiste du Kurdistan* (T.K.S.P.). Au fil des années et surtout après le coup d'Etat de 1980, le nombre d'exilés politiques kurdes va exploser.

Les mouvements politiques kurdes qui se structurent dans l'exil pourront compter sur un appui colossal de l'émigration économique kurde.

Peu à peu, des institutions kurdes voient le jour : le parlement kurde en exil à Bruxelles, la chaîne de télévision "Med-TV" rebaptisée "Roj-TV" à Denderleeuw et à Londres, la publication du quotidien "Özgür Politika" en Allemagne, les instituts kurdes de Paris, Bruxelles et Berlin.

Les mobilisations gigantesques qui s'opèrent dans les rues européennes grâce à l'action d'associations telles que *Feyka*, *Kom-Kar* ou *Kon-Kurd* lors de la fête du Newroz, du 1^{er} mai ou pour la libération d'Abdullah Öcalan, vont même dynamiser le militantisme en Turquie et dans le Kurdistan turc.

Comme le souligne Isabelle Rigoni : "*Pour les organisations politiques kurdes, les migrants représentent l'espoir d'un souffle nouveau propre à remédier à l'apathe, à la crainte ou au désengagement des Kurdes en Turquie.*"³¹

De nombreux jeunes de la seconde et de la troisième génération vont forger leur identité kurde à l'étranger. Certains vont même devenir des exilés malgré la distance de leur action militante, tout en étant des natifs européens et des enfants de travailleurs immigrés de surcroît.³² C'est précisément, leur double appartenance, à la fois diasporique et transnationale qui les rend vulnérables au danger de l'exil unilatéral ou demi-exil.³³ Certains d'entre eux iront rejoindre les rangs de la guérilla.

Au milieu des années nonante, l'action des Kurdes de la diaspora connaîtra un progrès sur le terrain institutionnel notamment via le recours aux instances judiciaires européennes. Grâce à l'assistance apportée par la *Kurdish Human Rights Project* (K.H.R.P.), une institution londonienne créée en 1992, par un exilé politique dénommé Kerim Yildiz, la diaspora engagera régulièrement des procédures auprès de la *Cour européenne des droits de l'homme* (C.E.D.H) ou de la *Cour de justice des communautés européennes* (C.J.C.E.) pour dénoncer et faire condamner l'Etat turc pour ses crimes et exactions.³⁴

Organisations kurdes de Belgique

Durant les années quatre-vingts, les exilés patriotiques kurdes de Turquie s'organisent dans deux structures : *l'Union des travailleurs et étudiants kurdes de Bruxelles* (T.E.K.O.S.E.R.) et *l'Union des Etudiants du Kurdistan en Europe* (K.S.S.E.).

Peu à peu, l'exil s'institutionnalise et à l'initiative d'un exilé particulièrement actif, Derwich Ferho³⁵ *l'Institut kurde de Bruxelles* voit le jour dans le quartier multiculturel de Saint-Josse.

Par ailleurs, des associations kurdes proches du P.K.K. essaient dans tout le royaume et se fédèrent au sein de *Fek-Bel*, la *Fédération des Associations kurdes de Belgique*.

Fek-Bel fait partie d'une Confédération dénommée *Kon-Kurd* qui regroupe douze fédérations kurdes en Europe. Ces dernières années, les associations kurdes de Bruxelles sont la cible d'attaques terroristes de la part d'émeutiers d'extrême droite.

Une Renaissance par l'exil

Les intellectuels kurdes qui choisissent le chemin de l'exil vont être à la source d'une véritable renaissance de la littérature *Kourmandji* ³⁶ strictement interdite en Turquie. Appuyés par plusieurs centaines de milliers de travailleurs kurdes émigrés, les intellectuels kurdes s'organisent pour promouvoir leur langue et leur culture. Poètes et écrivains font paraître leurs oeuvres d'abord dans des revues publiées par des maisons d'éditions kurdes en Suède.³⁷ En effet, les autorités suédoises, qui favorisent le développement culturel des communautés émigrées, accordent aux Kurdes un budget de publication relativement important. Une vingtaine de journaux, magazines et revues paraissent dès la fin des années septante. Peu à peu, sur les étagères des librairies fleurissent des livres pour enfants, des abécédaires et des traductions d'ouvrages historiques sur les Kurdes. Mehmet Emin Bozarlan ³⁸ fait paraître des contes pour enfants, Rojen Barnas ³⁹ des recueils de poèmes, le journaliste Mahmut Baksi ⁴⁰ membre de l'Union des écrivains suédois, publie un roman et des contes pour enfants en kurde, turc et suédois et Mehmed Uzun ⁴¹ publie de nombreux romans considérés comme des chefs-d'œuvre de la littérature kurde.

Minorités dans la minorité

Si la majorité des Kurdes de Turquie est sunnite, la nation kurde est composée d'autres communautés religieuses : alévie, yézidie, et dans une plus faible proportion, chiite et chrétienne, en Irak et en Iran. Ces minorités dans la minorité ont produit des diasporas dans la diaspora.

Les Zazas

Les Kurdes alévis de la région de Dersim (Tunceli en turc), Sivas et Erzincan sont majoritairement membres de l'ethnie zaza, forte de près de six millions d'individus. Les Kurdes alévis ont mené de nombreux soulèvements qui ont été écrasés dans le sang. Le plus connu, celui de Dersim (1937-1938) a été dure-

ment réprimé par le pouvoir kémaliste ⁴², entraînant un exode massif vers les provinces limitrophes. Après les coups d'Etat militaires de 1971 et de 1980, les régions zazaphones peuplées de Kurdes alévis et le Dersim en particulier, vont payer très cher le prix de leur résistance. Ils fuiront massivement vers les métropoles turques et vers l'Europe. On estime à plus de trois cent mille le nombre de Zazas à l'étranger.

Les Yézidis

Le nombre des Yézidis du Kurdistan turc a dramatiquement chuté depuis les années septante, où la communauté comptait quatre-vingt mille personnes. Les Yézidis étaient 23.000 en 1985, 423 seulement selon le recensement de 2000 et finalement 377 en 2007 (dont Urfa 243, Batman 72, Mardin 51, Diyarbakır 11 personnes). Ils ont immigré en Europe, en Suède (20.000) et surtout en Allemagne (60.000 personnes). De tous les Yézidis de l'immigration et de l'exil, la plus connue est sans doute l'eurodéputée du *Parti social-démocrate allemand* (S.D.P.) Feleknas Uca.

La diaspora arménienne

Destination des rescapés du génocide

La France fut l'un des principaux pays d'accueil des Arméniens rescapés des déportations de 1915. Il s'agissait surtout d'orphelins ⁴³ et rarement de familles entières.⁴⁴ La plupart de ces rescapés furent débarqués dans le port de Marseille.⁴⁵ Des milliers d'entre eux vont tenter leur chance dans la vallée du Rhône et remonter jusqu'à Paris et Bruxelles. Plusieurs milliers de survivants du génocide resteront au Moyen-Orient, au Liban, en Palestine, en Syrie ou en Iran. D'autres s'installeront dans la République socialiste d'Arménie.⁴⁶ D'autres encore iront vivre sur le continent américain, aux Etats-Unis ou en Argentine.

Décroissance démographique continue

Mais tout au long du XX^{ème} siècle dernier, la diaspora arménienne se verra hélas régulièrement enrichie de sang neuf à partir de la Turquie: suite au génocide bien sûr, mais aussi suite à la promulgation en 1942 de la loi fiscale raciste et discriminatoire appelée "Varlik Vergisi" (Taxe sur les biens) et sa corollaire, le camp de travail d'Askale réservé aux Juifs et aux Arméniens, suite aussi au pogrome des 6 et 7 septembre 1955 mais également suite aux coups d'Etat militaires de 1971 et 1980.

Force est de constater que la violence politique qui émaille l'histoire de la Turquie durant les années septante entraîne aussi l'augmentation de demandes d'asile de "Chrétiens turcs". Cette situation interpella d'ailleurs les milieux ecclésiastiques européens qui publièrent à la fin de l'année 1979 un rapport accablant sur la multiplication des violences contre les chrétiens durant la période 1975-1979 ainsi que le déclin de la population arménienne en Turquie.⁴⁷

Après le coup d'Etat de septembre 1980, on assiste à des conversions collectives à l'Islam. Lors du recensement de 1985, les Arméniens de Turquie ne seraient plus qu'une petite communauté de septante mille âmes sur près de cinquante millions d'habitants.⁴⁸

A l'aube de ce troisième millénaire, les sources arméniennes avancent le chiffre de trente mille à quarante mille crypto-chrétiens ⁴⁹ vivant actuellement en Turquie aux côtés de la centaine de milliers d'Arméniens déclarés.⁵⁰

Le nationalisme arménien

Malgré l'ancienneté de leur exode, les Arméniens de la diaspora sont caractérisés par un intense engagement politique dans les rangs de partis nationalistes arméniens. De nos jours, le Parti *Hentchak*, social-démocrate, créé à Genève en 1887 compte de nombreux adhérents au sein de la diaspora. Tout comme le *Ramgavar*, fondé à Constantinople en 1908, par des libéraux appartenant à la bourgeoisie d'affaires de cette ville et le Parti *Dachnak* ou F.R.A. (*Fédération révolutionnaire arménienne*) fondé à Tiflis en Géorgie en 1890 et rattaché à la II^{ème} Internationale dès 1907 malgré l'opposition bolchevique qui estimait le nationalisme incompatible avec la lutte des classes.

De 1918 à 1921, le *Dachnak* socialiste est le principal parti en Arménie soviétique. Voyant une menace dans son nationalisme virulent, les Bolcheviks l'interdisent. Il ne survit qu'en exil.

Pendant la Seconde Guerre mondiale, une fraction du Parti *Dachnak* collabore avec les nazis. De 1945 aux années septante, c'est toujours la tendance de droite hostile à l'U.R.S.S. et proaméricaine qui domine au sein du parti en exil. Ce n'est qu'à partir des années quatre-vingts que la tendance de gauche, plus modérée vis-à-vis de l'U.R.S.S. et plus distante des États-Unis, l'emporte.

Pendant septante ans, le *Dachnak* poursuit son existence en tant que parti en exil, mais aussi en tant que parti intraethnique tant au niveau parlementaire, notamment en Syrie et au Liban, que municipal, par exemple à Marseille.

Durant les années septante, le mouvement nationaliste arménien se dote par ailleurs de plusieurs organisations armées éphémères : les *Commandos des justiciers du génocide arménien* (C.J.G.A.) proche du Parti *Dachnak* créés en 1972, l'*Armée secrète de libération de l'Arménie* (A.S.A.L.A.)⁵¹ fondée à Beyrouth en 1975, la *Nouvelle résistance arménienne* (N.R.A.)...

Une diaspora internationaliste

Comme nombre de peuples martyrs, les Arméniens rejoindront massivement les organisations antifascistes. Ce sera leur manière de prendre leur revanche sur l'histoire. C'est ainsi que des milliers d'orphelins du génocide de la Première Guerre mondiale seront les victimes et pour plusieurs centaines d'entre eux les héros martyrs de la Seconde Guerre mondiale. En France, les rangs des Francs-tireurs partisans (F.T.P.) issus de la *Main d'œuvre immigrée* (M.O.I.)⁵², l'organisation qui regroupe les étrangers communistes, comptent un grand nombre de ces rescapés ou de leurs enfants. Citons Missak Manouchian (1906-1944), héros communiste de la Résistance française, "consacré" par l'Affiche rouge et fusillé le 21 février 1944 avec vingt et un de ses camarades⁵³ par les nazis au Mont Valérien. Manouchian est originaire de la ville d'Adiyaman, aujourd'hui majoritairement kurde.⁵⁴ La fameuse Affiche rouge, que les nazis placardent à quinze mille exemplaires, le présente en ces termes : "Manouchian, *Arménien, chef de bande, 56 attentats, 150 morts, 600 blessés*". Parmi ses vingt-trois compagnons d'armes capturés, torturés et exécutés, il y avait un autre Arménien, âgé de quarante-quatre ans, Arpen Davidian (Tavitian)...

Par ailleurs, sur les trois cent mille Arméniens qui ont servi dans l'*Armée Rouge* durant la Deuxième Guerre mondiale, on compte plusieurs milliers de rescapés du génocide de 1915.

En Syrie et au Liban, Artin Madoyan⁵⁵ et Haykazun Boyadjian, deux réfugiés arméniens d'Anatolie, créèrent en 1924 la *Ligue Spartacus*. Le 1^{er} mai 1925, ils rencontrèrent des dirigeants du *Parti du peuple libanais* au cinéma *Crystal* de Beyrouth.⁵⁶ De cette rencontre naquit le *Parti communiste de Syrie et du Liban*, un parti clandestin qui organisa la lutte contre l'occupation française.

En Turquie, nombreux sont les Arméniens qui ont adhéré aux organisations de résistance antifasciste, un état de fait que le Président turc de l'institut d'histoire (T.T.K.), Yusuf Halaçoğlu, négationniste et raciste notoire, a récemment stigmatisé.⁵⁷

Les journaux de la diaspora arménienne

La diaspora s'enorgueillit par ailleurs d'une production journalistique prolifique : près de trois mille cinq cents titres dont plus de la moitié ont été ou sont édités dans la diaspora, et ce, depuis l'an 1794, date de la parution de "Azatar" (Le Moniteur), le premier journal en langue arménienne publié à... Madras, aux confins de l'Inde !

En France, la diaspora arménienne disposait d'une presse abondante déjà à partir du milieu du XIX^{ème} siècle. On estime à près de deux cents le nombre de titres publiés par la diaspora arménienne de France dont deux quotidiens publiés à Paris : "Haratch" (En Avant) fondé en 1925 et depuis 1984, "Gamk" (La volonté), organe bilingue du Parti *Dachnak*. Notons aussi la parution de périodiques influents comme le mensuel "France-Arménie" édité par le *Comité de défense de la cause arménienne* (C.D.C.A.), le bimensuel bilingue "Achkhar" (Monde) ou encore le magazine "Les Nouvelles d'Arménie".⁵⁸

Exil politique arménien de Belgique

L'exil politique arménien de Belgique est aussi vieux que la terreur hamidienne même si, à la fin du XIX^{ème} siècle, les Arméniens de Belgique ne formaient qu'une petite communauté. C'est une époque où seules les familles arméniennes aisées qui avaient les moyens et l'habitude de voyager en Europe, s'installaient en Belgique. Vers 1920, le gouvernement belge accueille près de mille cinq cents rescapés du génocide.⁵⁹ En 1922, l'expulsion des Grecs de Smyrne par les troupes kémalistes et le retrait des troupes françaises de Cilicie vont provoquer une nouvelle arrivée massive d'Arméniens en Belgique.⁶⁰ La même année, le *Comité des Arméniens de Belgique* voit le jour. Plus de quatre-vingt-cinq ans plus tard, ce Comité ⁶¹ existe toujours avec à sa tête, l'avocat Michel Mahmoudian.

L'appel à l'aide et à la solidarité des exilés arméniens trouve un large écho dans l'opinion publique belge. Les milieux cléricaux prennent eux aussi fait et cause pour les victimes du génocide.⁶² Un Comité belge philarménien composé de personnalités libérales telles que Henri Grégoire, professeur de philologie de l'U.L.B., Oscar Grojean du docteur en histoire de l'*Université de Liège* ⁶³ et du bollandiste Paul Peeters ⁶⁴ est même mis sur pied. Celui-ci est présidé par la Comtesse Noubar d'Aerschot, fille de Bogos Noubar Pacha.⁶⁵

Le troisième mouvement diasporique que connaît la communauté arménienne de Belgique se produit à la suite des coups d'Etat militaires de 1971 et 1980. Cette nouvelle génération d'exilés donnera naissance à l'*Association des*

Arméniens démocrates de Belgique représentée par Bogos Ökmen ⁶⁶, une organisation proche des milieux politiques turcs de gauche. ⁶⁷

Au bout d'intenses efforts étalés sur plusieurs décennies par la communauté arménienne contre la négation et l'oubli, en 1997, un monument dédié à la mémoire des victimes du génocide est finalement érigé dans le square Henri Michaux à Ixelles ⁶⁸ et le 26 mars 1998, le Sénat belge finit par voter une résolution reconnaissant le génocide arménien. Mais ces dernières années, la campagne pour la reconnaissance officielle du génocide menée par la communauté arménienne de Belgique doit faire face aux affres de la *realpolitik* observée par les autorités belges tant à l'égard du régime d'Ankara que des élus négationnistes belges d'origine turque.

La diaspora assyro-chaldéenne

Génocide et exil

Connus sous différentes appellations (Assyriens, Chaldéens, Nestoriens, Syriacques, Jacobites, Araméens), les Assyro-Chaldéens sont les descendants des premiers chrétiens. Ils parlent une langue commune, l'Araméen, la langue de Jésus-Christ.

Leur terre ancestrale est la Mésopotamie où des villes comme Ninive et Babylone connurent leurs siècles de gloire jusqu'à leur chute, respectivement en l'an 612 (détruite par les Mèdes et les Babyloniens) et en l'an 539 avant J.-C. (détruite par les Mèdes et les Perses Achéménides). En Araméen, leur lieu d'origine se dit "Beth Nahrain", ce qui signifie "pays entre les deux fleuves". ⁶⁹

Les Assyro-Chaldéens sont par ailleurs ceux que l'on appelle les "grands oubliés" ⁷⁰ du génocide de 1915. Car si le génocide perpétré en 1915 par le gouvernement *Jeunes Turcs* est inscrit dans la conscience collective comme le massacre des Arméniens, les Assyro-Chaldéens n'ont guère connu un sort plus envieux. En effet, plus de la moitié des Assyro-Chaldéens d'Anatolie auraient péri ⁷¹ aux côtés du peuple arménien, ce qui équivaldrait à près de deux cent cinquante mille victimes. Ils ont baptisé leur génocide "Seyfo", qui signifie en araméen "l'épée", un nom qui révèle les modalités et l'ampleur du crime et du traumatisme qu'il a provoqués au sein de leur communauté. Comme la diaspora arménienne, les Assyro-Chaldéens ont choisi la date symbolique du 24 avril 1915 qui vit l'arrestation à Constantinople et le massacre de plus de six cents intellectuels et notables arméniens, pour commémorer le génocide dont ils furent

eux aussi les victimes. Comme les rescapés arméniens, les Assyro-Chaldéens se battent depuis leur arrivée dans les pays européens et aux Etats-Unis, pour la reconnaissance de leur martyre.

Estimations

Bien que les relevés démographiques soient faussés par leur citoyenneté qui est turque, irakienne ou syrienne pour les Assyro-Chaldéens demeurés dans leurs terres ancestrales, en 1994, leur population est estimée à près de trois millions ⁷² dont près d'un million vivant en Irak, cinq cent mille en Syrie et moins de trente-cinq mille en Turquie. Leur nombre n'a cessé de décroître depuis 1974, suite aux persécutions orchestrées en Turquie et à l'instabilité politique au Moyen Orient. Plus de trois cent cinquante mille d'entre eux auraient trouvé refuge dans les pays de l'Union européenne tandis qu'aux Etats-Unis, on en compte près de quatre cent mille. Actuellement, plus de cent vingt mille Assyro-Chaldéens vivent en Suède, dix-huit mille en France et près de vingt-deux mille en Belgique.⁷³

Tenaillés entre plusieurs nationalismes

Le peuple assyrien compte de nombreuses figures intellectuelles acquises aux idées nationalistes et ce, dès le début du XX^{ème} siècle. Nous pourrions citer entre autres, le poète Naum Faik de Diyarbakir et Freyduun Atturaya alias Bit Abram originaire de la province iranienne d'Ourmia. Ce dernier créa le *Parti socialiste d'Assyrie* en 1917 soit le premier parti politique assyrien de l'histoire. Cependant, ce n'est qu'en 1957 que le premier mouvement politique assyrien structuré voit le jour. Il s'agit de l'*Assyrian Democratic Organisation* (A.D.O.), fondé dans la Haute-Djezireh en Syrie.⁷⁴ Son objectif est de promouvoir "*l'unité de toutes les communautés composant la nation assyrienne, la reconnaissance de l'existence nationale du peuple assyrien et de ses droits nationaux légitimes, la démocratie comme principe de coexistence et de cohabitation de tous les peuples de cette région.*"

Coincés dans un territoire en butte aux nationalismes arabe et turc et au fanatisme islamiste ⁷⁵, certains Assyro-Chaldéens ont, peu à peu, développé des sympathies envers le mouvement national kurde, tant du côté turc qu'irakien. En mars 1974, l'évêque de Zakho aurait même officiellement appelé à la coopération avec les maquisards kurdes d'Irak.⁷⁶ Dans le Kurdistan turc, le P.K.K. qui compte plusieurs dirigeants assyriens, appuie la création d'une organisation assyro-chaldéenne qui mêle marxisme et nationalisme, l'*Organisation des patriotes révolutionnaires de Mésopotamie*. Parallèlement, le 25 avril 1995,

jour du nonantième anniversaire du génocide des Arméniens et des Assyro-Chaldéens, le Parlement kurde en exil s'excuse officiellement auprès des peuples victimes pour l'implication du peuple kurde dans le génocide.⁷⁷ L'*Organisation des patriotes révolutionnaires de Mésopotamie* se transforme au début des années nonante en *Parti de la liberté de la Mésopotamie* (*Gabo d'Hiruthbo d'Bethnabrin* – G.B.H.) mais son activité reste relativement marginale.

Par ailleurs, il existe aussi des organisations plus méfiantes à l'égard du P.K.K. comme le *Parti de la libération de l'Assyrie* (*Gabo d'Furkono Aturaya* – G.F.A.) lequel accuse le P.K.K. de vouloir assimiler les Assyro-Chaldéens pour en faire des "Kurdes chrétiens".⁷⁸

Vie politique et culturelle de la diaspora

Aux Etats-Unis

La diaspora assyro-chaldéenne est principalement centrée aux Etats-Unis où vivent aujourd'hui près de quatre cent mille descendants du génocide qui s'organisent dans pas moins de cinquante associations⁷⁹, notamment l'*Assyrian National Association* créée en 1915 à Jersey City⁸⁰, l'*Assyrian American Association of Chicago* fondée en 1917 ou encore l'*Assyrian Foundation of America* née à San Fransisco en 1964. Cette dernière publie une revue intitulée "Niniveh" en 1978. L'année suivante, l'*Assyrian American National Federation* (A.A.N.F.) voit le jour. Celle-ci absorbera progressivement toutes les associations assyro-chaldéennes basées aux Etats-Unis.

En Europe

Durant la Première Guerre mondiale, les Assyriens qui survécurent aux massacres perpétrés en Anatolie se réfugièrent en Iran, en Irak, en Russie et aux Etats-Unis. Rares furent ceux qui, à l'époque, s'installèrent en Europe. C'est surtout durant les années septante et quatre-vingts que les Assyro-Chaldéens arrivent par milliers en Europe, notamment en Allemagne, en France, mais aussi et surtout en Suède.

Récemment, la communauté assyrienne de Suède a fait parler d'elle suite à deux événements. Le premier, tragique, concerne l'assassinat perpétré le 13 décembre 2007 dans des conditions obscures, du professeur de sociologie à l'*Université d'Örebro* d'origine assyrienne, Fuat Deniz⁸¹, auteur d'une thèse intitulée *L'Odyssée d'une minorité*. Le deuxième, plus heureux, est le lancement en 2004 de "Suroyo TV" et en 2006, de "Suryoyo Sat", deux chaînes de télévision qui émettent en araméen à partir de la ville suédoise de Södertälje.⁸²

La communauté assyrienne de Suède peut également compter sur les efforts entrepris par le député social-démocrate Yilmaz Kerimo pour mener le combat au sein des institutions suédoises contre la négation et l'oubli du génocide de 1915. Et chose exceptionnelle, de 2004 à 2006, la Suède a même eu pour ministre des écoles primaire et secondaire, Ibrahim Baylan, un Assyro-Chaldéen né en 1972 dans le Tur Abdin, et qui a quitté la Turquie avec sa famille après le coup d'Etat militaire de 1980.

En France, plus de mille Assyro-Chaldéens sont affiliés à l'*Association des Assyro-Chaldéens de France* (A.A.C.F.), une organisation qui semble avoir davantage une vocation culturelle tournée sur la société française qu'une action politique visant le régime d'Ankara, estimant que la lutte pour reconnaissance nationale est une vaine entreprise et que leur nouvelle patrie est leur pays d'accueil.

Assyro-Chaldéens de Belgique

En Belgique, au début des années nonante, on dénombrait trois mille Assyro-Chaldéens de rite jacobite et deux mille de rite catholique.⁸³ La plupart d'entre eux seraient arrivés entre 1975 et 1987, donc au plus fort de la terreur fasciste des *Loups Gris* et de la junte militaire.⁸⁴ La plupart d'entre eux furent encadrés par *Philoxène* (signifiant en grec *L'ami des étrangers*), une association créée en 1983 dans le but de promouvoir "l'insertion et l'intégration socioprofessionnelle des chrétiens de Turquie."⁸⁵ Actuellement, les Assyro-Chaldéens provenant de Turquie seraient à eux seuls près de quinze mille avec près de mille cinq cents familles à Bruxelles, cinq cents familles à Malines, quatre cent cinquante à Anvers et cent cinquante à Liège. Ces estimations sont avancées par Nahro Beth-Kinne⁸⁶, le Président des *Associations des Assyriens de Belgique*, exilé en Belgique depuis 1981 et animateur depuis 1988 de l'émission "La Voix des Assyriens" sur les ondes d'une radio bruxelloise.

La diaspora alévie

Origine des Alévis

Politique d'assimilation et dissimulation par crainte de persécutions obligent, les Alévis de Turquie n'ont jamais été recensés. Il est donc impossible d'estimer leur nombre avec exactitude. On estime toutefois à plus de vingt millions le nombre actuel d'Alévis en Turquie. Ce flou démographique entoure également les Alévis de l'émigration et de l'exil politique que les institutions européennes voyaient indistinctement comme des "Turcs".

Or, si les Alévis sont majoritairement les descendants des guerriers nomades turkmènes acquis au Chiisme de la confrérie safavide et à l'ordre bektachi ⁸⁷, dès le XVI^{ème} siècle, ils sont ralliés par de nombreuses tribus kurdes dans une révolte sociale contre l'Empire ottoman. Conséquence de cette "union sacrée", il existe actuellement autant d'Alévis turcophones que kurdophones. Le foyer historique des Alévis est l'Anatolie centrale et de l'est, mais avec leur déportation vers les Balkans, l'alévisme essaimera également parmi les peuples macédoniens, bosniaques et albanais.⁸⁸ Quelques siècles plus tard, l'exode rural aggravé par l'exode politique va disperser les Alévis d'Anatolie vers les grandes métropoles de Turquie et d'Europe occidentale.

En Europe, nombreux sont les Alévis qui ont continué à pratiquer leur culte dans la discrétion lors de réunions privées alors que les Sunnites bâtissaient des mosquées. Cette pratique de la dissimulation a accentué leur méconnaissance parmi les Etats européens. En raison de leur marginalisation politique, sociale et économique ainsi que de leur tradition de révolte à l'oppression véhiculée par leur poésie liturgique, les Alévis sont traditionnellement de gauche. Leur résistance à l'Empire ottoman les amena à soutenir la lutte de libération nationale et antiféodale dirigée par Atatürk et, par la suite, à appuyer son programme de laïcisation. A partir des années soixante, la politisation des Alévis et leur radicalisation à gauche estompe leur identité religieuse pour n'apparaître qu'à la fin des années quatre-vingts, essentiellement sous l'impulsion de la diaspora alévie en Allemagne.

Associations politiques et culturelles aléviées de l'exil

Dès le milieu des années soixante, on note l'existence dans le sud de l'Allemagne d'une organisation alévie baptisée T.A.L.E.B. (*Türkiye Aleviler Birliği*). L'arrivée massive de militants politiques et syndicaux, suite au coup d'Etat militaire de 1971, contribue à la politisation des émigrés de Turquie et à fortiori des Alévis. Durant les années septante, les Alévis se regroupent sous couvert d'associations de travailleurs notamment au sein de l'*Union des travailleurs de Turquie (Türkiye Amele Birliği)* composée de trente-quatre sections. Cette association travaille en étroite collaboration avec le *Parti de l'Union de Turquie (Türkiye Birlik Partisi - T.B.P.)* fondé par un groupe d'intellectuels alévis le 17 octobre 1966.

Les persécutions que subissent les Alévis en Turquie renforcent les rangs du T.B.P. en Allemagne. Après le pogrom de Kahramanmaras en décembre 1978, les membres alévis du C.H.P. (le *Parti républicain du peuple*, kémaliste) en exil quittent leur parti en signe de protestation pour n'avoir pas empêché les

massacres en tant que parti au pouvoir et fondent en 1979, l'*Union des patriotes* (Y.S.B.) avec les militants du T.B.P. Cette Union deviendra l'antenne du T.B.P. à l'étranger. Après le coup d'Etat de 1980, le T.B.P. est contraint à fermer ses locaux en Turquie à l'instar de tous les partis.⁸⁹ Les Alévis ne désertent pas pour autant les organisations marxistes révolutionnaires. D'ailleurs, ces dernières vont largement contribuer à la "renaissance de l'alévitité"⁹⁰ tant en Turquie qu'en Europe.⁹¹

Par ailleurs, le multiculturalisme que prône l'Allemagne des années quatre-vingts pour gérer la présence durable des étrangers sur son sol redynamise lui aussi l'identité alévie.⁹² La création de la *Fédération des Unions des Alévis d'Europe* (A.A.B.F.) en 1991 sera l'un des résultats directs de cette politique de coexistence harmonieuse. Devenue une confédération européenne en 1997 sous le sigle A.A.B.K., cette organisation revendique aujourd'hui cent quarante associations et plus de cent mille membres.⁹³

Numériquement plus faible, la *Fédération des Alévis du Kurdistan* (F.E.K.), une émanation du P.K.K. créée en 1994, compterait à peine deux mille membres. La fondation *Cem* (*Cem Vakfi*) dirigée par le professeur Izzettin Dogan, très proche du régime d'Ankara, ainsi que la *Fédération alévie Ehl-i Beyt* (A.B.A.F.) sont relativement marginales.

Selon le ministère turc des affaires étrangères, fin 2003, il y aurait 500.000 à 700.000 alévis sur 2.375.000 émigrés en Allemagne.

Alévis de Belgique

Estimée à trente-cinq mille, la communauté alévie de Belgique compte de nombreuses associations en Belgique : à Charleroi, La Louvière, Bruxelles, Anvers et dans le Limbourg. Le *Centre socioculturel alévi de Bruxelles* (C.S.A.B.) situé à Anderlecht regroupe cinq associations alévies. Nombre de ses affiliés ont été des militants marxistes qui ont trouvé refuge en Belgique après le putsch de 1980.

Depuis de nombreuses années, il existe à Schaerbeek l'association *Erenler* qui regroupe les Alévis originaires de Emirdag, une région d'Anatolie de l'ouest, mais dont le message est nettement plus nationaliste et le rite conservateur.

Parmi les Alévis de Belgique les plus connus, notons le musicien Lütfü Gültekin qui perpétue encore de nos jours, l'antique tradition des bardes anatoliens appelés "asik".⁹⁴

Les déserteurs et les objecteurs de conscience

Dans un pays pétri de militarisme où l'on martèle que "chaque Turc naît soldat", où tous les hommes entre dix-neuf et quarante ans doivent effectuer obligatoirement un service militaire de quinze mois et s'il le faut, tuer des maquisards kurdes pour le "bien de la patrie", les pacifistes n'ont pas bonne presse.

En Turquie, le droit à l'objection de conscience n'existe pas. Pas plus qu'il n'existe de disposition prévoyant un service civil de remplacement. Pourtant, la recommandation No. R (87) 8 du Comité des ministres aux États membres du Conseil de l'Europe, relative à l'objection de conscience au service militaire obligatoire, adoptée le 9 avril 1987 est plutôt claire. Elle précise en effet que "toute personne soumise à l'obligation du service militaire qui, pour d'impérieux motifs de conscience, refuse de participer à l'usage des armes, a le droit d'être dispensée de ce service (...). Elle peut être tenue d'accomplir un service de remplacement".

En Turquie, l'objection de conscience est passible d'une peine comprise entre trois mois et cinq ans d'emprisonnement en vertu de l'article 88 du Code de justice militaire destiné à réprimer l'insoumission. L'article 318 du Code pénal turc (ex-article 155) prévoit jusqu'à deux ans de prison pour tout crime de "refroidissement de l'armée aux yeux de la population", une peine augmentée de la moitié si le délit est commis par voie de presse. Il y a fort à parier que le climat va-t-en-guerre actuel va accroître le nombre de déserteurs et d'objecteurs de conscience qui souvent, trouvent leur salut à travers les mariages blancs, en tout cas à travers l'exil.

Les grévistes de la faim recherchés

Une grève de la faim sans précédent débute le 20 octobre 2000 dans les prisons turques. Près d'un millier de détenus vont cesser de se nourrir afin de faire pression sur les autorités pour que celles-ci renoncent à l'ouverture de nouvelles prisons de haute sécurité appelées "prisons de type F". Les détenus refusent la soumission à un régime d'isolement maximal qu'ils considèrent comme un mode carcéral dégradant et nuisible à leur santé physique et morale. De son côté, l'Etat turc est décidé à faire cesser ces grèves de la faim coûte que coûte. Finalement, le 19 décembre 2000, vers 4h30 du matin, l'armée lance l'assaut contre les prisons. Cette opération est baptisée "retour à la vie". Un retour à la vie qui en ôte vingt-huit parmi les détenus ! Dans la seule prison de Bayrampasa, six

femmes du D.H.K.P.-C., coincées dans leur dortoir, sont brûlées vives et asphyxiées sous l'effet des bombes chimiques jetées par les militaires à partir des toits des dortoirs. Près de mille prisonniers politiques sont systématiquement torturés. Mais cette démonstration de force n'impressionne pas les détenus. Ces derniers poursuivent leur jeûne de plus belle, seuls, par deux ou par trois dans leurs nouvelles cellules d'isolement. Désireuses d'en découdre une bonne fois pour toutes, les autorités somment l'ordre des médecins d'alimenter les grévistes de la faim de force, ce que nombre de médecins se refusent à faire par respect du libre arbitre des prisonniers. En revanche, ceux qui pratiquent l'alimentation forcée rendent les grévistes de la faim amnésiques et ataxiques. Car la nourriture injectée par intraveineuse en l'absence de vitamine B1 cause des lésions graves dans le système nerveux central et provoque le "syndrome de Wernicke-Korsakoff". Entre 2000 et 2007, on dénombre près de six cents grévistes de la faim mutilés par alimentation forcée.

En vertu de l'article 399 du *Code de procédure pénale* (C.M.U.K.), la santé constituant un motif de libération provisoire ou de suspension d'une peine, des centaines de grévistes de la faim mutilés par alimentation forcée bénéficient d'une libération conditionnelle. Mais voilà que six mois plus tard, leur réincarcération est annoncée au mépris de leur état de santé. Issus de divers mouvements de la gauche radicale (D.H.K.P.-C., M.L.K.P., M.K.P., T.K.P./M.L., etc.) les ex-détenus grabataires sont expatriés afin de pouvoir bénéficier des soins médicaux adéquats et pour échapper à leur réincarcération. C'est ainsi qu'Alisan Sanli ⁹⁵, Birsen Kars ⁹⁶, Erdal Gökoglu ⁹⁷ et Esma Arslanbogan ⁹⁸ parmi des dizaines d'autres cas, se sont installés en Europe ces dernières années. Vu la terreur qu'inspire le système pénitentiaire qui existe en Turquie, il n'est pas étonnant de voir chaque année des ex ou futurs détenus politiques grossir les files de candidats à l'exil.

Intensification de la guerre au Kurdistan

Omniprésence, superpuissance, arrogance et violences semblent être les quatre caractéristiques immuables de l'armée turque. Le peuple kurde en sait quelque chose, lui qui subit depuis de longues et interminables années la terreur d'Etat, c'est-à-dire l'état d'urgence, la destruction de ces villages, les blocus, la censure, les exécutions extrajudiciaires, les viols et les tortures.

Au Kurdistan turc, la guerre n'a jamais vraiment cessé. Car pour l'état-major de l'armée turque, la seule solution au problème kurde, c'est l'écrasement de sa rébellion. Conséquence: en ce moment même, l'aviation turque opère des raids dans le Kurdistan irakien où se situent les bases arrière des combattants

du P.K.K. Près de cent mille soldats turcs sont massés le long de la frontière et attendent le feu vert américain pour lancer leur énième offensive.

L'intensification de la guerre au Kurdistan se voit et se ressent partout : ce sont avant tout les millions de drapeaux turcs qui recouvrent les devantures des magasins, les façades des maisons, les journaux, les émissions télévisées, les tribunes des stades, la bouche, les yeux et les oreilles de toute la population. C'est aussi l'omniprésence des discours vindicatifs et haineux à l'égard de la résistance kurde, à la télé, sur Internet, dans la rue, à l'école, au travail... Le climat politique et social n'a jamais été aussi délétère. Le racisme anti-kurde peut à tout moment dégénérer en massacres et en pogromes. Rien ne semble pouvoir arrêter la folie meurtrière des généraux qui promettent de "soulager" la vindicte populaire ⁹⁹, une déclaration qu'il faut interpréter dans son sens le plus sordide. Depuis, les opérations extra-frontalières visant les bases arrière du P.K.K. en Kurdistan irakien se sont multipliées, ce qui est loin d'avoir calmé les esprits.

Comme toujours, le plus grand pourvoyeur de réfugiés et d'exilés reste la guerre.

Aux côtés des familles malheureuses se trouvant dans la ligne de mire des soldats turcs, les démocrates, les progressistes et les pacifistes risquent eux aussi de se trouver parmi les victimes de cette guerre. Noyés dans les bruits de bottes, le grincement des chenilles des tanks et dans les éclats d'obus, les discours lénifiants de l'administration Erdogan sur la démocratisation de la Turquie, la réforme de la Constitution et l'octroi de droits culturels aux minorités, n'ont jamais été aussi inaudibles. Le régime militariste que d'aucuns ont prématurément envoyé à la retraite semble totalement requinqué. Cette intensification de la guerre au Kurdistan turc promet donc un avenir funeste pour les forces démocratiques de Turquie, mais aussi beaucoup de travail aux services européens d'accueil des réfugiés.

- 1 B. ERCAN ARGUN, *Turkey in Germany: The Transnational Space of Deutchkei*, New York : Routledge, 2003.
- 2 Sources : Rapport du *Statistisches Bundesamt Deutschland (Département fédéral des statistiques) (1980-1998)*, www.destatis.de et *statistiques du Bundesamt für die Anerkennung ausländischer Flüchtlinge (Département fédéral de reconnaissance des réfugiés)*, 2 février 2002.
- 3 A. MANCO, *ibid.*, p.25-26.
- 4 B. E. ARGUN, *op. cit.*, p.43.
- 5 Au fil du temps et sous l'effet de l'érosion affective due à la distance par rapport à la Turquie, de nombreuses associations turques à vocation politique, culturelle ou religieuse perdent leurs qualités et attributs pour ne devenir que de simples cafés, une situation qui hante bien des mouvements militants.
- 6 Sur l'échelle d'importance, le front des prisons est désormais le front principal.
- 7 Notons la création en Europe à l'initiative de *Devrimci Yol, Sentier révolutionnaire*, une organisation issue du T.H.K.P.-C. et du P.K.K., du *Front de résistance unie contre le fascisme (Fasizme Karşı Birlesik Devrimci Cephe en turc)*. Ce Front n'a toutefois eu qu'une existence éphémère.
- 8 A propos de son exil belge, voir l'étude détaillée de M. KHOOJINIAN, *L'exil belge de Behice Boran, Présidente du Parti Ouvrier de Turquie (1981-1987)*, dans "Exhumer l'histoire des femmes exilées politiques", Colloque organisé à l'Université Libre de Bruxelles, 11-12 mai 2007.
- 9 A. MANCO, *ibid.*, p.192.
- 10 H. DORZEE, *Le Soir*, 26 octobre 2007, p.4.
- 11 Source : Aytaç Eryilmaz, directeur du *Centre de documentation sur l'immigration de Turquie (D.O.M.I.T.)* interviewé par B. E. ARGUN en mars 1999 à Essen, cf. B. E. ARGUN, *op. cit.*, p.40.
- 12 L'argument démagogique qui consiste à accuser son adversaire de "traître à la patrie" parce que celui-ci dénonce le terrorisme d'Etat n'est pas l'apanage du seul gouvernement turc. D'autres dictatures, comme le régime franquiste, accusaient les exilés et les émigrés espagnols protestant contre l'exécution de militants politiques de mener une "campagne anti-espagnole" ; cf. A. F. ASPERILLA, *op. cit.*, p.93.
- 13 Par exemple, le *Centre d'éducation sur la culture populaire anatolienne (B.A.H.K.E.M.)* basé à Liège, quoique très actif, n'est répertorié dans aucune liste d'associations.
- 14 Ardent militant durant ses études universitaires, Necmi Demir adhère au *Parti-Front de libération populaire de la Turquie (T.H.K.P.-C.)*. Il participe à l'enlèvement de l'ambassadeur israélien Efraim Elrom à Ankara. Il est arrêté aux côtés de son épouse Ilkay. Ils seront jugés et condamnés, lui à la peine de mort, elle à la réclusion à perpétuité. En 1979, la Cour de cassation casse leur condamnation, ce qui leur permet de recouvrer la liberté. Avec son épouse Ilkay Demir, il dirige une scission du T.H.K.P.-C. appelée T.H.K.P.-C. (M.L.) et crée une revue appelée "Militan Gençlik" (Jeunesse militante) puis la revue "Halkin Yolu" (La voie du peuple). En 1978, le couple Demir adhère au mouvement maoïste de Dogu Perinçek qui s'appelle à l'époque, *Clarté révolutionnaire prolétarienne (Proleter Devrimci Aydinlik - P.D.A.)*. Après le coup d'Etat de 1980, recherchés par la junte, ils s'installent en Belgique. Ce n'est que douze ans plus tard, après l'abrogation des articles 141 et 142 du Code pénal turc qui condamne la propagande communiste que Necmi et son épouse rentrent au pays. Necmi Demir milite actuellement au sein du *Parti de la liberté et de la solidarité (Ö.D.P.)*.
- 15 Yigit Bener (1958-), né à Bruxelles. Son enfance et sa scolarité sont partagées entre la Turquie et la France, où le mènent les fonctions de son père, économiste et écrivain : il séjourne à Istanbul durant les cinq premières années de son enfance, puis à Paris jusqu'à l'âge de huit ans, ensuite à Ankara jusqu'à l'âge de onze ans. De retour à Paris, il obtient son B.E.P.C. au lycée Claude-Bernard. A Ankara, il décroche son B.A.C. au lycée francophone de Tevfik Fikret. Il s'inscrit à la *Faculté de médecine de l'Université d'Ankara*, mais abandonne ses études en dernière année, à la suite du coup d'Etat militaire de 1980. Menacé pour ses activités militantes, il s'installe à Bruxelles où il obtient le statut de réfugié politique. Il passe huit années d'exil à Bruxelles où il milite au sein du *Comité d'Europe de l'Unité pour la Démocratie en Turquie (D.I.B.-B.K.)* pour dénoncer la junte militaire et collabore à la revue "La Gauche" puis deux ans à Paris. Il ne pourra retourner en Turquie qu'en 1990. Depuis, il vit à Istanbul ; il est marié et père d'une fille. Il jouit de la triple nationalité :

- turque, française et belge. Il a traduit en turc des écrivains comme Jean-Marie Laclavetine, Bernard-Marie Koltès ou Louis Ferdinand Céline, ainsi que des auteurs politiques comme Ernest Mandel ou Samir Amin. Sa traduction de *Voyage au bout de la nuit* (unique ouvrage de Céline traduit en turc) a obtenu le prix de la meilleure traduction en 2002. Yigit Bener est également l'auteur de deux romans, *Eksik taslar* (*Les pièces manquantes*), dont le héros suit la trace de son père réfugié politique en Belgique, et *Kirilma noktasi* (*Le point de rupture*, 2004), qui évoque le tremblement de terre de 1999 et notamment les secouristes bretons et normands.
- 16 Sina Pamukçu (1927-), né à Istanbul. Il a étudié le droit à l'université de la ville. En 1960, il devient directeur de formation et de recherche pour la *Confédération syndicale Türk-Is*. Il milite au sein du *Parti ouvrier de Turquie* (T.I.P.). Il est exclu de la *Türk-Is* en raison de ses articles critiques qui paraissent dans les revues de gauche de l'époque à savoir, "Yön", "Ant" et "Sosyal Adalet". Sa vie syndicale se poursuit au sein de la centrale des métallurgistes de *Maden-Is*. En 1967, il devient vice secrétaire général de la *Confédération progressiste des syndicats ouvriers* et directeur du département de relations internationales, et ce, dès sa fondation. Suite au coup d'Etat de 1980, il s'exile à Bruxelles avec son épouse Leyla Teker, où il travaille au bureau de liaison de la D.I.S.K. Aujourd'hui retraités, Sina Pamukçu et Leyla Teker restent actifs au sein de l'*Association de la pensée atatürkiste de Bruxelles* (B.A.D.D.), une organisation controversée pour son ultranationalisme virulent et son négationnisme du génocide arménien.
- 17 Sûreté de l'Etat, Rapport 2005, p.32-33 : "*Le D.H.K.P./C. (...) demeure de loin le groupement le plus actif dans les milieux d'extrême gauche turcs.*"
- 18 De juillet 1995 à janvier 2000, ce bureau se trouvait dans la Chaussée de Louvain. Il déménagea en janvier 2000 à la Rue Belliard puis en juillet 2001 à la rue Stévin.
- 19 Le 26 septembre 1999, la police belge découvre à Knokke un appartement occupé par des sympathisants du D.H.K.P.-C. en possession de faux documents d'identité, des faux cachets turcs ainsi que de quelques armes. Une instruction sera ouverte pour association de malfaiteurs, possession d'armes, vol, recel et faux et usage de faux. Le D.H.K.P./C. n'ayant commis aucun acte de violence en Belgique, les militants inculpés seront tous acquittés de la prévention de terrorisme (Cf. www.liguedh.be : *Rapport annuel du Comité de vigilance en matière de lutte contre le terrorisme (Comité T)* – année 2007).
- 20 Fehriye Erdal (1977-), née à Adana le 25 février 1977 mais originaire de Kangal en province de Sivas. Pour financer ses études universitaires en communications à Istanbul, cette jeune femme d'origine kurde et alévie militant au sein d'organisations marxistes légales proches du D.H.K.P.-C., travaille dans les tours jumelles du holding de la famille Sabanci, l'une des plus fortunées du pays. Le 9 janvier 1996, lorsque des combattants de la branche armée du D.H.K.P.-C. exécutent l'industriel Özdemir Sabanci dans son bureau, en représailles à un massacre de prisonniers, Fehriye Erdal est immédiatement suspectée de complicité. Sa tête étant mise à prix, elle quitte clandestinement la Turquie pour ne réapparaître que le 26 septembre 1999, lors de la perquisition fortuite d'un appartement à Knokke menée par la police belge. Ankara réclame immédiatement l'extradition de Fehriye Erdal, mais après plus de onze mois de détention préventive, elle est assignée à résidence. Des menaces pouvant peser sur sa vie, son adresse est tenue secrète et modifiée à diverses reprises suite à des fuites. Elle demande le droit d'asile, mais les autorités belges le lui refusent pour des "raisons de sécurité". La Belgique rejette en même temps la demande turque d'extradition, ce qui condamne Fehriye Erdal à vivre dans une insécurité permanente. Son procès commence finalement en janvier 2006. Elle est citée aux côtés de dix autres sympathisants ou membres du D.H.K.P.-C. dont les chefs d'inculpation sont la participation à une organisation criminelle, à une association de malfaiteurs et à une organisation terroriste. Le 28 février 2006, elle est condamnée à quatre ans de prison pour association de malfaiteurs, mais elle échappe à son incarcération en quittant discrètement sa résidence surveillée peu avant le prononcé de sa condamnation. Le 19 avril 2007, la Cour de cassation anéantit tous les jugements prononcés dans le procès D.H.K.P.-C. Son procès est renvoyé devant la Cour d'appel d'Anvers qui le 7 février 2008, la condamne à une peine de deux ans de prison avec sursis. Par ailleurs le 18 septembre 2007, la justice belge décide de la poursuivre dans le cadre de l'affaire de meurtre de l'industriel Sabanci.
- 21 Marc Metdepenning, *Le Soir*, 22 janvier 2008, p.7.

- 22 Il arrive par exemple de rencontrer des vendeurs de l'hebdomadaire socialiste "Yürüyüş" dans les marchés de Genk et de Liège.
- 23 M. CAN et H. CAN-ENGIN, *Siyah Lale : Göçün Otuzuncu Yılında Hollanda'da Türkler*, Ed. Yön, Istanbul, 1995, p.47.
- 24 M. CAN et H. CAN-ENGIN, *ibid.*, p.47-48.
- 25 Ces éditions spéciales entretiennent parmi les émigrés turcs d'Europe un sentiment nationaliste exacerbé qui parfois s'exprime dans des attentats visant les minorités ethniques ou politiques (incendies d'associations kurdes, tabassages de militants de gauche, actes de lynchage...)
- 26 La mort de douze soldats turcs dans une embuscade du P.K.K. le 21 octobre 2007 a une fois de plus été le prétexte pour les *Loups Gris* d'attaquer les communautés non turques d'Anatolie vivant dans le quartier bruxellois de Saint-Josse. A nouveau, la presse a établi que les émeutiers ont été encouragés par les discours vindicatifs des autorités turques retransmis par les médias turcs émettant depuis la Turquie ou la Belgique. Le blog du journaliste belgo-turc indépendant Mehmet Köksal (<http://www.allochtone.blogspot.com>), lui-même victime d'un lynchage de la part de *Loups Gris*, recèle de nombreuses preuves de ce lien de causalité entre le militarisme du régime d'Ankara et la violence fasciste qui sévit à Bruxelles.
- 27 H. BOZARSLAN, "Le groupe kurde", dans *Hommes et migrations*, n°1212, mars-avril 1998, p.26.
- 28 E. OSTERGAARD-NIELSEN, *op. cit.*
- 29 De nombreux ouvrages ont été consacrés à la diaspora kurde. Le dernier en date, écrit par l'historien et politologue Seyhmuz Dikmen, brosse le portrait de vingt et un exilés originaires ou nostalgiques de Diyarbakir : S. DIKEN, *Amidahlar/Sürgündeki Diyakelikliler*, Ed. Iletisim, 2007, Istanbul
- 30 H. BOZARSLAN, *ibid.*
- 31 I. RIGONI, *Du processus identitaire kurde à l'extrusion de la souveraineté turque*, CEMOTI, n°30, juin-décembre 2000, p.204.
- 32 E. ØSTERGAARD-NIELSEN, "Mobilisation politique des Kurdes et pratiques transétatiques", dans *Hommes et migrations (HEM)*, n°1253, janvier-février 2005, p.70.
- 33 En effet, leur aspiration à la création d'un Etat sur leurs terres d'origine (qui est le critère fondamental d'appartenance à une diaspora, cf. supra, p.5) et le rapport transnational qu'ils entretiennent avec le combat indépendantiste en Turquie leur fait encourir le risque de représailles dans leur territoire d'origine.
- 34 I. RIGONI, *ibid.*, p.210.
- 35 Derwich Ferho est né le 2 octobre 1961 à Mizizah dans la province de Mardin. Son militantisme pour la cause kurde durant ses années de lycée l'expose à la terreur d'Etat. Contraint de quitter la Turquie pour des raisons politiques, il s'installe en Belgique en 1977. L'année suivante, il participe à la fondation de l'*Union des travailleurs et des étudiants kurdes* (T.E.K.O.S.E.R.). Après avoir appris le néerlandais, il étudie et obtient un diplôme en sciences de la réadaptation à l'*Institut supérieur de Louvain*. De 1984 à 1986, il travaille en tant qu'assistant social au service à l'immigration à l'A.C.V., le pendant flamand du syndicat chrétien C.S.C. Tout au long de son exil, il contribue à faire connaître la culture et la littérature kurdes – surtout en Flandre – en traduisant des livres et recueils de poèmes kurdes. Depuis 1989, il est le responsable de l'*Institut kurde de Bruxelles*. Il édite également deux journaux bimensuels, l'un, en français, "Les Kurdes" et l'autre, en néerlandais, "De Koerden". Notons aussi que le 2 mars 2006, le père et la mère de Derwich Ferho âgés respectivement de quatre-vingt-cinq et quatre-vingts ans, ont été horriblement torturés puis massacrés à leur domicile (dans le village de Mizizah) par des escadrons de la mort à la solde de l'Etat turc, sans doute en représailles aux activités politiques de leurs deux fils exilés. Car Derwich Ferho est aussi le frère du célèbre écrivain et journaliste Medeni Ferho, lui aussi installé en Belgique où il collabore à la chaîne de télévision kurde "Roj T.V."
- 36 Le kurmandji est la langue kurde du nord, majoritairement parlée par les Kurdes de Turquie. En revanche, les Kurdes de la région de Dersim, Bingöl, Erzincan et Sivas parlent le zazaki. Quant aux Kurdes d'Irak et d'Irak, ils parlent majoritairement le sorani.
- 37 Pour de plus amples renseignements sur la contribution littéraire de la diaspora kurde en Suède, cf. Cl. SCALBERT-YÜCEL, "La diaspora kurde en Suède. Conservation, production et diffusion d'un savoir linguistique", dans *European Journal of Turkish Studies (E.J.T.S.)*, Issue N°5, 2007.

- 38 Mehmet Emin Bozarslan (1934-), né à Lice dans la province de Diyarbakir. De 1959 à 1969, il exerce la profession de mouffi à Hani, Kulp et Sarköy. Il collabore ensuite au quotidien "Günaydin" et à la maison d'édition "Arkin". Il traduit les chefs d'oeuvres de la littérature kurde tels que *Mem û Zîn* et le *Cherername*. Suite au coup d'Etat de 1971, il est arrêté. Après sa libération, il s'exile en Suède, accompagné de ses huit enfants. Il est le père de l'historien et politologue francophone Hamit Bozarslan.
- 39 Rojen Barnas (1945-), alias Mehmet Gemici est né à Diyarbakir. Il s'installe en Suède en 1981 après avoir fui le régime militaire du général Evren. Célèbre poète et écrivain, il est connu par ses articles publiés dans les journaux kurdes "Hêvî" et "Nûdem".
- 40 Mahmut Baksi (1944-2000), né dans le village kurde de Suphi à Batman. Après ses études secondaires, il se lança, dès 1966, dans le journalisme et l'action syndicale. En 1967, il publie le journal "Batman Gazetesi". La même année, il adhère au *Parti ouvrier de Turquie* (T.I.P.). En 1969, il publia son premier roman, *Mezra Botan*, s'inspirant de la vie des Kurdes de son enfance. Ses écrits, son attachement à la cause kurde et son syndicalisme lui valurent une série de procès. Menacé par une condamnation à quinze ans de prison pour séparatisme kurde, il se réfugia d'abord en Allemagne puis, en 1971, en Suède où il était devenu un écrivain et une personnalité reconnus. Il fut notamment journaliste au quotidien social-démocrate "Aftonbladet" et l'unique membre d'origine étrangère du *Bureau exécutif de l'Union des écrivains suédois*. Membre de l'*Institut kurde de Paris*, depuis 1986, il en devint, de 1993 à 2000 membres du conseil d'administration. Auteur d'une vingtaine de livres dont certains sont traduits en langues étrangères (suédois, norvégien, allemand, finnois, turc et français), M. Baksi exerça, jusqu'à sa mort, son métier de journaliste dans la presse suédoise et kurde. Il a également réalisé des reportages et des documentaires pour la télévision suédoise.)
- 41 Mehmed Uzun (1953-2007), né à Siverek en province de Urfa. Il est considéré comme l'un des pères de la littérature kurde moderne. Le 21 mars 1976, il est arrêté puis jugé pour séparatisme pour sa collaboration à un magazine en langue kurde. Il est condamné à huit mois de prison et incarcéré à la prison centrale d'Ankara. Dès sa libération, il reprend ses activités littéraires, mais doit s'exiler pour éviter les repréailles. En 1977, il s'installe en Suède et ne retourne en Turquie qu'en 2005. En 1981, il est déchu de la nationalité turque. Très prolifique, ses nombreux romans écrits en kurde, turc et suédois ont été traduits en plus de vingt langues. Il a été membre du *P.E.N. club* et de l'*Association des écrivains suédois*. En 2001, il a été jugé pour deux de ses romans. Il remporte plusieurs prix de littérature. De retour en Turquie après plus de vingt-sept ans d'exil, il s'installe à Istanbul. Mais les médecins suédois diagnostiquent entre-temps un cancer de l'estomac. Il meurt le 10 octobre 2007 à l'hôpital Veni Vidi de Diyarbakir à l'âge de cinquante-quatre ans.
- 42 Lors de la révolte du Dersim, l'aviation turque a mené des bombardements intenses de la région. En tant que première femme pilote de la République de Turquie, la fille adoptive de Mustafa Kémal Atatürk, Sabiha Gökçen a participé en personne à ces bombardements.
- 43 M. HOVANESSIAN, "La diaspora arménienne et l'idée nationale, De l'exil commémoré aux formes actives de l'appartenance", dans *Cahier d'Etudes sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, CEMOTI, n°30, juin-décembre 2000, p.86.
- 44 M. HOVANESSIAN, *Les Arméniens et leurs territoires*, Ed. Autrement, Paris, 1995, p.23. Un exemple de famille entière rescapée du génocide, celle d'Henri Verneuil (1924-2002) alias Achod Malakian est né à Rodosto (Tekirdag en turc) le 15 octobre 1920. En décembre 1924, il débarque avec sa famille rescapée du génocide à Marseille. Henri Verneuil réalise deux grands films avec Fernandel, *La Table aux crevés* en 1950 et *La Vache et le Prisonnier* en 1959. De 1959 à 1991, il réalise de nombreux films à succès avec des stars du cinéma français comme Jean Gabin, Fernandel, Jean-Paul Belmondo, Alain Delon, Lino Ventura ou Omar Sharif. En 1991, il réalise *Mayrig (Maman en arménien)* à partir du livre qu'il a écrit après la mort de sa mère. Le roman comme le film rendent hommage aux mères arméniennes. En 1996, il obtient le César d'honneur pour l'ensemble de sa carrière et le 29 mars 2000, il est élu membre de l'Académie des Beaux-Arts. Il meurt le 21 janvier 2002 à Paris.
- 45 Les réfugiés arméniens sont répartis dans quatre camps : le camp Mirabeau, le camp de la caserne Sainte-Marthe, le camp Victor Hugo et le camp du boulevard Oddo qui est de loin, le plus important.

- 46 A l'issue de la Deuxième guerre, Staline organise le rapatriement des Arméniens de la diaspora vers l'Arménie soviétique. En 1946 et 1947, ils sont cent cinquante mille à répondre à l'appel. Mais dans les décennies qui suivront, plusieurs milliers d'Arméniens quitteront l'Arménie soviétique pour les Etats-Unis, tant pour des raisons économiques que politiques.
- 47 T. HOFFMANN, *op. cit.*, Uppsala, 2003, p.16-17.
- 48 Source : D.M. LANG & C.J. WALKER, "The Armenians", dans *MRG Report*, n°32, London, 1987. Ces estimations sont reprises dans R. COHEN, *Global Diasporas, An Introduction*, London, 1997.
- 49 Il s'agit de Grecs, d'Assyro-Chaldéens ou d'Arméniens prétendus musulmans qui pratiquent leur foi chrétienne en secret.
- 50 T. HOFFMANN, *ibid.*, p.19.
- 51 Cette organisation mène de nombreuses attaques meurtrières contre des diplomates turcs. Son leader Hagop Hagopian est assassiné le 25 avril 1988 à Athènes par un commando de *Loups Gris* agissant pour le compte des services secrets turcs.
- 52 Sur le rôle des Arméniens dans la MOI, cf. J.-Y. BOURSIER, *Chroniques du maquis (1943-1944), F.T.P. du camp Jean Pierson et d'ailleurs*, Paris, L'Harmattan, 2000, p.109 : "A l'intérieur de la M.O.I., les Arméniens sont plus particulièrement affectés au T.A., travail à l'intérieur de la Wehrmacht auprès des "troupes allogènes", des Ostbataillon composés de soldats de différents pays, notamment des Soviétiques, enrôlés dans l'armée allemande."
- 53 Une 23^{ème} résistante capturée par les nazis, Olga Bancic, est décapitée à la prison de Stuttgart le 10 mai 1944.
- 54 Missak Manouchian (1906-1944), né à Adiyaman. Lors du génocide de 1915, il n'a que huit ans. Son père est tué par des militaires turcs et sa mère meurt quelque temps après, victime de la famine qui suivit. Il est alors recueilli, avec son frère Karabet, dans un orphelinat du protectorat français de Syrie. En 1925, ils débarquent à Marseille. En 1934, il adhère au *Parti communiste français* (P.C.F.). Il collabore en même temps à plusieurs revues littéraires en langue arménienne. En février 1943, il adhère aux F.T.P.-M.O.I., les *Francs-tireurs et partisans-Main d'œuvre immigrée* de Paris. Cinq mois plus tard, il est arrêté à Evry Petit Bourg par la police de Pétain. Missak Manouchian et vingt-deux de ses camarades sont livrés aux Allemands qui exploitent l'affaire à des fins de propagande. Ils placardent quinze mille Affiches rouges avec leur effigie dans le but de briser le moral des patriotes français. Il est fusillé avec vingt-deux de ses camarades au Mont-Valérien le 21 février 1944.
- 55 Le 6 février 1938, Artin Madoyan édite "Jo Ghoforty Tsyyn" (La Voix du peuple). Il s'agit du premier hebdomadaire communiste arménien du Liban ; cf. T. Y. ISMAEL et J. S. ISMAEL, *The Communist Movement in Syria and Lebanon*, University Press of Florida, 1998, p.30.
- 56 T. Y. ISMAEL et J. S. ISMAEL, *id.*, p.13.
- 57 Yusuf Halaçoğlu (cité dans le quotidien "Hürriyet" du 22 août 2007) a déclaré que de nombreux Arméniens peuplaient les rangs du *Parti des travailleurs du Kurdistan* (P.K.K.) et de l'*Armée de libération des ouvriers et des paysans* (T.I.K.K.O.).
- 58 M. HOVANESSIAN, *op. cit.*, p.93.
- 59 U. MANÇO, *Turcs de Belgique*, Ed. Info-Türk, Bruxelles, 1992, p.51 ; J. NALBANDIAN, *Pages choisies de l'histoire arménienne*, Ed. J. Nalbandian, Bruxelles, 1959, p.100, avance le chiffre imprécis de trois cents familles arméniennes présentes en Belgique au sortir de la Première Guerre mondiale.
- 60 Entre 1922 et 1924, quelque cinquante-huit mille réfugiés arméniens débarquent dans le port de Marseille.
- 61 Le Comité des Arméniens de Belgique publie un bulletin d'information mensuel appelé "Hay".
- 62 Le 22 novembre 1921, le cardinal Mercier, archevêque de Malines écrit à Henri Jaspar, alors ministre belge des affaires étrangères pour l'exhorter à organiser la protection des Arméniens de Cilicie ; cité dans : S. VREELING, *ibid.*
- 63 Avec leur ami juif polonais Anatole Muhlstein, ils feront paraître en 1918 un journal politique et littéraire clandestin intitulé "Le Flambeau" et ce, alors que la Belgique était occupée par les troupes allemandes.
- 64 S. VREELING, *Armeniërs zonder land of een land zonder Armeniërs, De Belgische houding in de Volkenbond over de Armeense kwestie 1919-1928*, Scriptie voorgelegd aan de Faculteit Letteren en Wijsbegeerte, voor het behalen van de graad van Licentiaat in de Geschiedenis, Katholieke Universiteit Leuven, Academiejaar: 2005-2006.

- 65 Bogos Noubar Pacha est né en 1851 à Alexandrie. Il occupa divers postes de l'Etat égyptien. C'est là qu'il créa en 1906, l'*Union générale arménienne de bienfaisance* (U.G.A.B.) pour protéger les Arméniens de la répression menée par le Sultan Abdulhamid. Cette association a aidé la population lors des massacres d'Adana en 1909 et lors des déportations de 1915. Bogos Noubar Pacha a porté la question arménienne sur le terrain international afin de trouver des solutions diplomatiques. En 1919 il était à la tête de la délégation arménienne qui a participé à la *Conférence de la Paix* à Paris. C'est la ville où il vivra jusqu'à sa mort en 1930.
- 66 Bogos Ökmen est né à Sirnak en 1957. Comme la plupart des Arméniens d'Anatolie, comme un certain Hrant Dink, il étudie au lycée Sainte-Croix (*Surp Haç Lisesi*) à Üsküdar, une école religieuse arménienne qui forme des prêtres. Actif au sein de l'organisation maoïste T.K.P.-M.L., Bogos Ökmen est contraint de fuir la Turquie après le coup d'Etat militaire du 12 septembre 1980. Installé à Bruxelles, il fonde en 1984 avec cinq autres jeunes exilés arméniens, l'*Association des Arméniens démocrates de Belgique*. Près d'un quart de siècle plus tard, Bogos Ökmen continue son combat pour la reconnaissance du génocide arménien par le régime d'Ankara et pour la cohabitation entre les communautés anatoliennes.
- 67 L'*Association des Arméniens démocrates de Belgique* est affiliée au Collectif 1971 qui regroupe les exilés politiques turcs ainsi que des Assyriens et des Kurdes progressistes originaires de Turquie.
- 68 Il a été inauguré par le bourgmestre de l'époque Yves de Jonghe d'Ardoye.
- 69 A l'instar de *Mésopotamie*, *Meso Potamos* en grec et *Rafidain* en arabe.
- 70 S. DE COURTOIS, *The Forgotten Genocide : Eastern Christians, The Last Arameans*, Ed. Gorgias Press LLC, New Jersey, 2004 ; Cl. WEIBEL YACOB, "Surma l'Assyro-Chaldéenne (1883-1975)", dans *La tourmente de la Mésopotamie*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2007, p.73-74.
- 71 J. YACOB, "Les Assyro-Chaldéens, une minorité dispersée", dans *Hommes et Migrations (H&M) n°1172*, janvier-février 1994, p.38.
- 72 J. YACOB, *Id.*, p.37.
- 73 Les estimations concernant les Etats-Unis, la Suède et la France proviennent du site Internet de l'*Association des Assyro-chaldéens de France* (A.A.C.F.) ; cf : <http://aacf.asso.fr> ; Quant aux estimations pour la Belgique, elles proviennent de Nahro-Beth Kinne, Président des *Associations des Assyriens de Belgique* (cf. infra).
- 74 La section suédoise de l'organisation A.D.O. diffuse une revue bimensuelle multilingue intitulée "Darbo" en Europe et le mensuel "Hujada" parmi les Assyriens du Proche-Orient.
- 75 L'invasion américano-britannique de l'Irak en 2003 a fragilisé la situation de la communauté assyro-chaldéenne qui est régulièrement la proie des attaques menées par les milices islamistes les plus réactionnaires.
- 76 R. BRENTON BETTS, *Christians in the Arab East: A Political Study*, Ed. Lycabettus Press, Athènes, 1975, p.105-107.
- 77 Source : Entretien accordé par George Aryo, exilé assyrien membre du Parlement kurde en exil, au quotidien pro-kurde "Yeni Özgür Politika", le 23 novembre 2006.
- 78 Le Parti G.F.A. accuse le P.K.K., notamment via son organe central *Furkono* (mai-juin 1998, p.5) de copier le nationalisme de l'Etat turc.
- 79 J. YACOB, *ibid.*
- 80 L'un des pères fondateurs du nationalisme assyrien, Naum Faik vécut à New Jersey après avoir fui les persécutions du régime des *Jeunes Turcs*. C'est d'ailleurs là qu'il mourut en 1930.
- 81 Fuat Deniz (1967-2007), né dans le village de Kerburan, dans la région du Tour Abdin, en Anatolie du Sud-est. Il est le fils aîné d'une famille assyrienne qui émigra en 1975. Il grandit dans la ville suédoise de Örebro où il participa à la fondation de la *Fédération de la jeunesse assyrienne en Suède*. En 1999, il défendit sa thèse de doctorat à l'*Université d'Uppsala* intitulée *En minoritets odysseé (L'Odysseé d'une minorité)* portant sur l'expérience de la diaspora assyrienne d'Anatolie qui s'installa en Suède durant les années septante. Il a par ailleurs consacré de nombreuses études au génocide des Assyriens perpétré par le gouvernement des *Jeunes Turcs*. Le 11 décembre 2007, il est poignardé par un inconnu sur le campus de l'*Université d'Örebro*. Il meurt deux jours plus tard de ses blessures.
- 82 Dès 1996, il y eut une première chaîne de télévision éphémère émettant en araméen "Assyria T.V." Mais son activité fut éphémère.

- 83 U. MANÇO, *Turcs de Belgique*, Ed. Info-Türk, Bruxelles, 1992, p.50-51.
- 84 U. MANÇO, *ibid.*
- 85 Cette association était située au 14, Rue Hydraulique à Bruxelles ; cf. article paru dans *Contact-Caritas*, n°99, janvier-mars 1984.
- 86 Nahro Beth-Kinne est né le 1^{er} avril 1964 à Midyat. Après ses études primaires, il apprend le Syriaque au monastère de Deyrulzafaran (Mor Hanyanyo en syriaque). Il débarque en Belgique le 8 mai 1981. Après trois mois, il obtient l'asile politique. Coiffeur de profession exerçant son métier depuis 1984, Nahro Beth-Kinne présidera le *Centre culturel de Mésopotamie* de 1983 à 1990, puis les *Associations des Assyriens de Belgique de 1990 à nos jours*. Il est par ailleurs membre de l'association *Droits de l'homme sans frontières* (D.H.S.F.) et auteur du film retraçant le génocide des Assyriens intitulé *Seyfo, l'élimination*.
- 87 Du nom de son fondateur Haci Bektas Veli (1248-1337).
- 88 Les peuples balkaniques adhèrent massivement à l'alévisme bektachi car les Sultans ottomans en font la religion officielle des Janissaires. Ces derniers forment une garde prétorienne à la solde du Sultan, dont les membres sont recrutés parmi les enfants chrétiens convertis et instruits dans les écoles militaires et administratives du palais ottoman.
- 89 E. MASSICARD, *L'autre Turquie : Le mouvement aléviste et ses territoires*, Ed. PUF, Paris, 2005, p.56.
- 90 La notion de "renaissance de l'alévité" est reprise par B. E. ARGUN, *op. cit.*, p.104.
- 91 En Turquie, les organisations marxistes encouragent la création d'associations *Pir Sultan Abdal* (*Pir Sultan Abdal Dernekleri*) et à l'étranger des revues, notamment "Kerbela", qui contribuent à la promotion de la culture alévie.
- 92 E. MASSICARD, *ibid.*, p.283.
- 93 Cf. site officiel de l'A.A.B.K. : www.alevi.com
- 94 Né à Tunceli (Dersim en kurde zaza), Lütfü Gültekin quitte son pays en 1969. Il se rend à Berlin avec l'intention d'étudier le journalisme puis abandonne ce projet après deux années d'étude pour aller travailler dans les charbonnages de Belgique. Il devient mineur à La Louvière. Les conditions de travail pénibles vont influencer son répertoire musical. Son deuxième album "Yigidi doguran ana bin yasa" (Soit louée la mère qui engendre le brave) est enregistré en Belgique. A partir de 1989, il enregistre plusieurs albums en Turquie avec le soutien de certains musiciens et artistes et aussi à Cologne avec Hasret Gültekin. Ce dernier périra aux côtés de trente-six écrivains, musiciens et poètes dans l'incendie de l'hôtel à Sivas en 1993.
- 95 Ecevit Alisan Sanli est né le 1^{er} janvier 1973 à Ordu dans une famille modeste. La pauvreté le contraint à abandonner l'école très tôt. En hiver 1997, il est arrêté pour sa participation présumée à une attaque armée contre un édifice de l'armée perpétrée par une unité de guérilla urbaine du D.H.K.P.-C. En 1999, il est condamné à vingt-deux ans et demi de prison. A la prison d'Ümraniye, il entre en "jeûne de la mort" le 20 octobre 2000 pour bloquer le projet des prisons cellulaires de type F. Le 19 décembre 2000, il est blessé durant l'opération de déportation des détenus vers les prisons de type F. Il est placé à la prison de type F de Kandira. En avril 2001, il est emmené à l'hôpital de Bayrampasa pour être médicalisé de force. Cette intervention lui fait perdre la mémoire. Libéré sous condition, ses compagnons organisent son expatriation afin de lui prodiguer des soins adéquats loin de toute menace de réincarcération. Il vit actuellement en Allemagne sous le statut d'exilé politique.
- 96 Birsen Kars est née le 9 juillet 1973 à Nuremberg. En 1984, sa famille décide de retourner en Turquie. En 1990, elle entame des études de génie industriel à l'*Université d'Istanbul*. Ses activités politiques lui valent d'être une première fois arrêtée et torturée en février 1992. La 3^{ème} Cour de sûreté de l'Etat d'Istanbul la condamne à vingt et un ans et demi de prison pour appartenance à l'organisation *Devrimci Sol* (*Gauche révolutionnaire*) puis au D.H.K.P.-C. Sa captivité dure près de onze ans, dont huit ans à la prison de Bayrampasa et deux ans à la prison de Bakirköy. Son transfert vers la prison de Bakirköy survient dans le feu de l'assaut meurtrier du 19 décembre 2000 destiné à inaugurer les nouvelles "prisons de type F". Le 19 décembre 2000, vingt et une prisons sont investies par les forces armées, assistées par des troupes d'élite et la police politique. Birsen Kars se trouve alors dans le bloc C de la prison de Bayrampasa où six de ses co-détenues sont brûlées vives

par les bombes incendiaires de l'armée. Brûlée au troisième degré, ces médecins soupçonneront plus tard l'usage de phosphore dans les bombes lancées par les militaires. En six mois d'hospitalisation, elle subit dix opérations chirurgicales. Avec les séquelles de la grève de la faim de 1996, sa situation médicale s'aggrave. En décembre 2002, elle est libérée pour une période de six mois en vertu de l'art. 399 du *Code de procédure pénale* (C.M.U.K.). Ses camarades organisent alors sa fuite vers l'étranger. Depuis le 25 août 2005, elle vit en France où elle bénéficie des soins médicaux.

- 97 Erdal Gökoglu est né le 29 mars 1972 au village de Demirci, un hameau de Cubuk à Ankara. Durant ses études à la *Faculté d'architecture de l'Université de Trakya* (Thrace), son militantisme au sein d'une association étudiante de gauche lui vaut son exclusion de l'université. De 1990 à 1995, il est arrêté et torturé au moins quinze fois et incarcéré cinq fois respectivement à Istanbul et Canakkale pour son appartenance au D.H.K.P.-C. Détenu à Ankara/Ulucanlar, il est témoin du massacre du 26 septembre 1999 qui coûte la vie à dix de ses co-détenus. Lui-même est longuement torturé et blessé par balle. Ses tortionnaires le laissent d'ailleurs pour mort et le conduisent même à la morgue. Ce n'est qu'après un examen du médecin légiste que l'on découvre qu'il est toujours vivant. Il est ensuite transféré à la prison de Burdur. Alors qu'ils sont victimes, Erdal Gökoglu et ses camarades sont inculpés pour avoir "endommagé des biens de l'Etat". Il est requis à son cent soixante ans de prison. Le 5 juillet 2000, il est torturé par des militaires lors d'un nouvel assaut, cette fois à la prison de Burdur. Erdal Gökoglu est transféré vers la prison de Bursa. Le 29 octobre 2000, il se joint au mouvement de grève de la faim destiné à bloquer l'ouverture des prisons de type F. Le 19 décembre 2000, vingt et une prisons sont prises d'assaut par l'armée. A nouveau gravement mutilé, il est transféré vers la prison de type F d'Edirne où il se retrouve isolé dans une cellule individuelle. Mais il poursuit son jeûne "au finish". Après plus de deux cents jours de jeûne, il est hospitalisé et alimenté de force. Des suites de cette médicalisation forcée, il contracte le syndrome de Wernicke-Korsakoff. A peine libéré sous condition et en dépit de l'irréversibilité de ses lésions psychiques et physiques, il est frappé d'un nouveau mandat d'arrêt dans le cadre d'un autre procès politique. Pour éviter de retomber dans un mouoir "de type F" et pouvoir bénéficier de soins médicaux, il quitte le pays en 2002 et s'installe en Belgique. En octobre 2007, les services de régularisation belges lui accordent l'asile politique.
- 98 Esma Arslanbogan est née le 1^{er} avril 1969 à Adana. En 1998, elle est arrêtée lors d'une rafle visant le D.H.K.P.-C. puis incarcérée. En octobre 2000, elle entre en grève de la faim pour protester contre l'ouverture des prisons de type F. Souffrant du syndrome de Wernicke-Korsakoff à la suite d'une médicalisation forcée, elle est libérée sous conditions. Elle vit actuellement en Belgique où elle bénéficie de soins médicaux.
- 99 Propos du général de la deuxième armée Hasan Igsiz, *Milliyet*, 12 octobre 2007.

CONCLUSION

En tant que lieu d'immigration et de transit, l'Anatolie est devenue au fil des siècles une terre aux identités multiples. Sa position stratégique et ses richesses qui attisent la convoitise des pouvoirs tyranniques ont fait d'elle un haut lieu de persécutions.

En témoignent les milliers d'exilés politiques originaires de Turquie que l'on côtoie chaque jour dans le métro, derrière le comptoir de notre salon kebab ou au supermarché, sans forcément connaître leur "qualité" ni les motifs de leur présence.

Pourtant, l'exil politique de Turquie en Europe occidentale et en Belgique a plus d'un siècle d'histoire. Les quatre régimes qui se sont succédé au cours du siècle dernier sur le sol anatolien (*ottoman, Jeunes Turcs, kémaliste et oligarchique*), ont combattu leurs opposants par des moyens féroces et dans ce combat inégal, ils ont constamment recouru à l'arme de l'exil.

Il existe cependant une différence qualitative considérable entre la vague d'exil qui débuta durant la décennie septante et toutes celles qui précèdent : le rôle joué par les Etats-Unis.

En effet, après plus de vingt ans d'implantation néo-coloniale en Turquie par le truchement de leurs capitaux et de leurs investissements, les Etats-Unis ont appuyé en moins de dix ans, deux coups d'Etat, afin d'écraser le "péril rouge" et de consolider leur pouvoir politique et militaire. Par conséquent, l'exil politique massif (tout comme l'émigration ouvrière) né des interventions militaires de 1971 et 1980 ne peut être considéré comme un problème étranger, une "affaire entre Turcs".

En réalité, au milieu du siècle dernier, sur l'anticommunisme fondateur et constitutif de la République kémaliste viennent se greffer l'anticommunisme, les méthodes et les expériences de combat américains.

Les exilés de ces trente-cinq dernières années sont ainsi les victimes directes d'un fascisme d'importation installé par la Maison Blanche à l'instar des juntes dirigées par Videla en Argentine, Pinochet au Chili et Suharto en Indonésie.

Les généraux turcs ont eu beau se réclamer de la "turcité", leurs putschs portaient bel et bien la marque "Made in U.S.A.", comme ceux de leurs comparses argentins, chiliens ou indonésiens.

Du nationalisme d'Atatürk, ils se sont en fait débarrassés de son aspect souverainiste pour ne garder que son caractère ethniciste. Complaisant à l'égard de "l'allié stratégique" américain, ce nationalisme nourrissait la même cruauté à l'égard des minorités anatoliennes et de l'opposition de gauche que le nationalisme du père de la République.

Leur haine du communisme oblige, les juntes de 1971 et 1980 ont été peu regardantes sur les origines ethniques de leurs victimes : un marxiste turc étant considéré comme un "traître à la patrie", un "ennemi" au "sang impur" au même titre que n'importe quel citoyen non turc qui n'adhérait pas au projet de la junte.

De nos jours, si le "bölücülük" (séparatisme) kurde a relégué le "yikicilik" (destructionnisme) du marxisme turc au second rang des préoccupations de l'oligarchie, les deux opinions sont pareillement combattues en tant que crimes terroristes. Ce credo qui consiste à considérer chaque opinion séparatiste ou révolutionnaire comme un danger pour la sécurité nationale constitue la base même de la répression politique, une répression qui n'est ni le fait du hasard ni l'expression d'un sadisme gratuit.

Le déchaînement forcené du chauvinisme turc que le monde entier observe aujourd'hui avec stupéfaction est symptomatique d'un régime instable confronté à de graves disparités sociales. Quand on observe qu'en cinq ans de gouvernement A.K.P., le stock de la dette extérieure est passé de cent trente milliards à 206,5 milliards de dollars, soit une augmentation de 59 %, on comprend mieux ce besoin constant de la part des généraux de semer des inimitiés et des conflits au sein de la population ou avec des états voisins pour mobiliser la population et la détourner des problèmes sociaux.

Le contentieux chypriote, la question kurde, les démêlés avec la Grèce en mer Egée, la négation du génocide arménien, la crise du Hatay (temporairement ajournée par le régime syrien trop excédé par les pressions israéliennes et américaines), les visées sur les gisements de pétroles des provinces irakiennes de Mossoul et de Kirkuk sont autant de pommes de discorde qui entretiennent la nostalgie de l'Empire ottoman et à fortiori, un chauvinisme et un revanchisme qui détournent la population de ses soucis quotidiens.

Grâce aux défilés militaires et aux discours guerriers où l'on claironne que "le Turc n'a d'autre ami que le Turc", le 11 octobre 2007, la mairie d'Istanbul a pu

annoncer une augmentation du prix de l'eau courante de 17 à 134 % et du tarif des transports en commun de 16 à 50 % sans que cela ne suscite de réaction de la part de la population. Le 1^{er} novembre 2007, la mairie d'Ankara profitera elle aussi de la déferlante nationaliste et militariste pour augmenter en catimini le prix du pain de plus de 30 %.

Les élites européennes ont beau saluer les "progrès démocratiques" du régime d'Ankara, les dissidents qui subissent quotidiennement cette "démocratie" ne l'entendent pas de la même manière. Ils sont pris en étau entre, d'une part, le terrorisme d'Etat et d'autre part, le terrorisme de la rue. Comme par le passé, le spectre des pogromes et des exécutions extrajudiciaires ressurgit et place les cibles potentielles ou avérées devant un double dilemme: résister ou se taire et rester ou partir. Le journaliste arménien Hrant Dink a fait le difficile et honorable choix de résister et de rester en dépit des menaces de mort et des lynchages physiques, médiatiques et juridiques. Finalement, il a payé de sa vie l'amour qu'il éprouvait pour son pays, sa liberté et son peuple.

L'exil est en définitive une aventure qui ne se fait pas de gaieté de cœur. C'est même un "dur métier" selon le poète Nâzım Hikmet. Lui qui fut l'un des plus brillants interprètes de la souffrance et de l'espérance des peuples de Turquie, ne rêvait-il pas dans son poème intitulé "ce pays est le nôtre" de la fermeture des "El kapilari", ces "portes de l'exil" qui, une fois franchies, l'ont condamné à mourir loin de son Anatolie bien-aimée ?

BIBLIOGRAPHIE

- N. ABADAN, *Batı Almanya'daki Türk çileri ve Sorunları*, Devlet Planlama Teskilati (D.P.T.), Ankara, 1964.
- D. AVCIOGLU, *Türklerin Tarihi*, Ed. Tekin, I-V, 1978-1982.
- M. S. ASIMOV & C. E. BOSWORTH, *History of Civilizations of Central Asia*, Vol. IV, Ed. U.N.E.S.C.O. Publishing, Paris, 1998.
- R. AKAR, *Askale Yolcuları, Varlık Vergisi ve Calisma Kampları*, Ed. Mep Kitap, Istanbul, 2006.
- Z. AYDIN, *The Political Economy of Turkey*, Ed. Pluto Press, London, 2005.
- F. BALANCHE, *La région alaouite et le pouvoir syrien*, Ed. Khartala, Paris, 2006.
- A. BAYAR, "Un aperçu économique de l'immigration turque", dans *Histoire des étrangers et de l'immigration en Belgique de la préhistoire à nos jours*, sous la direction d'Anne MORELLI, Editions Vie Ouvrière, Bruxelles, 1992, p.311-328.
- H. BOZARSLAN, "Le groupe kurde", dans *Hommes et migrations*, n°1212, mars-avril 1998, p.24-34.
- M. BASUTCU, *Le cinéma turc*, Ed. Centre Georges Pompidou, Paris, 1996.
- M. BELGE, *Modern Türkiye'de Siyasi Düşünce, Sol*, Vol. 8, (dir), Ed. Iletisim, Istanbul, 2007.
- Ph. BOULANGER, *Géopolitique des Kurdes*, Ed. Ellipses, Paris, 2006.
- M. Van BRUINESSEN, *Les Kurdes, Etats et tribus* dans *Etudes kurdes*, n°1, Ed. L'Harmattan, Paris, 2002.
- F. BULUT, *Ortadogu'nun Solan Renkleri*, Ed. Berfin, Istanbul, 2002.
- G. CHALIAND & J-P. RAGEAU, *Atlas des diasporas*, Paris, 1991.
- M. CAN & H. CAN-ENGIN, *Siyah Lale. Göçün Otuzuncu Yilinda Hollanda'da Türkler*, Ed. Yön, Istanbul, 1995.

- S. CIGERLI & D. LE SAOUT, *Öcalan et le P.K.K. Les mutations de la question kurde en Turquie et au Moyen-Orient*, Ed. Maisonneuve & Larose, Paris, 2005.
- R. COHEN, *Global Diasporas, An Introduction*, London, 1997.
- S. de COURTOIS, *The Forgotten Genocide. Eastern Christians. The Last Arameans*, Ed. Gorgias Press L.L.C., New Jersey, 2004.
- H. B. ELMAS, "Exode rural et migration des Turcs et des Kurdes vers l'Europe", dans *Hommes et migrations*, n°1212, mars-avril 1998, p.5-13.
- G. DANIEL, *Atatürk, Une certaine idée de la Turquie*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2000.
- S. DE TAPIA, "Les migrations dans le monde turco-iranien", dans *Cahier d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, CEMOTI, n°39-40, janvier-décembre 2005.
- S. DE TAPIA, "Les réfugiés dans la construction de l'Etat-nation turc", dans *Autrepart*, n°7, 1998.
- S. DIKEN, *Amidalılar/Sürgündeki Diyabekirliler*, Ed. İletişim, 2007, Istanbul.
- A. DOĞAN, *Bitmeyen Göçmenlik*, Ed. Sorun, Istanbul, 1997.
- G. DORRONSORO, *Les Kurdes de Turquie*, Etudes du C.E.R.I., n°62, janvier 2000.
- B. ERCAN ARGUN, *Turkey in Germany. The Transnational Space of Deutschkei*, New York, Routledge, 2003.
- J. FAUCOUNAU, *Les peuples de la mer*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2003.
- S. FOSDYKE, *Exile, ostracism and democracy. The politics of expulsion in ancient Greece*, Ed. Princeton, 1967.
- J. F. GAERTNER, *Writing exile: the discourse of displacement in Greco-Roman Antiquity and beyond*, Leiden, Brill, 2007.
- M. GILQUIN, *D'Antioche au Hatay. L'histoire oubliée du Sandjak d'Alexandrette*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2000.
- T. HOFFMANN, *Armenians in Turkey today*, Uppsala, 2003.
- M. HOVANESSIAN, *Les Arméniens et leurs territoires*, Ed. Autrement, Paris, 1995.

- M. HOVANESSIAN, "La diaspora arménienne et l'idée nationale, De l'exil commémoré aux formes actives de l'appartenance", dans *Cahier d'Etudes sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, CEMOTI, n°30, juin-décembre 2000.
- I.G. IMSET, P.K.K., *Ayrılıkçı Sıddetin 20 Yılı (1973-1992)*, Ed. Turkish Daily News, Ankara, 1993.
- T. Y. ISMAEL & J. S. ISMAEL, *The Communist Movement in Syria and Lebanon*, University Press of Florida, 1998.
- J. N. JAGER, *Histoire de Photius, Patriarche de Constantinople*, Ed. Adamant Media Corporation, Boston, 2002.
- E. KARACA, *12 Eylül'ün Arka Bahçesinde*, Ed. Ozan, Istanbul, 2005.
- D. KARATAS, *Kongre Raporlari*, I, Ed. Haziran, Istanbul, 1995.
- R. KEVORKIAN, *Le génocide des Arméniens*, Ed. Odile Jacob, Paris, 2006.
- M. KHOOJINIAN, "L'accueil et la stabilisation des travailleurs immigrés turcs en Belgique (1963-1980)", dans *Cahiers d'Histoire du Temps Présent*, n°17, Bruxelles 2006.
- M. KHOOJINIAN, "Fixer la main d'œuvre turque en Belgique. La tâche d'un mensuel officiel (1964-1970)", dans *Revue belge d'histoire contemporaine*, XXXVII, v. 3-4, 2007.
- M. KHOOJINIAN, "L'exil belge de Behice Boran, Présidente du Parti Ouvrier de Turquie (1981-1987)", dans *Exhumer l'histoire des femmes exilées politiques*, à paraître dans la revue *Sextant*, Université Libre de Bruxelles.
- S. KHOURY, *Syria and the French Mandate*, Ed. Princeton University Press, 1987.
- D.M. LANG, *The Armenians. A people in exile*, London, 1972.
- D. LE GAC, *La Syrie du général Assad*, Ed. Complexe, Bruxelles, 1991.
- A. et U. MANÇO, *Turcs de Belgique*, Ed. Info-Türk, Bruxelles, 1992.
- A. MANÇO, *Sociographie de la population turque et d'origine turque. Quarante ans de présence en Belgique (1960-2000). Dynamiques, problèmes, perspectives*, Bruxelles, Centre des Relations Européennes, Ed. Européennes, Bruxelles, 2000.

- E. MASSICARD, "Hans-Lukas Kieser, Vorkämpfer der "Neuen Türkei". Revolutionäre Bildungseliten am Genfersee (1870-1939)", dans *European Journal of Turkish Studies (E.J.T.S.)*, 2006.
- E. MASSICARD, *L'autre Turquie : Le mouvement aléviste et ses territoires*, Ed. PUF, Paris, 2005.
- D. McDOWALL, *A Modern History of the Kurds*, Ed. I.B. Tauris, London-New York, 2004.
- I. MELIKOFF, "Bektashi/Kizilbas. Historical Bipartition and its Consequences", dans *Alevi Identity*, Swedish Research Institute in Istanbul, Istanbul, 1998.
- A. MORELLI, *Histoire des étrangers et de l'immigration en Belgique : de la préhistoire à nos jours* (dir.), Ed. Couleur Livres, Bruxelles, 2004.
- Cl. MOSSE, *Dictionnaire de la civilisation grecque*, Ed. Complexe, Paris, 1992.
- H. NAHUM, "Portrait d'une famille juive de Smyrne vers 1900", dans *Vivre dans l'Empire ottoman, Sociabilités et relations intercommunautaires (XVIII^{ème} -XX^{ème} siècles)*, Ed. L'Harmattan, Paris, 1997.
- E. O'BALLANCE, *The Kurdish Struggle, 1920-1994*, London-New York, 1996.
- E. ØSTERGAARD-NIELSEN, "Mobilisation politique des Kurdes et pratiques transétatiques", dans *Hommes et migrations*, n°1253, janvier-février 2005, p.68-77.
- E. ØSTERGAARD-NIELSEN, *Transnational Politics: Turks and Kurds in Germany*, New York, Routledge, 2003.
- D. ÖZGÜDEN, *Black Book on the Militarist "Democracy" in Turkey*, Ed. Info-Türk, Bruxelles, 1986.
- D. ÖZGÜDEN, *File on Turkey, Democratic Resistance of Turkey*, 1972.
- D. ÖZGÜDEN, *Göçmen İşçi Sorunu, El Kitaplari Dizisi 9*, Ed. Info-Türk, novembre 1978.
- D. ÖZGÜDEN, *La résistance démocratique de Turquie, Man-hunts in Turkey*, octobre 1972.
- D. ÖZGÜDEN, *Turquie, Fascisme et résistance*, Ed. Info-Türk, Bruxelles, 2006.

- R. PANOSSIAN, *The Armenians, From Kings and Priests to Merchants and Commissars*, Ed. Colombia University Press, New York, 2006.
- G. PETEK-SALOM, "Les ressortissants turcs en France et l'évolution de leur projet migratoire", dans *Hommes et migrations*, n°1212, mars-avril 1998, p.14-23.
- I. RIGONI, *Du processus identitaire kurde à l'extrusion de la souveraineté turque*, CEMOTI, n°30, juin-décembre 2000, p.203-222.
- Cl. SCALBERT-YÜCEL, "La diaspora kurde en Suède. Conservation, production et diffusion d'un savoir linguistique", dans *European Journal of Turkish Studies (E.J.T.S.)*, N°5, 2007.
- Y. SERTEL, *Nord-Sud : crise et immigration (le cas turc)*, Paris, Publisud, 1987.
- B. SIMSIR, *Malta Sürgünleri*, Ed. Bilgi, Istanbul, 1985.
- J. STENGERS, *Emigration et immigration en Belgique au XIX^{ème} et au XX^{ème} siècles*, Bruxelles, 1978.
- E. TOUSSAINT, *Banque mondiale, Le Coup d'Etat permanent*, Ed. C.A.D.T.M., Liège, 2006.
- S. VREELING, *Armeniërs zonder land of een land zonder Armeniërs. De Belgische houding in de Volkenbond over de Armeense kwestie (1919-1928)*, scriptie voorgelegd aan de Faculteit Letteren en Wijsbegeerte, voor het behalen van de graad van Licentiaat in de Geschiedenis, Katholieke Universiteit Leuven, Academiejaar 2005-2006.
- G. WALTER, *La vie de Jules César*, Ed. Albin Michel, Paris, 1956.
- Cl. WEIBEL YACOUB, *Surma l'Assyro-Chaldéenne (1883-1975). Dans la tourmente de la Mésopotamie*, Ed. L'Harmattan, Paris, 2007.
- H. ZAREMSKA, *Les bannis du Moyen Age*, Ed. Aubier, Paris, 1996.

BIOGRAPHIE

Bahar Kimyongür est né en 1974 à Bruxelles de parents arabes alaouites de la région d'Antioche (Antakya) en Turquie. Il est l'aîné d'une fratrie de quatre enfants.

Après avoir suivi des études primaires et secondaires à l'école bruxelloise des "Pagodes", il décroche une licence en histoire de l'art et archéologie en 1996 à l'Université libre de Bruxelles (U.L.B.). Son mémoire de fin d'études a porté sur la cité hellénistique de «Séleucie de Piérie». Il a également une expérience dans la traduction du latin. En plus du français et du turc, il maîtrise plusieurs langues modernes : néerlandais, anglais, arabe, italien et espagnol.

Kimyongür milite depuis de nombreuses années pour les droits des prisonniers politiques de Turquie et participe activement aux mouvements contre la guerre et l'exploitation des pays du Sud. Son combat sera systématiquement diabolisé par le régime d'Ankara, puis par les autorités belges à la suite de pressions turques et plus indirectement, étasuniennes.

En effet, l'hystérie sécuritaire née dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001 va conduire la justice belge à l'accuser d'être le chef d'une organisation terroriste pour avoir simplement traduit un communiqué de presse du DHKP-C. Le 28 avril 2006, le Parquet fédéral belge le fait arrêter sur le sol néerlandais en vue de le livrer à la Turquie. Après soixante-huit jours de détention, les juges hollandais déclarent la demande d'extradition turque irrecevable en raison de son inconsistance et libèrent Kimyongür. Malgré cela, il sera incarcéré en Belgique pendant près de six mois.

Le 7 février 2008, Kimyongür est acquitté par la Cour d'appel d'Anvers au bout d'un long procès rocambolesque entaché d'irrégularités, mais le 24 juin 2008, la Cour de cassation anéantit le jugement d'Anvers.

Membre d'Attac-Bruxelles, du Comité pour la liberté d'expression et d'association (C.L.E.A.) ainsi que chroniqueur au Drapeau Rouge, Bahar Kimyongür est actuellement dans l'attente de son quatrième procès.

Déjà parus chez le même éditeur :

Sous la direction de Yola Minatchy

Vivre ensemble en Belgique avec nos différences

Face à l'émotion suscitée par les crimes racistes d'Anvers, Yola Minatchy a invité les composantes de la société belge à réfléchir sur le nécessaire Vivre ensemble en Belgique.

Des femmes et des hommes s'expriment, avec des mots ou des couleurs, sans frontières sociales, ethniques, religieuses, régionales, philosophiques : le ministre à côté du sans papier, le juif à côté du musulman, le flamand à côté du wallon...

Des mots en colère, des mots tristes, des mots porteurs d'idées, des mots d'espérance en réaction contre les politiques extrémistes, les éducations réductrices, les discriminations contre les minorités.



■ 176 p. ■ 16*24 cm ■ 18 € ■

François Polet

Comprendre >> le Sud

Entre mondialisation et altermondialisation



Ce petit ouvrage clair et accessible présente les grands défis que la mondialisation pose aux populations du Sud et la manière dont celles-ci se mobilisent pour y répondre.

Il aborde l'alimentation, les services publics, l'environnement, le travail et l'identité autochtone, domaines dont les logiques et les équilibres sont perturbés par la mondialisation et explique comment des mouvements sociaux se développent sur ces thématiques. Il fait la synthèse des différentes luttes et le point sur les dynamiques altermondialistes. Un outil indispensable pour mieux cerner les interactions entre mondialisation, développement et altermondialisation.

■ 88 p. ■ 13,5*20,5 cm ■ 9 € ■ Coédition CETRI

Questions et débats de société, pédagogie, formation, récits de vie...

www.couleurlivres.be

Déjà parus chez le même éditeur :

Anne Morelli

Histoire des étrangers et de l'immigration

La population de l'actuelle Belgique est métissée dès ses origines. Depuis la préhistoire, des vagues de peuplement se sont entrecroisées sur notre territoire, aux frontières longtemps floues et perméables. Les Belges "pur souche" sont en réalité les métis de ces différentes strates.

Nouvelle édition mise à jour et augmentée de chapitres inédits.

■ 416 p. ■ 15*22 cm ■ 30 € ■



F. Pauwels, Ch. Smets, J. Zafirenios

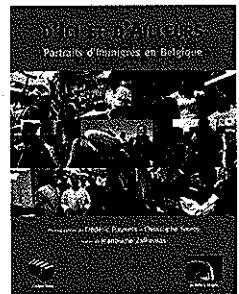
D'ici et d'Ailleurs

Portraits d'Immigrés en Belgique

Que faire pour que nos différences soient respectées tout en offrant à chacun de conserver son identité ? Comment convaincre de l'intérêt des échanges entre les peuples ? Ce livre de témoignages magnifiés de photographies présente cinquante parcours étranges et merveilleux.

Tous ces visages tissent la Belgique d'aujourd'hui. Et ce livre nous les raconte, présente leur itinéraire, leurs souffrances, leurs passions..

(Michel Torrekens, *Le Ligueur*)



■ 144 p. ■ 22*28 cm ■ 24 € ■ Coédition La Boîte à Images

Questions et débats de société, pédagogie, formation, récits de vie...

www.couleurlivres.be

Table des matières

PREFACE	5
INTRODUCTION	7
Méthodologie	8
Définition de l'exil	9
Définition de l'exode	11
Définition de la diaspora	11
Définition de la communauté transnationale	12
CHAPITRE 1	
Immigration économique vs immigration politique ?	15
Croisement, fusion et confusion des expériences migratoires	15
Politique économique répressive	15
Répression politique contre les acteurs économiques	16
Politisation de l'émigration économique et "demi-exil"	17
Exil politique non déclaré	18
Conclusion	18
CHAPITRE 2	
L'Anatolie : un va-et-vient incessant	21
Anatolie, terre d'immigration et de peuplement	21
Peuplements antiques	21
Exilés de l'antiquité	22
Peuplements médiévaux	23
Immigrations anatoliennes à l'époque ottomane	24
Immigrations anatoliennes sous la République	25
Anatolie, terre d'émigration et d'exil	26
Emigrations et exils antiques	26
Emigrations et exils ottomans	29
Les exilés de la République	34
Les paradoxes de la Turquie moderne	40
Les émigrés de la République	43

CHAPITRE 3

Le coup d'Etat militaire de 1971	57
Bilan du coup d'Etat de 1971 et de l'opération massue	58
Les exilés de 1971	59
1971-1980 : Un entre-deux-putschs sanglant	60
Le coup d'Etat militaire de 1980	62
Une neutralité à peine voilée	62
Sur commande du Pentagone et de l'O.T.A.N.	63
Synthèse turco-islamique	64
La junte contre la jeunesse et la science	64
Bilan du coup d'état fasciste du 12 septembre 1980	65
les exilés de 1980	66
Analyse comparative des coups d'Etat de 1971 et 1980	71

CHAPITRE 4

Communautés diasporiques et transnationales de Turquie	91
Les exilés politiques turcs	91
Les exilés politiques kurdes	96
La diaspora arménienne	99
La diaspora assyro-chaldéenne	103
La diaspora alévie	106
Les causes de l'exil actuel	109

CONCLUSION	121
-------------------	------------

BIBLIOGRAPHIE	125
----------------------	------------

BIOGRAPHIE	131
-------------------	------------

Babar Kimyongür

Turquie, terre de diaspora et d'exil

Histoire des migrations politiques de Turquie

S'il est une douleur qui unit les Turcs, les Kurdes, les Arméniens, les Arabes, les Juifs, les Assyro-Chaldéens, les Musulmans sunnites, les Alevis et les Yézidis de Turquie, c'est l'exil.

Ce livre retrace l'histoire des mouvements migratoires en partance et à destination de l'Anatolie. Il analyse en particulier l'exil politique provoqué par les juntes militaires turques de 1971 et 1980. Il décortique le contexte de la "guerre froide" qui amena les généraux turcs à éradiquer les divers courants de gauche, principaux sujets à l'exil. Il décrit ensuite la vie associative des communautés diasporiques et transnationales engendrées par la répression militaire ainsi que le point de vue et l'attitude des mouvements de résistance antifascistes à l'égard de l'exil.

Enfin, l'auteur présente une catégorie particulière d'exilés à laquelle il adhère lui-même : celle des "demi-exilés", ces enfants d'immigrés de la deuxième ou de la troisième génération, dotés de la double nationalité, mais interdits dans le pays d'origine de leurs parents à cause de leur "activité dissidente".

Ce livre démontre avec pertinence le caractère inéluctable des diverses formes d'émigration à partir de la Turquie en l'absence d'une démocratisation sincère et radicale de ce pays.

Né en 1974 à Bruxelles, Babar Kimyongür est licencié en archéologie et en histoire de l'art. Il milite pour la défense des minorités et l'émancipation sociale en Turquie.

978-2-87003-509-2



9 782870 035092



www.couleurlivres.be